

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**27 SEPTEMBRE 2018**

**TOME I/II**

**Séance du 27 septembre 2018**

**Sommaire**

<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Numéro de page</b>
	<b>Partie délibérations</b>	
	Convocation	<b>2018/1453</b>
	Ordre du jour Conseil municipal	<b>2018/1454</b>
	Emargement des Elus	<b>2018/1460</b>
	Compte-rendu du Conseil municipal	<b>2018/1466</b>
	Procès-Verbal	<b>2018/1480</b>
	<b>Partie délibérations</b>	
V2018-289	Projet de Schéma de Cohérence Territoriale révisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la Ville de Montpellier	<b>2018/1583</b>
V2018-290	Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) « Marqueroze » « Saint Lazare » « Secteur de l'allée du Tiers Etat » Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE	<b>2018/1599</b>
V2018-291	Cession de la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier dans le cadre du renouvellement urbain quartier de la Pompignane	<b>2018/1602</b>
V2018-292	Foncier-Espaces Publics - Rue Adam de Craponne Autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste	<b>2018/1604</b>
V2018-293	FONCIER - Locaux 6 rue Maguelone- Parcelle cadastrée HM 36 Désaffectation et déclassement du domaine public communal	<b>2018/1606</b>
V2018-294	FONCIER - Vente dans le cadre d'une consultation Locaux situés 6 rue Maguelone - Parcelle cadastrée HM 36 Vente à la société LA FONCIERE AMETIS	<b>2018/1609</b>
V2018-295	FONCIER - Propriété ABANADES - Lots 6, 7, 8 - 42 avenue Albert Einstein - Acquisition	<b>2018/1613</b>
V2018-296	Régularisation foncière entre la Ville de Montpellier et Mme JURVILLE - Echange sans soulte 140 rue Jules Isaac (parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison	<b>2018/1616</b>
V2018-297	Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4, 5, 133 et OL n°69	<b>2018/1618</b>
V2018-298	Travaux de Rénovation du Centre-Commercial « Le Polygone » Régularisation foncière par échange entre copropriétaires Ville de Montpellier - Grands Magasins Galeries Lafayette	<b>2018/1621</b>

V2018-299	Avis de la Ville de Montpellier sur la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme, au titre de la compatibilité au regard des ZAC concernées (article L.153-39 du code de l'urbanisme)	2018/1623
V2018-300	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot n°5D - "SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA"	2018/1626
V2018-301	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot n°6bisB - "SAS COGIM"	2018/1629
V2018-302	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot n° 7c1 - BACOTEC	2018/1632
V2018-303	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot n°7c2 "BACOTEC"	2018/1635
V2018-304	ZAC OVALIE -demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot 9B - ACM Habitat	2018/1638
V2018-305	Concession Publique d'Aménagement MONTPELLIER NOUVEAU GRAND CŒUR - Opération Beausoleil Demande d'agrément de candidature LANGUEDOC MUTUALITE Lot A et B	2018/1641
V2018-306	MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	2018/1644
V2018-307	Délégation de Service Public Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier - Avenant n° 1	2018/1647
V2018-308	Stationnement payant sur voirie Convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	2018/1650
V2018-309	Partenariat d'éducation et de prévention routière Autorisation à signer la convention	2018/1652
V2018-310	Actions d'accompagnement et de soutien des populations contre les accidents, sinistres et catastrophes - Construction d'un abri pour remorques - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	2018/1654
V2018-311	Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit	2018/1656
V2018-312	Participation au financement du Projet CONNEXIONS Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire	2018/1661
V2018-313	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs en 2018-2019 - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature	2018/1663
V2018-314	Attributions de subventions - Ajustements suite aux bilans des temps d'activités périscolaires 2017-2018	2018/1667
V2018-315	Attributions de subventions Classes de Découverte Rousses - Exercice 2018	2018/1669
V2018-316	QUARTIER CROIX D'ARGENT - Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé Autorisation de déposer un permis de construire	2018/1673
V2018-317	QUARTIER MOSSON - Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	2018/1675

V2018-318	PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN (Hauts de Massane) QUARTIER MOSSON - Réhabilitation de l'équipement pour son adaptation à plus de pratiques sportives Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions	2018/1677
V2018-319	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018	2018/1679
V2018-320	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice 2018	2018/1682
V2018-321	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	2018/1684
V2018-322	LAEP Pause Gouter - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Ville de Montpellier / Association Pause Gouter	2018/1687
V2018-323	Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la gestion de l'eau - Avis de la Ville de Montpellier	2018/1689
V2018-324	Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature	2018/1693
V2018-325	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire, Allée Paul Boulet	2018/1695
V2018-326	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°2 Esplanade Charles de Gaulle	2018/1697
V2018-327	Agora des Savoirs saison 10 - Cycle de conférences 2018-2019 Programmation	2018/1699
V2018-328	Agora des Savoirs saison 10 - Cycle de conférences 2018-2019 Partenariat avec la Librairie Sauramps	2018/1701
V2018-329	Agora des Savoirs saison 10 - Cycle de conférences 2018-2019 Partenariats Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier	2018/1703
V2018-330	Cinéma Municipal Nestor Burma - Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma	2018/1705
V2018-331	Contrat d'exposition entre Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste et la Ville de Montpellier Exposition de photographies "les oiseaux du nouveau monde"	2018/1708
V2018-332	Appel à projet "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) de l'Agence Régionale de Santé Occitanie"	2018/1710
V2018-333	Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances	2018/1712
V2018-334	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018	2018/1714
V2018-335	Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King	2018/1716
V2018-336	Participation de la Ville de Montpellier à la Semaine Française organisée à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 10 au 13 octobre 2018	2018/1719



V2018-337	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL Exercice 2018	2018/1721
V2018-338	Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	2018/1723
V2018-339	SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	2018/1727
V2018-340	MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	2018/1731
V2018-341	Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	2018/1735
V2018-342	Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	2018/1739
V2018-343	Modifications d'attributions de subventions - Exercice 2018	2018/1743
V2018-344	Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée Métropole Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone	2018/1745
V2018-345	Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	2018/1748
V2018-346	Reconstruction de la clôture entre le JAM et le square Ferdinand de Lesseps Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	2018/1750
V2018-347	Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier Accord-cadre groupement de commandes Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance	2018/1752
V2018-348	Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation - Autorisation de signature	2018/1754
V2018-349	Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit	2018/1757
V2018-350	Modification du tableau des emplois et des effectifs - Création d'un poste d'apprenti-Approbation	2018/1761
V2018-351	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs	2018/1763
V2018-352	Recensement de la Population 2019 - Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes	2018/1766
V2018-353	Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville	2018/1769
V2018-354	Marché n°8C0004 "Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en lumières 2018"- Attribution	2018/1772
V2018-355	Adoption des procès-verbaux des séances des 28 juin et 17 juillet 2018	2018/1774
	<b>Partie décisions</b>	
	Synthèse des décisions	2018/1776

VD2018-208	Contentieux - MONTPELLIER C/ S.A ALLIANZ IARD DECISION DE DEFENDRE	2018/1788
VD2018-231	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ VIENNE Jacques - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0046	2018/1790
VD2018-256	Convention de mandat de travaux avec la SA3M - Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret	2018/1792
VD2018-259	DECISION AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT : Marché à procédure adaptée n°5B0167 portant sur le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap	2018/1794
VD2018-260	Renouvellement convention d'occupation du domaine public - Terrasse Hôtel de Varennes 2 place Pétrarque - Ville de Montpellier / SARL JCL La Diligence	2018/1796
VD2018-262	Construction des Halles Alexandre Laissac - Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) Avenant n°1 au marché structure métallique	2018/1798
VD2018-263	Direction Sports et Jeunesse - Service Jeunesse Création de la régie de recettes " Stages Sportifs Jeunesse"	2018/1800
VD2018-264	Décision relative à l'accord-cadre de prestations Intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue du réaménagement du quartier des Hauts de la Croix d'Argent - Autorisation de signature	2018/1802
VD2018-266	Construction des Halles Alexandre Laissac Souscription d'un contrat d'assurance Dommage Ouvrage	2018/1804
VD2018-267	Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 1 : Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap de l'accord cadre - Autorisation de signature	2018/1806
VD2018-268	Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 2 : Périphériques informatiques et matériel divers destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap - Autorisation de signature	2018/1808
VD2018-271	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ALATI Robert Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 17V0256	2018/1810
VD2018-272	MARCHE PUBLIC - REFECTION SOL SOUPLE SPORTIF GYMNASE ROGER COUDERC N° 8B0050	2018/1812
VD2018-275	Marché n°8C0004 "Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en lumières 2018"- Attribution	2018/1814
VD2018-286	Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics	2018/1817
VD2018-288	EXPERTISE JUDICIAIRE - COMMUNE DE MONTPELLIER / AT ZWEIRAD - DESORDRES VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE - DECISION D'ESTER	2018/1819
VD2018-290	Marché n°8B0052 "Médiation en vidéo mapping et jeux vidéo Cœur de Ville en Lumières" - Attribution	2018/1821
VD2018-292	Construction de bureaux et de Hangars - Locaux technique du Protocole - Marché public n° 7D0014	2018/1824
VD2018-294	Direction de l'Education - Modification des sous-régies de recettes pour les ALSH	2018/1828

VD2018-295	Direction de l'Education - Modification des sous-régies d'avances pour les ALSH	<b>2018/1833</b>
VD2018-296	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété VILLEDIEU Lots 17 et 19 - 25 rue de Verdun - Exercice du droit de préemption	<b>2018/1837</b>
VD2018-297	Extension et Réaménagement partiel de l'Ecole Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015	<b>2018/1840</b>
VD2018-300	Construction des Halles Alexandre Laissac - Marchés pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics sur le pourtour des halles Laissac	<b>2018/1843</b>
VD2018-301	Marché Public - Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier - N°8D0008	<b>2018/1845</b>
VD2018-302	Autorisation de signer l'avenant n°1 au contrat de location du 1er juillet 1998 - ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier - 85 rue des Passereaux	<b>2018/1847</b>
VD2018-304	Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2018-2021 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier	<b>2018/1849</b>
VD2018-305	Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres ouvert n° 8D0006 Acquisition et location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers pour la Ville de Montpellier - Autorisation à signer le marché	<b>2018/1852</b>
VD2018-306	Convention de mise à disposition du site "Le petit bois de la chaumière" au bénéfice de l'association Moovment Event pour l'organisation du festival Family Piknik 2018	<b>2018/1854</b>
VD2018-307	Halles et place Alexandre Laissac - Marché de prestation de service pour la réalisation de la signalétique intérieure et extérieure des halles Laissac - Marché numéro 2907 1802	<b>2018/1855</b>
VD2018-309	Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 N°8B0053 Avenant numéro 1	<b>2018/1857</b>
VD2018-310	Marché n°8D0040 "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël" - Marché subséquent n°1	<b>2018/1859</b>
VD2018-311	Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville	<b>2018/1861</b>
VD2018-312	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville. 8B0031	<b>2018/1863</b>
VD2018-314	Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Marché public N°8D0015 Relance des lots N°3 "Menuiseries extérieures" N°6 "Menuiseries intérieures" et N°12 "VRD"	<b>2018/1865</b>
VD2018-316	Mandat de gestion technique - de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente - Avenant n° 3	<b>2018/1868</b>
VD2018-317	Décision d'ester - Pourvoi de la commune de Montpellier contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 23 mai 2018 qui a annulé le jugement n° 1503013 du Tribunal administratif de Montpellier du 7 février 2017 ainsi que le contrat de projet éducatif territorial	<b>2018/1870</b>

VD2018-318	DROIT DE PREEMPTION - Espaces Naturels Sensibles du Département - Propriété CRASSOUS - 1154 avenue de Saint Maur Exercice du droit de préemption	2018/1872
VD2018-320	Contentieux - Ville c/ Mme Natalie LECHAT - Recours contre le retrait de son autorisation d'étal aux Halles Jacques Cœur Décision de défendre	2018/1874
VD2018-322	Contentieux - Ville c/ SCI BELLEVAL - Recours contre des titres relatifs à l'occupation du domaine public - Décision de défendre	2018/1875
VD2018-323	Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, du domaine de la Ville et de logements de fonction - Marché 4D0018 - Avenant n°1	2018/1876
VD2018-326	Acquisition, fourniture et pose de Bâtiments modulaires pour l'école Léo MALET - MARCHÉ N°8D00226011	2018/1878
VD2018-329	Avenant N°1 au marché "Nettoyage des espaces verts" N° 4D0031	2018/1880
VD2018-330	Marché n° 6D0050 - Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit - Lot 11 : Electricité courants forts, courants faibles - Avenant n°1	2018/1882
VD2018-331	Marché n° 8B0020 ' Rénovation et mise en valeur de l'Eglise Sainte-Croix de Celleneuve ' Diagnostic Sanitaire de l'état des pierres	2018/1884
VD2018-332	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CHORRESPONDANCE les 1er et 2 septembre 2018 et les 1er, 2 et 3 novembre 2018	2018/1886
VD2018-333	Marché 5D0014A - Avenant pour cession de la société SPIE SUD-OUEST à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE Avenant n°1	2018/1887
VD2018-334	Avenants au marché "Entretien et aménagement des espaces verts " N°4D0041	2018/1889
VD2018-337	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Monsieur Geoffrey Badel du 13 septembre au 7 octobre 2018	2018/1891
VD2018-338	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette Knoll) du 13 octobre au 4 novembre 2018	2018/1892
VD2018-339	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Servas Artists du 17 novembre au 9 décembre 2018	2018/1893
VD2018-340	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Ascain (Eno Gounon) du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019	2018/1894
VD2018-341	Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs d'O le 6 septembre 2018	2018/1895
VD2018-342	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association LES CHOREGIENS les 8, 9 et 10 novembre 2018	2018/1896
VD2018-343	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété VICENTE - Lot 7 - 500 rue du Mas Rouge - Exercice du droit de préemption	2018/1897
VD2018-344	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété VICENTE - Lot 8 - 500 rue du Mas Rouge - Exercice du droit de préemption	2018/1900
VD2018-346	Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier Marché n° 6D0034 - Avenant n°1 - Avenant de prolongation de délai pour les lots n° 1; 4; 7; 12; 14 et 15	2018/1903

VD2018-347	Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier - Marché n° 6D0034 - Avenant n°1 - Augmentation du montant du marché et prolongation du délai pour les lots n° 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 et 16	<b>2018/1905</b>
VD2018-350	Réaménagement de la zone technique phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine Lot n°10: Etanchéité N° 8D0018	<b>2018/1909</b>
VD2018-353	Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association BA-BACH le 23 septembre 2018	<b>2018/1911</b>
VD2018-354	Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018	<b>2018/1912</b>
VD2018-355	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Art sans frontière le 13 juillet 2018	<b>2018/1913</b>
VD2018-356	CONTENTIEUX - SARL SIBL CASA CUBANA - Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018 - Décision de défendre	<b>2018/1914</b>
VD2018-357	CONTENTIEUX - Madame NICOULEAU - Recours contre la décision du 3 Janvier 2018 refusant l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017 - Décision de défendre	<b>2018/1916</b>



Secrétariat Général  
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le jeudi 27 septembre 2018 à 18 heures, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W31).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

**Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 27 septembre 2018
- Synthèses des affaires du 27 septembre 2018
- Procès-Verbal de la séance du 28 Juin 2018 et de la séance du 17 Juillet 2018
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



**Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018**  
**18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption des Procès-verbal des Conseils municipaux précédents

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

### **URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE**

1. **Projet de Schéma de Cohérence Territoriale révisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la Ville de Montpellier**
2. **Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE)**
  - « Marqueroze »
  - « Saint Lazare »
  - « Secteur de l'allée du Tiers Etat »**Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE**
3. **Cession de la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier dans le cadre du renouvellement urbain quartier de la Pompignane**
4. **Foncier-Espaces Publics**  
**Rue Adam de Craponne**  
**Autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste**
5. **FONCIER**  
**Locaux 6 rue Maguelone**  
**Parcelle cadastrée HM 36**  
**Désaffectation et déclassement du domaine public communal**
6. **FONCIER**  
**Vente dans le cadre d'une consultation**  
**Locaux situés 6 rue Maguelone**  
**Parcelle cadastrée HM 36**  
**Vente à la société LA FONCIERE AMETIS**
7. **FONCIER**  
**Propriété ABANADES**  
**Lots 6, 7, 8 - 42 avenue Albert Einstein**  
**Acquisition**

8. Régularisation foncière entre la Ville de Montpellier et Mme JURVILLE  
Echange sans soulte  
140 rue Jules Isaac (parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison
9. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4, 5, 133 et OL n°69
10. Travaux de Rénovation du Centre-Commercial « Le Polygone »  
Régularisation foncière par échange entre copropriétaires  
Ville de Montpellier - Grands Magasins Galeries Lafayette
11. Avis de la Ville de Montpellier sur la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme, au titre de la compatibilité au regard des ZAC concernées (article L.153-39 du code de l'urbanisme)
12. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°5D  
"SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA"
13. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°6bisB  
"SAS COGIM"
14. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n° 7c1  
BACOTEC
15. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°7c2  
"BACOTEC"
16. ZAC OVALIE  
demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot 9B  
ACM Habitat
17. Concession Publique d'Aménagement MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR  
Opération Beausoleil  
Demande d'agrément de candidature LANGUEDOC MUTUALITE Lot A et B
18. MONTPELLIER GRAND COEUR  
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités  
Attribution de subventions

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

19. Délégation de Service Public  
Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier  
Avenant n° 1



- 20. Stationnement payant sur voirie  
Convention de reversement du produit  
des forfaits post-stationnement (FPS) entre la  
Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 21. Partenariat d'éducation et de prévention routière  
Autorisation à signer la convention
- 22. Actions d'accompagnement et de soutien des populations  
contre les accidents, sinistres et catastrophes  
Construction d'un abri pour remorques  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

## **DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS**

- 23. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

## **RÉUSSITE ÉDUCATIVE**

- 24. Participation au financement du Projet CONNEXIONS  
Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire
- 25. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs en  
2018-2019 - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions  
en nature
- 26. Attributions de subventions  
Ajustements suite aux bilans des temps d'activités périscolaires 2017-2018
- 27. Attributions de subventions Classes de Découverte Rousses - Exercice 2018

## **JEUNESSE ET SPORTS**

- 28. QUARTIER CROIX D'ARGENT  
Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé  
Autorisation de déposer un permis de construire
- 29. QUARTIER MOSSON  
Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
- 30. PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN (Hauts de Massane)  
QUARTIER MOSSON  
Réhabilitation de l'équipement pour son adaptation à plus de pratiques sportives  
Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions
- 31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018

## **RELATIONS AUX PUBLICS ET AFFAIRES MILITAIRES**

32. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice 2018

## **AFFAIRES SOCIALES**

33. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

## **ENFANCE**

34. LAEP Pause Gouter  
Convention d'occupation temporaire du domaine public  
Ville de Montpellier / Association Pause Gouter

## **ECOLOGIE URBAINE**

35. Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la gestion de l'eau - Avis de la Ville de Montpellier
36. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature

## **AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT**

37. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire, Allée Paul Boulet
38. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°2 Esplanade Charles de Gaulle

## **CULTURE**

39. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Programmation
40. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Partenariat avec la Librairie Sauramps
41. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Partenariats Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier
42. Cinéma Municipal Nestor Burma  
Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma  
Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma

43. Contrat d'exposition entre Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste et la Ville de Montpellier  
Exposition de photographies "les oiseaux du nouveau monde"

## **PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES**

44. Appel à projet "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) de l'Agence Régionale de Santé Occitanie"
45. Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances
46. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

## **RELATIONS INTERNATIONALES**

47. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King
48. Participation de la Ville de Montpellier à la Semaine Française organisée à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 10 au 13 octobre 2018
49. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018

## **FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE**

50. Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
51. SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
52. MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
53. Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
54. Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
55. Modifications d'attributions de subventions - Exercice 2018
56. Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville  
Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée Métropole  
Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone
57. Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
58. Reconstruction de la clôture entre le JAM et le square Ferdinand de Lesseps  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux








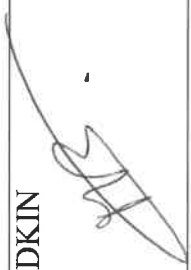

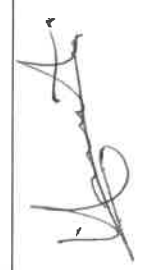
59. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier  
Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance
60. Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation - Autorisation de signature
61. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

## **RESSOURCES HUMAINES**

62. Modification du tableau des emplois et des effectifs - Création d'un poste d'apprenti-Approbation
63. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs
64. Recensement de la Population 2019  
Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes
65. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
66. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire

EMARGEMENTS DES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE PUBLIQUE DU 27 SEPTEMBRE 2018




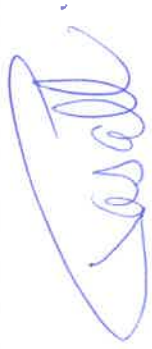





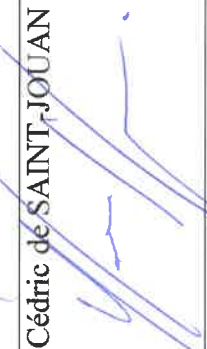


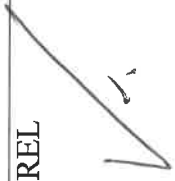
<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Fabien ABERT 		Lorraine ACQUIER	
Luc ALBERNHE 		Rémi ASSIE 	
Sophia AYACHE 		Guy BARRAL 	
Valérie BARTHAS-ORSAL 		Robert BEAUFILS	
Maud BODKIN 		Françoise BONNET 	





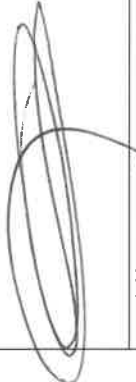


Sabria BOUALLAGA			Daniel BOULET		
Djamel BOUMAAZ			Anne BRISSAUD		
Nancy CANAUD			Gérard CASTRE		
Mylène CHARDES			Robert COTTE	A	
Christophe COUR			Jean-Luc COUSQUER		
Perla DANAN			Titina DASYLVA	A	

Michaël DELAFOSSE 		Véronique DEMON <b>A</b>	
Jean-Marc DI RUGGIERO 	<b>P</b>	Jacques DOMERGUE 	<b>P</b>
Michèle DRAY-FITOUSSI 		Christian DUMONT 	
Abdi EL KANDOUSSI 	<b>P</b>	Julie FRÉCHE 	
Vincent HALUSKA 	<b>P</b>	Clare HART <b>A</b>	
Stéphanie JANNIN 		Sonia KERANGUEVEN 	

Pascal KRZYZANSKI 	P	Gérard LANNELONGUE 	A
Alex LARUE 		Max LEVITA 	
Chantal LEVY-RAMEAU 		Nicole LIZA 	A
Audrey LLEDO 		Henri MAILLET 	P
Mustapha MAJDOUL 		Jérémie MALEK 	
Chantal MARION 		Isabelle MARSALA 	



Hervé MARTIN 			Dominique MARTIN-PRIVAT A 	
Patricia MIRALLES A 			Jean-Pierre MOURE 	
Caroline NAVARRE 			Véronique PEREZ 	P
Patrick RIVAS 		P	Brigitte ROUSSEL-GALIANA A 	
Cédric de SAINT-JOUAN 			Samira SALOMON 	
Marie-Hélène SANTARELLI 			Philippe SAUREL 	

Séverine SCUDIER 		Sauveur TORTORICI 	
Bernard TRAVIER 		Henri de VERBIZIER 	
Patrick VIGNAL 		Annie YAGUE 	
Rabii YOUSSEOUS	A		



**Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée

## **Compte-rendu du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018**  
**18h00 - Salle du Conseil**

**Convoqué le jeudi 20 septembre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 27 septembre 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents excusés:**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE

**Absents:**

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Christophe COUR.

### ***Adoption de l'ordre du jour***

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

### ***Adoption du procès-verbal des Conseils municipaux précédents (28 juin et 17 juillet 2018)***

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO.)

*Monsieur Patrick VIGNAL entre en séance.*

*Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance.*

1. **Projet de Schéma de Cohérence Territoriale révisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la Ville de Montpellier**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstentions : 6 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT, Alex LARUE, Audrey LLEDO.)

2. **Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE)**  
 « Marqueroze »  
 « Saint Lazare »  
 « Secteur de l'allée du Tiers Etat »  
 Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole  
 des produits des PAE

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

3. **Cession de la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier dans le cadre du renouvellement urbain quartier de la Pompignane**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstentions : 5 voix (Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

*Madame Julie FRECHE, avec la procuration de Madame Clare HART, entre en séance.*

4. **Foncier-Espaces Publics**  
 Rue Adam de Craponne  
 Autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665  
 en état d'abandon manifeste

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

5. **FONCIER**  
 Locaux 6 rue Maguelone  
 Parcelle cadastrée HM 36  
 Désaffectation et déclassement du domaine public communal

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

6. **FONCIER**  
 Vente dans le cadre d'une consultation  
 Locaux situés 6 rue Maguelone

Parcelle cadastrée HM 36  
Vente à la société LA FONCIERE AMETIS

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

7. FONCIER  
Propriété ABANADES  
Lots 6, 7, 8 - 42 avenue Albert Einstein  
Acquisition

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

8. Régularisation foncière entre la Ville de Montpellier et Mme JURVILLE  
Echange sans soulte  
140 rue Jules Isaac (parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

9. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4, 5, 133 et OL n°69

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

10. Travaux de Rénovation du Centre-Commercial « Le Polygone »  
Régularisation foncière par échange entre copropriétaires  
Ville de Montpellier - Grands Magasins Galeries Lafayette

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Valérie BARTHAS-ORSAL sort de séance.*

11. Avis de la Ville de Montpellier sur la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme, au titre de la compatibilité au regard des ZAC concernées (article L.153-39 du code de l'urbanisme)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

12. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°5D  
"SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

13. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°6bisB  
"SAS COGIM"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

14. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n° 7c1  
BACOTEC

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

15. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°7c2  
"BACOTEC"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

16. ZAC OVALIE

demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot 9B  
ACM Habitat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE de par la procuration donnée à Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration donnée par Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Patrick RIVAS, Philippe SAUREL.)

*Madame Audrey LLEDO sort définitivement de séance.*

17. Concession Publique d'Aménagement MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR  
Opération Beausoleil  
Demande d'agrément de candidature LANGUEDOC MUTUALITE Lot A et B

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal LEVY-RAMEAU, Philippe SAUREL.)

*Madame Valérie BARTHAS-ORSAL entre en séance.*

18. MONTPELLIER GRAND COEUR  
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités  
Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Caroline NAVARRE.)

19. Délégation de Service Public  
Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier  
Avenant n° 1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 39 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA de par la procuration donnée à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Patrick RIVAS, Véronique PEREZ)

*Mesdames Perla DANAN, Stéphanie JANNIN et Severine SCUDIER entrent en séance.*

20. Stationnement payant sur voirie  
Convention de reversement du produit  
des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée  
Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

21. Partenariat d'éducation et de prévention routière  
Autorisation à signer la convention



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

22. Actions d'accompagnement et de soutien des populations  
contre les accidents, sinistres et catastrophes  
Construction d'un abri pour remorques  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Messieurs Jacques DOMERGUE, avec la procuration de Monsieur Gérard LANNELONGUE, et Christian DUMONT sortent de séance.*

23. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 15 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Jean-Marc DI RUGGIERO avec la procuration de Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Caroline NAVARRE, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS de par la procuration donnée à Annie YAGUE)

24. Participation au financement du Projet CONNEXIONS  
Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

25. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs en 2018-2019 - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

26. Attributions de subventions  
Ajustements suite aux bilans des temps d'activités périscolaires 2017-2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0



27. Attributions de subventions Classes de Découverte Rousses - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

28. QUARTIER CROIX D'ARGENT

Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé

Autorisation de déposer un permis de construire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29. QUARTIER MOSSON

Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues

Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

30. PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN (Hauts de Massane)

QUARTIER MOSSON

Réhabilitation de l'équipement pour son adaptation à plus de pratiques sportives

Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

32. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

33. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

34. LAEP Pause Gouter  
Convention d'occupation temporaire du domaine public  
Ville de Montpellier / Association Pause Gouter

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la gestion de l'eau - Avis de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de Signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

37. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire, Allée Paul Boulet

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Djamel BOUMAAZ rentre en séance.*

38. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°2 Esplanade Charles de Gaulle

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

*Monsieur Djamel BOUMAAZ sort définitivement de séance.*

39. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Programmation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Partenariat avec la Librairie Sauramps

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

41. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Partenariats Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

42. Cinéma Municipal Nestor Burma  
Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma  
Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andalous ainsi que  
l'association Languedoc-Roussillon Cinéma

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

43. Contrat d'exposition entre Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste et la Ville de  
Montpellier  
Exposition de photographies "les oiseaux du nouveau monde"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

44. Appel à projet "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) de l'Agence  
Régionale de Santé Occitanie"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Chantal LEVY-RAMEAU, Caroline NAVARRE, Philippe SAUREL,  
Annie YAGUE avec la procuration de Rabii YOUSSEF.)

45. Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

46. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

47. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Mylène CHARDES.)

48. Participation de la Ville de Montpellier à la Semaine Française organisée à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 10 au 13 octobre 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER.)

49. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER.)

50. Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

51. SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Michaël DELAFOSSE.)

52. MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**53. Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**54. Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport des administrateurs - Exercice 2017**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**55. Modifications d'attributions de subventions - Exercice 2018**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**56. Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville  
Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée Métropole  
Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON)

**57. Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Messieurs Jacques DOMERGUE, avec la procuration de Monsieur Gérard LANNELONGUE, et Christian DUMONT entrent en séance.*

**58. Reconstruction de la clôture entre le JAM et le square Ferdinand de Lesseps  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

59. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier  
Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

60. Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

61. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Mylène CHARDES, Clare HART de par la procuration donnée à Julie FRECHE, Philippe SAUREL, Annie YAGUE avec la procuration de Rabii YOUSSEF.)

62. Modification du tableau des emplois et des effectifs - Création d'un poste d'apprenti-Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

63. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

64. Recensement de la Population 2019  
Création de postes d'Agents Recenseurs  
et rémunération de ces postes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

65. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

66. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 19 heures 35.**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Contre : 0

Abstention : 0

66. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 19 heures 35.**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



## **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

---

**Séance ordinaire du  
Mardi 17 juillet 2018**

---

## **PROCES-VERBAL**

---

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du Mardi 17 juillet 2018  
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017
2. Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme
3. Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier
4. Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature
5. Languedoc Mutualité  
Permis de construire PC 34172 17 V0333  
Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil  
Permis de construire PC 34172 17 V0332  
Construction de L'EHPAD Les Violettes  
  
Désignation d'un membre du conseil municipal  
pour délivrer ces deux permis de construire  
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)
6. Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature
7. FONCIER - Quartier MOSSON  
Régularisation foncière  
Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)
8. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR  
Agrément de candidature  
FDI PROMOTION

## Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales

9. MONTPELLIER GRAND COEUR  
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités  
Attribution de subventions
10. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous
11. Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier
12. Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire - Rentrée 2018-2019
13. Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque
14. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) - Groupe scolaire Germaine Richier - Création de places conventionnées
15. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) - Création et transfert de places municipales conventionnées - Secteur Port Marianne
16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019
17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019
18. Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)
19. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018
20. Bourse Initiatives Jeunes 2018 - Participation de la Ville
21. SKATEPARK DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE  
Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines  
Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions
22. Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D
23. Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier
24. Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen
25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

26. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés  
Modification de la périodicité de la redevance annuelle
27. Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et la Ville de Montpellier - Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)
28. Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)
29. Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer
30. Culture et Patrimoine  
Attribution de subventions à des associations culturelles  
Exercice 2018
31. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018
32. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452
33. Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante
34. Apurement annuel des régies - Exercice 2018
35. Admission en non valeur - Exercice 2018
36. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier
37. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole
38. Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégués de Service Public
39. Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus – Approbation
40. Pose d'une horloge sur la façade de la Maison Pour Tous Marie Curie  
Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux
41. AFFAIRE RETIREE

42. Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1
43. Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"
44. Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC
45. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de « Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. »
46. Modification du tableau des effectifs
47. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature
48. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature
49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature
50. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature



## Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

---

### Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

---

### Procès-verbal

---

**Convoqué le mardi 10 juillet 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 17 juillet 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### **Absents excusés:**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL.

#### **Absents:**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**M. le Maire :** Bravo les Bleus. Inutile de vous dire que ce Conseil va être sportif. Je vais proposer à Fabien ABERT de venir me rejoindre à la tribune pour l'appel en l'absence de Maud BODKIN qui a eu un petit souci au genou qui est en train d'être réglé.

*Fabien ABERT procède à l'appel.*

Merci Monsieur ABERT. On note aussi l'arrivée de Julie FRÊCHE et Sabria BOUALLAGA qui nous ont rejoints. Le quorum est largement atteint.

Vous savez que, souvent, la tradition de ce Conseil municipal appelle à honorer quelques citoyens ou citoyennes de cette Ville qui œuvrent pour la Ville, chacun dans leur domaine ; cela peut être des sportifs, des chefs d'entreprise, des artistes. C'est le cas aujourd'hui, puisque le Conseil municipal a souhaité faire citoyenne d'honneur Madame Sylvie LEONARD-SEIGNERET qui a commis, notamment, ce magnifique ouvrage sur le Street Art à Montpellier. C'était une façon de l'honorer et d'honorer aussi toute cette production de culture et d'art qui se trouve dans notre Ville. Je suis très heureux de la retrouver à la tribune et de lui dire quelques mots. La Ville de Montpellier a d'ailleurs acquis un certain nombre d'ouvrages que nous offrirons tout à l'heure à chacun d'entre vous.

~~Remise de médaille~~ : Montpellier regorge de talents multiples dont les parcours sont très divers, dont les nombreuses qualités font de ces artistes de véritables ambassadeurs de la ville. Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'honorer une professeure d'arts plastiques, artiste peintre, écrivaine : Madame Sylvie LEONARD-SEIGNERET ; originaire de Montmartre, ce quartier historique de la peinture, de l'art, de la culture. C'est ce quartier parisien qui vous a donné l'amour pour les arts. Il a abrité une myriade d'artistes (TOULOUSE-LAUTREC, VAN GOGH, MODIGLIANI, Pablo PICASSO) auxquels nous rendons un hommage particulier au musée Fabre durant tout l'été.

Après avoir exercé le métier d'animatrice puis celui d'institutrice, vous devenez professeure d'arts plastiques de collège et de lycée en région parisienne. Vous rejoignez ensuite l'IUFM de Montpellier pour exercer la fonction de formatrice en arts visuels pendant 15 ans. C'est sur les terres montpelliéraines que vous exprimez pleinement vos nombreux talents artistiques : dans votre peinture à l'encre, vos portraits basés sur la spontanéité permettent d'entrer furtivement dans la personnalité de vos modèles ; dans l'écriture, vous aimez transmettre au jeune public. Votre collection d'ouvrages d'initiation artistique « Petites Histoires de l'art » permet d'entrecroiser l'art avec l'histoire de l'humanité, de mettre en corrélation une artiste et une œuvre dans le flot des événements et des idées qui traversent notre époque. Il en est de même avec les petites histoires d'artistes que vous publiez sur votre site Internet.

Vous partagez aussi votre envie de faire découvrir Montpellier et son histoire sous des angles nouveaux. En 2011, vous coécrivez le « Petit Guide de Montpellier » avec Didier MILLOTTE qui permet de découvrir notre ville de façon ludique au travers de ses lieux et de son histoire millénaire. Publié en 2017, votre roman « Marie de Montpelhièr – la terre, la chair, et le sang » – car vous l'avez écrit à l'occitane donc je le prononce en occitan – nous renvoie à la fin du XII<sup>e</sup> siècle pour découvrir le destin romanesque de la dernière descendante des Guilhem. Votre dernier ouvrage « Montpellier Street Art » nous offre une magnifique déambulation à la découverte du monde des artistes urbains.

Je vous remercie très sincèrement au nom de tous les élus présents dans cette assemblée de mettre en lumière cette facette artistique de Montpellier qui figure parmi les villes leaders de cet art brut et singulier et de son reflet sans concession de notre société.

En 2009, vous avez écrit « Ulteřia ! Sur les chemins de Compostelle ». Ulteřia est une expression latine utilisée par les pèlerins qui peut se traduire par : aidez-nous à aller toujours plus loin et toujours plus haut. Ce soir, au nom du Conseil municipal de Montpellier – de Montpelhièr –, de tous les Montpelliérains et de toutes les Montpelliéraines, je tiens à vous remercier de votre participation multiple pour montrer le dynamisme de notre Ville et je tiens à vous remercier particulièrement de votre aide pour que Montpellier aille toujours plus loin et toujours plus haut.

Voici le livre dont vous aurez, chacun, un exemplaire tout à l'heure et je vais vous remettre la médaille de citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier.

*Applaudissements.*

**Mme LEONARD-SEIGNERET :** Monsieur SAUREL, Mesdames et Messieurs les conseillers, je vous remercie énormément de l'honneur que vous faites à mon travail. Ce livre, je l'ai fait parce que je l'ai cherché. J'ai cherché un livre sur le Street Art à Montpellier convaincue qu'il en existait beaucoup et je me suis aperçue qu'il n'y en avait pas. Je me suis dit : je vais essayer de le faire. J'en profite pour remercier tous ceux qui m'ont accompagnée dans ce projet un peu fou, un peu risqué et qui, parfois, a pris l'allure d'une épopée parce que beaucoup de mes amis, m'ont accompagnée, m'ont aidée, m'ont apporté quelques pépites photographiques, m'ont encouragée. Je remercie aussi particulièrement mon éditeur qui a pris le risque de se lancer dans l'aventure et qui regrette beaucoup de ne pas pouvoir être là car il est à une Foire du livre à Anvers.

Je voudrais dédier cette médaille aux artistes ; ces artistes qui, souvent, très anonymement ont donné à notre Ville un supplément d'âme, d'humour, d'esprit, de beauté, d'humanisme. Dans cet art qui est à la fois très populaire, très familier et totalement méconnu, je me posais de nombreuses questions sur ces artistes dont je voyais l'œuvre : qui sont-ils ? Comment travaillent-ils ? Pourquoi font-ils cela ? Pourquoi Montpellier est une ville tellement dynamique et vivante dans l'art urbain ? En essayant de résoudre ces questions par enquête, par rencontre, par découverte, j'ai décidé de les écrire pour ouvrir des fenêtres sur cet art de la rue, pour créer un lien entre les artistes et les habitants de Montpellier ainsi que pour redonner un peu de sa noblesse à cet art qui est souvent confondu avec un art assez trash qui abîme les immeubles. Il se passe dans cette Ville, comme dans d'autres capitales, d'autres grands spots du Street Art, beaucoup de moyens d'expression très aboutis, très généreux, qui parlent toujours d'humanité aux gens, aux passants.

Je voulais redonner leur place à ces artistes car on a tendance à considérer que, parce que c'est un art populaire, c'est un art inférieur mais j'aimerais rappeler que c'est le seul l'art qui a, depuis 50 ans, couvert la planète. Les impressionnistes, c'était trois bistros dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement. Là, tous les Street artistes du monde communiquent par Internet. C'est un univers où il y a une émulation énorme c'est-à-dire que chacun essaye d'être meilleur que le précédent, peut-être aussi de faire des choses plus risquées mais en tout cas des choses plus remarquables. Il y a cette espèce de grand réseau mondial dans ce mouvement que l'on a tendance à considérer comme secondaire alors qu'en réalité, depuis 50 ans, ce mouvement a couvert la planète et plusieurs générations. Je ne citerai qu'Ernest PIGNON-ERNEST, fondateur de ce mouvement, qui est un homme de 70 ans, qui va encore très bien et qui fait des choses magnifiques.

Je vous remercie beaucoup. Je vous remercie, Monsieur le Maire, pour cet honneur que vous avez fait à mon travail, aux artistes et à la Ville de Montpellier.

*Applaudissements.*



**M. le Maire :** Merci. Je vais demander à Isabelle MARSALA, adjointe à la culture, de venir avec nous. Ensemble, nous allons vous remettre ce petit bouquin qui est « Montpellier, citoyenne du monde ». Nous avons souhaité faire figurer sur la couverture la danse car si j'avais dû matérialiser une des 31 communes, j'aurais certainement fait 30 autres jaloux et je ne pouvais pas le faire uniquement sur Montpellier. Nous avons donc choisi la danse et l'art car la culture est un langage universel. Merci beaucoup.

~~Informations du Maire :~~ Nous allons passer à quelques informations. La première : je voudrais féliciter l'équipe de France qui est championne du monde de football.

*Applaudissements.*

Depuis 20 ans, nous attendions cela et ça a été réalisé dimanche soir de façon magistrale. Ainsi, nous avons positionné sur la place Georges-Frêche, deux fois un grand écran : une fois pour la demi-finale contre la Belgique et une autre contre la Croatie en finale. La première fois, 10 000 Montpelliérains sont venus et la deuxième, 15 000. C'est l'occasion pour moi de remercier tous les services de la Ville et en particulier la police municipale de Montpellier.

*Applaudissements.*

De remercier les services de la Métropole, remercier la Police nationale, remercier les services de secours et remercier les services du Protocole de la Ville de Montpellier qui ont poussé la précision du geste jusqu'à prévoir des tuyaux d'arrosage pour que les gens ne fassent pas de malaise eu égard à la chaleur et aux conditions atmosphériques véritablement très chaudes. Merci à TaM qui a modifié son réseau afin de pouvoir libérer, par la coupure des lignes de tram, la place Georges-Frêche et qui a installé de façon parallèle un certain nombre de réseaux de navettes.

Merci aussi à tous les bénévoles qui ont été présents. Merci également aux Montpelliéraines et aux Montpelliérains qui ont été d'une grande sagesse (une vitre brisée) contrairement à d'autres villes où il y a eu des déprédations importantes ; ici, cela n'a pas été le cas : d'abord sur la place Georges Frêche puis dans le centre historique que nous avons entouré de tous nos soins, sur la place de la Comédie où l'ambiance qui régnait était bon enfant et très agréable. Les Montpelliéraines et les Montpelliérains ont vécu ce moment de liesse et de joie, ce moment incroyable de cohésion nationale, en respectant Montpellier, pas en cassant les vitrines des commerçants. Je tiens à le préciser et à remercier chacune et chacun.

Deuxième information : vous allez voir que, parfois, dans l'histoire des événements, les choses se font avec le sourire. J'ai reçu, le 25 juin, une lettre de Madame la Ministre de la Culture de Croatie qui m'a demandé d'être le pays invité pour la Comédie du livre 2020. J'ai trouvé que la proposition était adéquate. L'an prochain, ce sera la Suisse et en 2020, la Croatie. Nous lirons une ville de la Méditerranée. L'an prochain, ce sera Barcelone. Nous verrons en 2020 quelle sera la ville.

Voilà les informations que je voulais vous donner.

### *Adoption de l'ordre du jour*

**M. le Maire :** Je vous propose d'adopter l'ordre du jour du Conseil municipal de ce jour. L'affaire 41 est retirée. L'ordre du jour comporte 49 affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à

l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**M. le Maire :** L'adoption du procès-verbal du 28 juin est reportée à la séance prochaine.

Vous avez également pris connaissance de la synthèse des décisions. Pas de demande d'intervention ?

Le prochain Conseil municipal aura lieu le 27 septembre à 18 heures.

### **1. Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017**

L'instruction budgétaire et comptable M57 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos du budget doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Les résultats de l'exercice 2017 sont retracés dans la délibération en date du 28 juin 2018 portant adoption du Compte Administratif 2017.

Le résultat de clôture 2017 en fonctionnement est de 44 373 852.72 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2018 :

- Pour 26 852 023,43 euros en section de fonctionnement
- Pour 17 521 829,29 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2017 de la section d'investissement est de 14 378 190.01 euros. Il sera constaté sur l'exercice 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2017.

**Max LEVITA :** Cette affaire consiste simplement à constater les résultats de clôture de l'exercice 2017 que vous avez déjà voté en compte administratif. Vous relevez donc que le résultat de clôture en fonctionnement est de 44 millions. On vous propose de l'affecter sur l'exercice 2018 :

- 26 852 023,43 euros en section de fonctionnement
- 17 521 829,29 euros en section d'investissement.

**M. le Maire :** Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

*Monsieur Christian DUMONT entre en séance.*

## **2. Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme**

Le montant des Autorisations de Programme s'élève à ce jour à 474 141 016 euros.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2018, il est proposé au Conseil municipal d'approuver :

- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I05 relative à l'extension de la crèche Thérèse Sentis pour un montant de 200 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 644 680 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P08 pour les travaux de transformation du site du conservatoire en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P09 pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon pour un montant de 1 800 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P10 pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet pour un montant de 800 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P11 pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros.

Le montant des autres Autorisations de Programme reste inchangé.

Le montant des Autorisations de Programme s'élèvera ainsi au budget supplémentaire 2018 à 486 711 016 euros.

Le détail des Autorisations de Programme est annexé à la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I05 relative à l'extension de la crèche Thérèse Sentis pour un montant de 200 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 644 680 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P08 pour les travaux de transformation du site du conservatoire en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P09 pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon pour un montant de 1 800 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P10 pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet pour un montant de 800 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P11 pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Max LEVITA :** Ce soir, je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme relative à l'extension de la crèche Thérèse-Sentis de 200 000 euros portant ainsi le montant d'autorisation de programme à 1 644 680 euros.

Parallèlement, de créer quatre autorisations de programme :

- travaux de transformation du site du conservatoire rue de Lisbonne en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- la création d'une autorisation de programme pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon (école qui est au Petit-Bard) pour un montant de 1 800 000 euros ;
- la création d'une autorisation de programme pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet, place Albert-Ier, pour un montant de 800 000 euros ;
- la création d'une autorisation de programme pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros.

Dans cette délibération figure l'ensemble des opérations qui sont inscrites dans le plan pluriannuel d'investissement pour les années à venir.

**M. le Maire :** Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Rabii YOUSSEUS entre en séance.*

### 3. Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier

Depuis le vote du Budget Primitif 2018 adopté le 21 décembre 2017, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2017.

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 93 602 079.22 euros.

- Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 59 849 857.79 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Recettes d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
----------	---------------------------	---------	------------------------	---------------

900	SERVICES GENERAUX		90 000.00	90 000.00
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS		9 000.00	9 000.00
904	SANTE ET ACTION SOCIALE		-451 000.00	-451 000.00
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		2 384 547.00	2 384 547.00
921	TAXES NON AFFECTEES		17 521 829,29	17 521 829,29
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	24 995 160.00	-	9 168 140.07
926	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		-1 679 000.00	-1 679 000.00
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		32 806 341.43	32 806 341.43
Total		24 995 160.00	34 854 697.79	59 849 857.79

Chapitre	Dépenses d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
900	SERVICES GENERAUX	4 242 149.18	417 154.00	4 659 303.18
901	SECURITE	413 965.77	47 800.00	461 765.77
902	ENSEIGNEMENT FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE	9 406 913.22	-2 778 397.50	6 628 515.72
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS	2 756 892.80	-142 800.00	2 614 092.80
904	SANTE ET ACTION SOCIALE	789 259.57	-1 319 160.00	-529 900.43
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	10 242 695.47	3 729 156.00	13 961 851.47
906	ACTION ECONOMIQUE	142 081.14	2 553 000.00	2 695 081.14
907	ENVIRONNEMENT	144 842.13		144 842.13
921	TAXES NON AFFECTEES		399 116.00	399 116.00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		14 437 000.00	14 437 000.00
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT REPORTE		14 378 190.01	14 378 190.01
Total		28 138 799.28	31 711 058.51	59 849 857.79

- Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 33 752 221.43 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Recettes de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
930	SERVICES GENERAUX		373 440.00	373 440.00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS		465 571.00	465 571.00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE		-207 000.00	-207 000.00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		135 000.00	135 000.00
940	IMPOSITIONS DIRECTES		3 564 362.00	3 564 362.00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES		131 923.00	131 923.00
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		725 239.00	725 239.00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES		1 711 663.00	1 711 663.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		26 852 023.43	26 852 023.43
Total		0.00	33 752 221.43	33 752 221.43

Chapitre	Dépenses de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
930	SERVICES GENERAUX	78 150.00	636 813.00	714 963.00
931	SECURITE		100 000.00	100 000.00
932	ENSEIGNEMENT FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE	401 934.00	-702 722.00	-300 788.00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS	940 414.00	528 076.00	1 468 490.00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE	293 662.00	42 500.00	336 162.00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		520 000.00	520 000.00
936	ACTION ECONOMIQUE	10 500	57 100.00	67 600.00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES		-32 547.00	-32 547.00
943	OPERATIONS FINANCIERES		-249 000.00	-249 000.00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		-1 679 000.00	-1 679 000.00

953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		32 806 341.43	32 806 341.43
	Total	1 724 660.00	32 027 561.43	33 752 221.43

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le Budget Supplémentaire 2018 par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Max LEVITA :** Merci bien. Rassurez-vous, je vais être plus rapide que d'habitude. Le budget supplémentaire prend en compte les résultats de l'exercice précédent (2017). On ajuste quelques crédits, on affecte le résultat de clôture de l'exercice 2017. Ceci nous permet de baisser le montant de l'emprunt prévisionnel de 6 400 000 €. De la même manière, nous intégrons dans le budget supplémentaire les quatre autorisations de programme dont je viens de vous parler.

Ce budget supplémentaire vient accroître notre épargne nette de 35 % et permet d'atteindre un volume de dépenses d'équipement de 120 millions d'euros.

C'est un budget de 93 millions :

- en fonctionnement, 33 millions ;
- en investissement, 59 millions.

Cela fait un total de 93 600 000 €.

Sur le slide suivant, vous avez les véritables opérations. Les nouvelles propositions en dépenses s'élèvent à 900 000 € ; en investissement, elles s'élèvent à 17 332 000. Ne soyez pas effrayés par ce chiffre : à l'intérieur, il y a 15 millions qui sont simplement des modifications des discussions sur nos emprunts.

Au total, nous étions, au budget primitif, à 462 millions. On ajoute 93 millions. Cela fait donc un total de 556 200 000 €.

Cela nous permet de retracer la chaîne de l'épargne qui vous permet de noter une amélioration en ce qui concerne notre épargne de gestion qui augmente de 8 % ; notre épargne brute, comme nos intérêts ont diminué, qui augmente de 10 % ; quant à l'épargne nette, elle augmente de 35,6 %.

On fait un petit focus sur les recettes de fonctionnement. Nous en avons pour 6 900 000 qui sont dues à des opérations : le fisc nous a donné des notifications qui s'élèvent à 4 500 000 ; vous avez une amélioration sur la dotation globale de fonctionnement ; la dotation de solidarité urbaine ; la dotation nationale de péréquation, etc. Cela vous permet de vérifier : pour les impôts locaux, nous avions prévu dans le budget primitif, 193 millions. Au total, nous sommes à 196 millions. Il y a un écart favorable 3 500 000 soit une différence d'appréciation de 1,8 %. Notre service des finances a été particulièrement efficace dans ses prévisions.

Il y a certains détails qui vous sont fournis : 1,7 million de reprises de dotations financières ; 200 000 pour des remboursements de frais, etc. Au total, 6,9 millions de résultat.

Concernant les résultats reportés, ce tableau exige une certaine concentration. Je demande de le regarder avec une certaine attention. Résultats 2017 : nous avons 44 millions ; en investissement - 14 400 000. Nous le reportons. Cela n'a pas été fait en 2017 et il faut donc le faire en 2018 mais, bien sûr, il faut le financer. Je vous propose donc de le financer de la manière suivante : 14 400 000 doivent être financés en recettes. Il faut ajouter 3 100 000, c'est la différence entre 28 millions de dépenses d'investissement reporté et 25 millions de recettes d'investissement reporté. Cela fait 17 500 000. Par soustraction, il nous reste 26 900 000 à affecter au fonctionnement.

J'espère avoir été clair mais comme disait BERNANKE, le Président de la Fed [Réserve Fédérale des Etats-Unis] : si vous m'avez compris, c'est que je n'ai pas été clair.

En propositions nouvelles de fonctionnement, nous avons :

- 600 000 de dépenses d'entretien et de bois et forêts dont 400 000 au titre des intempéries de février 2018 que nous allons essayer de faire passer pour les sortir du périmètre. Dans le contrat financier qui a été signé avec la Préfecture, cela devrait être accepté ;
- 200 000 pour des frais d'actes ;
- 200 000 pour les événements sportifs. Là aussi, comme il y a un jumping international, on devrait arriver à le faire sortir du périmètre ;
- 100 000 pour des sécurisations d'espace lors de manifestations.

Résultat : nous avons un autofinancement de 31 100 000 que nous pouvons affecter en amortissement. Comme nous pouvons les diminuer de 1 700 000, nous pourrions virer 32 800 000 à la section d'investissement. À quoi vous ajoutez les reports de 2017 qui sont des dépenses qui n'ont pas été faites en 2017 mais qui sont reportées en 2018 dont, par exemple, 700 000 de subvention dans le cadre de la gestion transitoire du MoCo. Elle n'a pas été versée en 2017, elle le sera en 2018.

En investissement, on vous propose 17 600 000 d'opérations nouvelles mais, dans cette somme, il y a :

- 15 millions que je vous propose de consacrer à des réaménagements de dette. Suivant les taux d'intérêt, on transforme certains emprunts. Je vous en demande l'autorisation pour ce montant.
- 2 millions de recettes pour des programmes d'aménagement des ensembles des PAE Saint-Lazare et Marqueroze. En principe, nous les avons mis en place mais dorénavant, c'est transféré à la Métropole. Comme nous avons commencé des travaux, le solde, soit 1 800 000, sera reversé à la Métropole ;
- 600 000 € de vente à tempérament des terrains dans la Zac République. En comptabilité des collectivités locales, on n'aime pas beaucoup les ventes à tempérament ; cela donne lieu à un traitement un peu compliqué qui est expliqué dans le texte que vous avez sous les yeux.

L'excédent de fonctionnement capitalisé : 17 500 000.

Cela nous donne un autofinancement de 31 millions ce qui nous permet de diminuer notre emprunt de 6 400 000. Je vous rappelle que nous avons prévu un emprunt au BP 2018 de 58 millions. Nous reportons 25 millions de 2017 qui n'ont pas été utilisés. Nous diminuons l'emprunt de 31 400 000. Notre emprunt 2018 sera de 52 200 000.



Le budget d'investissement : 14 400 000 €. Propositions nouvelles : 17 300 000 €. Je vous rappelle que dans les 17 millions, il y a les 15 millions. Vous avez projeté le détail : la construction des Halles Laissac, reversement à la Métropole du PUP, PAE, travaux de mise en sécurité du mur pour l'école Marie Curie. Nous reportons 14 millions d'investissement qui sont les ventes à tempérament de la ZAC, le remboursement de taxes d'urbanisme, etc.

Cela nous donne : en dépenses, nous avons inscrit 89 millions d'euros ; les dépenses d'équipement du BS, 2 500 000 ; report d'équipement, 28 millions. Au total, en 2018, nous avons inscrit 120 millions d'investissements dans notre budget.

On ajoute les opérations du plan pluriannuel d'investissement dont je vous ai parlé à la deuxième affaire. Nous reportons le début des opérations qui n'ont pas été réalisées en 2017 et qui sont reportées en 2018. Vous avez le fonds de concours 3M à 5 500 000 ; la construction du groupe scolaire Ovalie, 4,9 millions ; le groupe scolaire Euromédecine, 1,5 million, etc. pour atteindre les 28 millions d'opérations reportées.

Au total, ce budget supplémentaire est dans la trajectoire de gestion vertueuse que nous avons fixée pour ce mandat. Il poursuit les objectifs que vous avez fixés, Monsieur le Maire, à savoir d'avoir en permanence des marges de manœuvre et de ne pas actionner le levier fiscal. Ce budget complète le budget primitif que vous avez voté. Il est dans la ligne directe de ce que nous faisons depuis notre élection. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur LEVITA.

*Applaudissements.*

Qui veut s'exprimer ? Monsieur DELAFOSSE. Monsieur LANNELONGUE.

**Michaël DELAFOSSE :** Merci. Juste une phrase. Merci de la présentation. Lors du compte administratif, on avait constaté ensemble que seulement 58 % des investissements étaient réalisés. Formulons le vœu que ce taux sur 2018 sera plus important puisque l'engagement pour l'investissement permet de soutenir l'économie locale. Je pense que c'est un vœu commun.

**M. le Maire :** Oui, c'est un vœu commun. Vous savez, cela ne m'a pas fait plaisir de reporter les Archives. C'est un investissement important qui le sera d'autant plus maintenant parce que – je ne l'ai pas dit en information mais vous l'avez lu dans la presse – nous avons gagné au tribunal ce qui signifie que les squatteurs ont deux mois pour sortir du site. Au-delà de ces deux mois, nous pourrions actionner la force publique pour récupérer notre bien commun. Inutile de vous expliquer que lorsque nous entrerons dans les locaux, nous ferons une expertise détaillée du lieu comme Georges FRECHE en son temps l'avait fait lorsqu'il avait récupéré les squats du centre-ville qu'il a pu ensuite aménager. Évidemment, lorsque nous avons des dossiers comme celui-là, c'est compliqué de tout réaliser. Je partage votre opinion sur le fait de remplir notre devoir d'investissement au maximum de nos possibilités.

Monsieur LANNELONGUE.

**Gérard LANNELONGUE :** Monsieur le Maire, chers collègues, il y a peu de choses à dire sur ce Budget supplémentaire. On remarque encore une fois que les ratios financiers sont très bons puisqu'il y a une épargne qui augmente et un recours à l'emprunt qui baisse. Max LEVITA l'a dit, il n'y a rien à rajouter, ce sont de très bons ratios qui augurent d'ailleurs de ce que l'on pourra faire dans le futur.

En revanche, c'est vrai que sur les investissements – on l'avait déjà signalé sur le Budget primitif – il y a eu quelques rajouts. Pour moi, aujourd'hui, et pour nous, il y a quand même un manque d'ambition sur les deux types de budget que sont, d'une part, la sécurité et, d'autre part, la propreté de la Ville. Je crois qu'il y aura un effort particulier à faire. Je sais que vous le faites au travers de la brigade que vous avez mise en place pour gérer le problème des incivilités mais force est de constater qu'aujourd'hui, il y a indiscutablement un effort à faire sur ces deux domaines. Voilà ce que nous avons à dire là-dessus.

**M. le Maire :** Merci Monsieur LANNELONGUE mais là, tout d'abord, c'est du fonctionnement et pour une part, c'est la compétence métropolitaine. Maintenant, j'entends ce que vous dites et nous allons tout faire pour augmenter la qualité des services.

Concernant la sécurité, nous avons recruté 50 policiers supplémentaires comme promis depuis le début ; nous avons augmenté les zones de vidéosurveillance ; nous avons un plan d'aménagement de nouvelles caméras tous les ans ; nous avons mis un PC mobile en place et j'ai obtenu de l'État 25 policiers nationaux supplémentaires qui arriveront en septembre. Je remercie le Ministre de l'Intérieur, Gérard COLLOMB, qui dans le cadre de la PSQ (Police de sécurité du quotidien), nous a octroyé cet effectif en sachant que l'ancien gouvernement nous avait proposé 25 policiers municipaux et que le lendemain, il en avait retiré 23. Souvenez-vous, cela avait d'ailleurs créé un certain nombre de quolibets sur l'attitude du Ministre qui était alors Monsieur CAZENEUVE. Nous avons la sixième police municipale de France ; ce qui n'empêche pas de travailler en meilleure cohérence avec l'ensemble des services de sécurité dans la ville. Cela fera partie de la Police de sécurité du quotidien que nous mettrons en place dès le mois de septembre.

Sur la propreté, je suis désolé mais j'ai fait la Ville le matin à 7 h 30 et elle est propre. Après, qu'il y ait des goulamas qui la salissent, ce n'est pas acceptable et surtout qu'ils considèrent que l'espace public est leur dépotoir. Ça, ce doit être totalement éradiqué. Nous avons mis en place les procès-verbaux pour les infractions. L'espace public est commun ; il appartient à tous les Montpelliérains. Il doit être respecté, aussi bien pour les violences que pour la saleté qui est une forme de violence. Là-dessus, nous allons augmenter le tir.

Enfin, le Budget supplémentaire que nous vous proposons s'intègre dans le contrat financier que nous avons passé avec l'État. Je rappelle que l'État a souhaité mettre en place ce type de contrat avec les collectivités pour faire diminuer globalement la dette de la Nation. Il a proposé un plafond de 1,2. Nous avons beaucoup discuté avec l'État. Nous avions un terreau favorable, celui de ne pas avoir augmenté les taux d'imposition pendant cinq exercices et d'autre part d'avoir une démographie exponentielle. C'est ainsi que nous avons pu obtenir 1,5 ; ce qui, pour la Ville, est une bonne chose.

Nous avons signé le contrat financier avec l'État. Dans le Sud de la France, nous avons été les premiers ; Bordeaux l'avait fait mais pas sur les mêmes bases. Je ne fais pas la course pour adopter les mesures du gouvernement mais, dans mon programme, il y avait marqué 0 % d'augmentation des taux et il y avait stop à la fiscalité. Nous avons stoppé l'hémorragie fiscale de Montpellier qui consistait à toujours emprunter, toujours augmenter les taxes dans des trips impossibles. C'est la raison pour laquelle nous avons réinjecté un peu de rationnel sur deux bases simples : Montpellier n'est pas une ville riche ; ce n'est pas non plus une ville pauvre, c'est une ville modeste. Ce n'est pas une ville riche. Nous n'avons pas de grosses industries. Nous n'avons pas Airbus. Nous n'avons pas de métallurgie, de sidérurgie qui crée des emplois pérennes. Il y a donc deux façons de procéder : rendre du pouvoir d'achat aux Montpelliérains en jugulant l'augmentation des taux

d'imposition et deuxièmement, en créant de l'emploi. Comment fait-on pour créer de l'emploi à Montpellier ? On favorise les niches qui portent cette création d'emplois ; la French Tech en a été une.

Je rappelle une énième fois – parce que je lis et j'entends tellement de bêtises que je suis obligé de revenir aux principes de base – : l'ancien gouvernement avait un ministre de l'Economie qui s'appelait Emmanuel MACRON. J'entends, là aussi, des bêtises immenses : le Président de la République aujourd'hui, était ministre du gouvernement Hollande. On peut me l'expliquer comme on veut. L'histoire, ça ne se refait pas. C'est lui qui a déclenché tout l'épisode de la French Tech initié par Monsieur MOURE à l'Agglomération et poursuivi et obtenu par nous (Max LEVITA puis Chantal MARION). Comment a-t-on fait pour obtenir le label French Tech qui a boosté les entreprises, les start-up, le numérique, la santé, les ICC (industries culturelles et créatives) ? Nous avons transformé l'Agglomération en Métropole car si nous n'avions pas été une Métropole jamais l'État, le gouvernement, nous aurait attribué le label French Tech. En effet, les neuf premières collectivités qui ont été dotées de ce label sont neuf Métropoles. C'est simple. Nous essayons d'utiliser le maximum de niches comme celles-là : la culture, la santé, la médecine du futur, le numérique, tout ce qui concerne les industries créatives, le cinéma, l'image ; tout cela est créateur d'emplois. C'est pour cela qu'il faut développer ce côté-là de la personnalité de Montpellier. On peut y rajouter toute la recherche, toute innovation, dans les domaines médicaux mais pas seulement : l'écologie, l'environnement et tout ce qui concerne les sciences du vivant. Notre rôle, c'est de booster tout ce tissu afin qu'il crée de l'emploi.

J'aimerais aussi, à terme, créer de l'industrie à Montpellier ou dans la Métropole ou pas loin de la Métropole de Montpellier. L'industrie, aujourd'hui, est propre. J'en ai fait l'expérience lors de la campagne des élections régionales. J'ai visité des tas d'usines en Midi-Pyrénées notamment les sous-traitants d'Airbus qui arrivent à faire des prouesses et qui ne détériorent pas l'environnement et l'écologie ainsi que l'écosystème. Je pense que l'on peut tout à fait implanter de l'industrie dans la métropole de Montpellier. Le frein que nous avons, c'est le foncier. À passer des contrats avec les Agglomérations voisines – et c'est le but de l'opération –, on peut peut-être installer, ici ou là, de nouvelles entreprises, de nouvelles industries et de nouveaux parcs d'activités. C'est en tout cas le vœu que je formule car Montpellier n'a pas vocation à tout prendre pour elle. D'ailleurs, quand bien même elle le souhaiterait, elle n'en est pas capable parce que notre territoire est contraint en termes d'espace et de foncier.

Notre contrat, nous le respectons. D'autres ont fait d'autres choix mais ils paieront des amendes parce que le contrat financier avec l'État engage les collectivités dans les voies de la sagesse en termes de budget et dans la participation à l'effort national pour les finances nationales. Il y a donc un système de retenue qui est prévu si les contrats ne sont pas signés. Les Présidents et Présidentes de ces institutions assumeront les conséquences. Nous, vis-à-vis de ce problème, nous sommes ultra-limpides. Nous sommes d'autant plus limpides que nous sommes l'une des seules grandes collectivités à avoir signé avec l'État le contrat de certification des comptes où la Cour des comptes a toute latitude pour contrôler notre fonctionnement, l'utilisation de l'argent public. Nous sommes l'une des rares collectivités à avoir signé ce qu'on appelle le « full démat », la dématérialisation de nos services pour qu'ils puissent être davantage transparents vis-à-vis de l'autorité organisatrice nationale. Cela faisait partie du programme ; de notre programme : la transparence financière et démocratique. C'était le premier point, nous l'avons mis en place. Qui dit mieux ? Qui fait mieux ?

Est-ce qu'il y a des questions à poser à Max LEVITA ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstentions : 11 voix (Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET).

#### **4. Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature**

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers politique de la Ville identifiés sur Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ainsi, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 par l'ensemble des partenaires concernés, pour mettre en œuvre un programme d'études devant aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier sur chacun des deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU)
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

Le protocole de préfiguration est à ce jour engagé à 75 %, pour aboutir en 2019 à la formalisation et validation des conventions de renouvellement urbain sur chacun des deux quartiers concernés.

S'agissant de l'avancement du programme pour le quartier de la Mosson, 14 études et missions sur les 18 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. La procédure de dialogue compétitif avec trois équipes pluridisciplinaires préalablement retenues s'est déroulée de novembre 2017 à mars 2018. L'équipe lauréate sera retenue avant l'été 2018, pour définir avec les partenaires le futur projet urbain. Le prestataire de l'étude de sécurité et sûreté publique sera prochainement désigné. Les consultations des trois dernières études (politique intercommunale de peuplement, étude hydraulique et étude de sols) viennent d'être lancées ou le seront avant la fin de l'année 2018.

S'agissant du programme d'intérêt régional à développer sur la copropriété des Cévennes, 6 études et missions sur les 9 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. Les prestataires de l'étude de sécurité et sûreté publique et de l'étude commerciale seront prochainement désignés. Une mission d'étude préalable puis de maîtrise d'œuvre de conception-réalisation portant recomposition urbaine sera lancée d'ici l'été 2018.

Le protocole de préfiguration, d'une durée de 24 mois, arrivera à son terme en décembre 2018. Les dernières études seront livrées en fin d'année 2018, en même temps que la clôture du protocole. Aussi, afin d'être en capacité de solliciter les soldes des subventions de ces études auprès de l'ANRU et de percevoir les paiements, il est proposé de proroger le protocole de préfiguration au 31 décembre de la quatrième année durant laquelle s'effectuera le solde de la dernière opération. L'avenant joint à la présente délibération, vient ainsi modifier l'article 11 relatif à la durée du protocole initial.

L'avenant intègre par ailleurs, la demande de préfinancement faite à l'ANRU, à hauteur de 6 514 785 € soit 20 % du coût total de l'opération, pour la réhabilitation de la résidence sociale Lou Cap Dou Mail, sous la maîtrise d'ouvrage d'ACM Habitat et dont le démarrage anticipé avait été acté dans le protocole de préfiguration.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant au protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**M. le Maire :** Il s'agit du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes. C'est un avenant au protocole qui donne un an supplémentaire en sachant que nous discuterons du protocole du dossier ANRU avec Chantal MARION, adjointe à l'urbanisme, avec ACM habitat, avec la Préfecture de l'Hérault, les services de l'État, à l'automne où nous serons dans les arbitrages des grandes orientations d'aménagement du quartier Mosson. Qui demande la parole ? Monsieur DOMERGUE et Madame CANAUD.

**Jacques DOMERGUE :** Je vais laisser la parole à Madame CANAUD. Je voulais simplement poser une question. Ce quartier, si mes informations sont encore exactes, devrait voir disparaître le stade de football qui est un point d'attractivité et d'activité sur le quartier de la Mosson. Ma question est la suivante : le projet d'aménagement que vous menez est-il un projet ANRU comme il était prévu initialement ou va-t-il prendre en compte le fait que ce quartier sera encore plus déshérité ?

**M. le Maire :** Je vais répondre à la question mais pas à celle que vous m'avez posée que je n'ai pas comprise dans le fond. Madame CANAUD. Je répondrai aux deux en même temps.

**Nancy CANAUD :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, on continue à répondre aux interrogations de Monsieur DOMERGUE. Je voulais savoir si, dans ce projet, on va continuer à mettre en permanence de l'argent dans ces quartiers sensibles qui méritent qu'on les soutienne, qui sont des zones ghettoïsées, sinistrées. Je voudrais savoir si vous avez un projet ambitieux pour essayer de ramener la vraie mixité c'est-à-dire dans le logement particulier ; pourquoi pas prévoir un tiers de logements sociaux, un tiers de logements intermédiaires et un tiers de logements privatifs et en même temps, privilégier l'environnement, la sécurité, l'école. Il y a toute une démarche pour ces quartiers. Je vois que l'on continue, depuis de nombreuses années, à rajouter et rajouter avec un résultat qui, tout de même, ne donne pas toujours... Je sais que c'est compliqué, que c'est difficile, qu'on a laissé s'installer ces quartiers mais je ne vois pas comment, si c'est pour mettre un coup de rénovation sans changer profondément l'environnement et les structures de cette zone, on pourra arriver à une amélioration.

**M. le Maire :** Sur la question de Madame CANAUD : vous voulez que je rase la Paillade ?

**Nancy CANAUD :** Non, pas du tout, Monsieur le Maire, c'est peut-être une vision, commencer petit à petit à se dire que l'on va y arriver.

**M. le Maire :** C'est le but de l'ANRU. Un dossier ANRU sert à ça. Ça sert à faire du renouvellement urbain sur les quartiers politique de la Ville. C'est la politique de la Ville. Le dossier

ANRU que nous allons proposer sert à cela. Oui, il faut injecter de l'argent dans les quartiers politique de la Ville. C'est une question qu'on ne doit même pas se poser. Il y a eu des urbanismes, des politiques de logement ; nous héritons de cela. Il n'est pas pensable d'expliquer que nous allons supprimer d'un coup de baguette magique ces quartiers. Ce serait d'ailleurs une faute majeure. En revanche, il faut améliorer les choses et on le fait par la qualité de vie, par l'espace public, par les équipements publics.

Je réponds à Monsieur DOMERGUE : qui utilise aujourd'hui le stade de la Mosson ? Quelques supporters qui sont issus du quartier et les joueurs de l'équipe pro. Vous avez déjà joué au stade de la Mosson ? Qui ici y a déjà joué ? Moi, j'ai joué. J'ai tiré un penalty à MARTINI et j'ai mis une tête sur un petit centre de Michel MEZY pour m'amuser mais, qui a joué sur le stade de la Mosson ?

*[Propos hors micro de Jacques DOMERGUE]*

**M. le Maire :** Justement, Monsieur DOMERGUE, il faut le transformer en point d'activité. Il faut le transformer en activité.

*[Propos hors micro de Jacques DOMERGUE]*

**M. le Maire :** La solution, je l'ai déjà expliquée ici et à la Métropole et je vais vous la réexpliquer : lorsque le stade de la Mosson prendra ses quartiers dans le quartier Cambacérès, nous avons deux solutions en sachant que le trait de périmètre du dossier ANRU, je les fais passer derrière. C'est moi qui l'ai fait avec les services de l'État. Nous l'avons dessiné derrière le stade de la Mosson et le complexe nautique Neptune. Il y a deux solutions : la première, nous démolissons le stade ; celui-ci est bâti en zone rouge du PPRI c'est-à-dire en zone inondable. Si vous détruisez le stade, vous ne pouvez plus après, reconstruire sur le périmètre ; c'est fini. Vous mettez du gazon et des arbres. Si vous récupérez la structure du stade et que vous avez un accord intelligent avec les services de l'État, vous gérez la partie épandage naturelle de l'eau et, dans les parties supérieures, vous installez des plateaux pour recevoir les entreprises. Quel est le premier besoin de la Mosson ? C'est l'emploi. Vous avez une zone franche qui est saturée. Il est possible, aujourd'hui, de faire là une zone dans laquelle les entreprises pourront s'installer. Les plateaux dans le stade sont tout à fait réalisables techniquement. Cela a déjà été fait ailleurs, en Angleterre, dans d'autres stades.

Monsieur LARUE, vous n'avez pas demandé la parole mais je vous la donne.

**Alex LARUE :** Sur la Paillade, je rejoins votre commentaire sur la nécessité d'y implanter des emplois. Après, il y a toujours des effets pervers sur les zones franches. Je connais beaucoup de confrères ou d'autres professionnels, notamment libéraux, qui se sont implantés à la Paillade pour bénéficier de zones franches, qui ne recrutent pas forcément des gens des quartiers, qui bénéficient d'avantages fiscaux assez importants voire considérables et il y a un vrai effet pervers là-dessus. Je ne sais pas dans quelle mesure, le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville de Montpellier peut avoir un levier là-dessus mais je crois qu'il faut être assez précautionneux là-dessus et il faut pousser les projets qui ont une démarche positive et surtout pas permissive d'un point de vue fiscal car finalement on y perd tous. Là-dessus, je pense qu'il faudra travailler collectivement pour trouver des solutions pour inciter les implantations qui ont un vrai impact positif sur les quartiers.

**M. le Maire :** Je suis d'accord avec vous : les zones franches permettent l'évasion fiscale quand elles sont utilisées de façon perverse. En revanche, il y a des entreprises qui ont joué le jeu. Il y a des entreprises qui ont embauché des jeunes de la Mosson et qui ont déployé leur effectif. C'est un peu laissé à la discrétion du chef d'entreprise qui utilise la loi pour la pervertir ou dans l'esprit de

l'intérêt général.

C'est pour cela que la zone franche – j'en ai discuté avec le Président de la République – n'est pas une bonne solution pour ce réinvestissement économique des quartiers mais il faut le faire à partir de dispositifs qui sont en cours de mise en place au gouvernement et sur lesquels je reviendrai un peu plus tard.

Monsieur DELAFOSSE.

**Michaël DELAFOSSE :** Il faut effectivement des moyens pour ces quartiers qui sont en difficulté. C'est un enjeu d'égalité républicaine. Il y avait de très bonnes idées dans le rapport Borloo mais il y a une chose sur laquelle nous étions intervenus lors du précédent Conseil municipal : c'est l'égalité au service public. C'est regrettable que la piscine Neptune, à l'image de la piscine olympique d'Antigone, ne soit pas ouverte l'après-midi à tout le public du quartier.

**M. le Maire :** Je n'ai pas eu vent des modifications des horaires par rapport à l'an passé.

**Michaël DELAFOSSE :** Notre remarque était justement liée à ce qui s'est produit l'an passé. On ne va pas nier les difficultés et on ne va pas polémiquer ou instrumentaliser les difficultés mais il apparaît un enjeu d'égalité pour les habitants de ce quartier. La situation de l'an passé n'était pas satisfaisante. Si la piscine olympique d'Antigone est ouverte l'après-midi – ce qui est très bien –, il faut aussi que le centre Neptune puisse être accessible aux habitants. C'est cela que nous avons pointé. Si vous nous dites que pour les vacances scolaires, le centre sera accessible à tous l'après-midi, ce sera très bien. Actuellement, la situation pose question pour les habitants. Il y a une demande. Nous n'espérons qu'une chose : que ces horaires évoluent dans l'esprit que nous défendons c'est-à-dire l'égalité entre la piscine olympique et Neptune à une demi-heure près peut-être.

**M. le Maire :** On ne peut pas comparer le complexe Neptune et la piscine olympique d'Antigone. C'est la raison pour laquelle nous injectons 13 millions de travaux qui n'avaient jamais été faits depuis 50 ans à la Paillade sur le complexe Neptune. Ces millions injectés n'ont pas seulement pour but de favoriser l'entraînement des nageurs de haute compétition de Philippe LUCAS mais bel et bien de créer un deuxième bassin pour les enfants de la Paillade parce que quand vous parlez d'égalité, personne ne s'est ému que les enfants de la Paillade aillent nager à Courmonterral parce qu'il n'y avait pas, avant Philippe LUCAS, de créneaux qui étaient à leur disposition. Ça, personne ne l'a jamais dit ici. Moi, je vous le dis. Les enfants de la Paillade n'avaient pas assez de créneaux pour nager dans la piscine Neptune. Des conventions avaient été passées avec les universités lorsque le centre de la Motte Rouge a fermé pour cause d'obsolescence. Dans le mandat précédent, des accords ont été passés avec l'université et tous les créneaux qui ont été donnés aux étudiants qui n'allaient plus à la piscine de la Motte Rouge, qui était sous la responsabilité de l'université, ne pouvaient être utilisables par les enfants du quartier et des écoles. Là, oui, l'égalité républicaine, vous auriez pu en parler.

L'investissement est programmé et les travaux commencent. Les travaux de réhabilitation du centre Neptune, c'est moi qui les lance. Les travaux de mise en sécurité pour les inondations du stade, c'est moi qui les lance. Monsieur MOURE avait, d'ailleurs, à l'époque pensé qu'il fallait faire quelque chose pour le stade puisqu'il avait programmé 50 millions d'euros. Aujourd'hui, le système que nous avons trouvé pour le stade est très équilibré ; la Métropole ne perd pas la main tout en donnant sa juste place au privé. C'est un montage nouveau.

Ensuite, je voudrais quand même revenir sur la Mosson. Je ne vais pas énumérer tout ce que nous avons fait depuis le début du mandat mais si on parle d'égalité républicaine, nous allons parler de la salle Louis Feuillade. Je me suis battu comme un forcené pour faire annuler la délibération qu'avait prise Madame MANDROUX et que je n'avais pas votée dans la majorité précédente. Cette salle était destinée à être cédée à une association : Fethi TABET, Musique sans frontières ; Fethi TABET que j'aime bien et l'association, je la respecte. Ce n'est pas le problème. C'est un problème d'égalité républicaine. C'est un problème de persistance de la République sur le Grand Mail. Là, vous n'étiez pas de cet avis, Monsieur DELAFOSSE ; vous avez voté pour. Moi, j'ai annulé la délibération avec le Préfet et j'en fais une Maison pour tous, pour tous les Pailladins, les Montpelliérains, les habitants de la Ville.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Oui, vous la voterez mais dans le mandat précédent, vous avez voté le contraire.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** N'essayez pas de faire de la politique politicienne. Monsieur DELAFOSSE, ne mentez pas.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Je ne mens pas. Je vous donne les délibérations. Ne mentez pas. Vous êtes capable de beaucoup mieux.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Si vous mettiez toute votre énergie au service du bien, vous seriez formidable.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Oui, mais moi je le fais, Monsieur DELAFOSSE. Sur la salle Louis Feuillade, nous allons faire un projet formidable. D'ailleurs, je suis convaincu que vous partagez ce point de vue et je suis sûr que vous le voterez parce que vous aimez le cinéma, vous aimez les activités culturelles. C'est donc un lieu qui va être destiné à la culture, aux cultures urbaines mais qui sera dans le giron de la Ville. Évidemment, cela nous demande à nous beaucoup de travail parce qu'il faut des employés, de la sécurité, de la vidéosurveillance. C'est beaucoup plus facile de dire à un Président d'association, fut-il excellent : Tiens, débrouille-toi avec. Ce n'est pas comme cela que l'on fait avec la Paillade. Ce n'est pas comme cela qu'on fait avec Montpellier. Il faut mettre les mains dedans et se mouiller.

*[Propos hors micro de Bernard TRAVIER]*

**M. le Maire :** Je ne prends pas part au vote ; Monsieur ASSIE, Monsieur COTTE, Monsieur EL KANDOUSSI, Madame LEVY-RAMEAU, Madame MIRALLES non plus. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Quand je pars dans des envolées, j'oublie. Merci Monsieur TRAVIER. Ce sont dans envolées parce que, vous savez, le jour où j'ai été élu adjoint à l'urbanisme, il y a une élue, qui n'est plus ici, qui a dit : un dentiste à l'urbanisme ! Un jour, il y a un grand ponton qui a critiqué un acteur de la vie



politique et qui lui a dit : un guichetier de la SNCF. Il ne faut jamais dire cela aux gens, voyez-vous. Il ne faut jamais dire à quelqu'un, « tu n'y arriveras pas », parce que là, il trouve en lui-même des forces que lui-même ne connaissait pas. Il ne faut jamais dire cela. Il faut respecter le travail. Je suis fier d'avoir ce métier-là car grâce à lui, j'ai touché un peu à tout. D'abord, je connais un peu les matériaux, les températures de fusion des métaux, le ciment. J'ai travaillé sur le plâtre, le bois, la résine, la céramique, la cire. Cela m'a aidé pour l'urbanisme. Je vais vous donner, Monsieur DOMERGUE, un exemple incroyable : lorsque nous avons restauré la statue de Louis XIV sur la place royale du Peyrou, elle avait été corrodée par le temps, les eaux de pluie, la pollution. Les monuments historiques se traitent comme des corps d'hommes et de femmes : on fait des prélèvements, des analyses et on émet des thérapeutiques. Là, nous avons fait des prélèvements sur la statue, nous les avons envoyés à Lyon pour analyse et on nous a préconisé de mélanger de la poudre de bronze avec du polyméthacrylate de méthyle. Qui connaît ici le polyméthacrylate de méthyle à part moi ? Et oui, c'est la résine. Ça s'appelle la résine et cela nous permet de faire une patine sur la statue qui la rend pérenne.

Je ne veux pas donner de leçons. Je ne suis pas professeur d'université. Je n'ai pas fait l'ENA, je n'ai pas fait les grandes écoles. Rien du tout. Je ne veux pas de place. Je ne veux pas de rue. Je ne veux rien. Ça me suffit de voir vos visages éclairés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE de par la procuration donnée à Bernard TRAVIER, Robert COTTE de par la procuration donnée à Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOSSI, Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOSSI, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Sophia AYACHE, Philippe SAUREL.)

### **5. Languedoc Mutualité**

**Permis de construire PC 34172 17 V0333**

**Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil**

**Permis de construire PC 34172 17 V0332**

**Construction de L'EHPAD Les Violettes**

**Désignation d'un membre du conseil municipal  
pour délivrer ces deux permis de construire  
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)**

Languedoc Mutualité a déposé deux permis de construire sur le site de l'ancienne gendarmerie situé rue de la Taillade, référencés :

- sous le numéro PC 34172 17V0332 pour la création de l'EHPAD Les Violettes ;
- sous le numéro PC 34172 17 V0333 pour l'extension de la clinique Beau Soleil par la construction d'un bâtiment de consultations et de laboratoires.

De par son activité professionnelle privée, Monsieur le Maire peut être intéressé à ces projets au

sens de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme qui fixe les dispositions suivantes : « si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de désigner, conformément aux dispositions de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme, un autre membre du conseil municipal, pour signer les permis de construire déposés sous la raison sociale Languedoc Mutualité et enregistrés sous les numéros PC 34172 17 V0332 et PC 34172 17 V0333.

**M. le Maire :** Je ne prends pas part au vote, Madame LEVY-RAMEAU et Monsieur LEVITA non plus. C'est Monsieur LEVITA qui est désigné pour signer le permis de construire. Il faut donc organiser le vote. C'est Monsieur LEVITA qui fait voter à main levée. Monsieur LEVITA, faites voter.

**Max LEVITA :** Est-ce que vous avez compris ? <sup>propos</sup> Je vous demande de me désigner pour signer les permis de construire concernant l'EHPAD Les Violettes. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ?

**Jacques DOMERGUE :** On ne parle pas ?

**Max LEVITA :** Si tu veux parler, il n'y a pas de problème.

**M. le Maire :** Monsieur DOMERGUE, sur la Mutualité, allez-y.

**Jacques DOMERGUE :** Je ne suis pas salarié de la Mutualité, donc je peux parler. Je trouve que ce permis de construire est bienvenu parce que depuis le départ des cliniques du centre-ville (Saint-Roch et bientôt la clinique Saint-Jean), la Mutualité reste l'un des rares sites semi-publics sur le centre-ville avec les hôpitaux publics du CHU. Il me paraît donc important que cet établissement puisse se développer. C'est la raison pour laquelle la reconversion des terrains – qui étaient avant ceux de la gendarmerie, je crois – et l'extension de la Mutualité au-delà de la rue qui a été créée me paraissent des moyens de permettre à cet établissement de jouer ce rôle pour équilibrer la répartition des établissements de santé sur la Ville puisque les nouveaux établissements s'installent surtout sur le nouveau Montpellier c'est-à-dire la zone Sud-Est plutôt que les zones Nord qui restent, je le répète ici, des zones sinistrées. Quand j'étais directeur de lycée, nous en étions victimes. Le CHU en est également victime puisque l'accessibilité de ces établissements est de plus en plus difficile en raison des difficultés de circulation et d'accès que nous rencontrons à Montpellier.

Je me permets également une digression pour vous dire que conformément au combat que j'avais mené à l'époque sur le doublement de l'A9 en disant que celui-ci ne réglerait rien aux problèmes de circulation à Montpellier ; malheureusement, ceux qui rentrent sur Montpellier le matin ou qui en sortent le soir, ont pu constater que rien n'était changé. Le seul avantage – pour 800 millions d'euros, ça fait beaucoup – c'est que les camions qui transitent ne le font pas sur cette portion de boulevard urbain.

Il faut donc continuer à développer le système de circulation sur la Ville. La panne du lien est un

gros problème pour la ville parce qu'il faudra maintenant s'occuper des quartiers Nord pour les desservir correctement sinon, ils ne pourront pas se développer.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur DOMERGUE. Je vais demander maintenant à Chantal MARION de vous répondre sur le permis de la Mutualité. Je ne prends pas la parole sur ce sujet même si ça me brûle. C'est comme cela. Je ne le ferai pas.

En revanche, j'aimerais vous parler d'un petit détail que vous avez indiqué dans votre propos et qui n'a rien à voir avec la Mutualité. Savez-vous combien il passe de camions par jour sur l'A9 ? Dites un chiffre. 14 000.

*[Propos hors micro]*

La solution, c'est le ferroutage. Merci au contournement Nîmes – Montpellier de nous apporter une ligne mixte fret/voyageur qui sort 70 % du trafic en termes de fret sur la voie extérieure du centre de Montpellier. Madame MARION.

**Chantal MARION :** Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Merci, Monsieur DOMERGUE, de l'intérêt que vous portez à cette clinique. Vous l'avez dit, c'est très important. C'est la seule clinique qui est restée en centre-ville. Il y a deux choses qui sont également importantes : au niveau de l'urbanisme, cette clinique Beau Soleil a un avantage énorme c'est que suivant la politique de Philippe SAUREL, on construit la ville sur la ville donc on peut voir très nettement, quand on regarde la clinique Beau Soleil, le travail qu'a fait le premier architecte LEENHARDT, ensuite l'architecte MICHEL et maintenant le troisième architecte qui construit au-dessus. C'est vraiment construire la ville sur la ville pour maintenir cette clinique au centre-ville.

Celle-ci est importante avec la création d'un EHPAD également. Il va y avoir ce qu'on appelle des commerces de santé dans cette clinique Beau Soleil et évidemment des centres de soins agrandis avec une passerelle qui passera au-dessus pour rejoindre l'extension de la clinique. Celle-ci est en dehors de la ZAC Beau Soleil. Cette dernière est le renouvellement de tout ce quartier où était la gendarmerie que nous avons eue pour un euro symbolique contrairement à la ZAC EAI sur laquelle nous allons renouveler tout le quartier en créant de la mixité, des commerces, des logements. La mixité est importante car cela fera renaître le quartier avec cette clinique Beau Soleil que beaucoup de Montpelliérains portent dans leur cœur et qui restera là.

**M. le Maire :** Merci Madame MARION. Je ne prends pas la parole sur l'extension mais sur la transaction. L'occasion est trop belle. Le tènement sur la gendarmerie de l'avenue de Lodève : un euro symbolique ; l'EAI : 19 millions d'euros. Évidemment, nous nous sommes engagés à faire ce qu'il fallait en termes de logements mais le delta est gigantesque. Je ne vais donc pas revenir là-dessus mais sachez tout de même que l'ensemble qui nous permet de faire une série d'opérations sur la zone, et en particulier de logements, de commerces, d'activités, c'est une transaction faite avec l'État, sous l'ancien gouvernement, et je remercie Manuel VALLS puisque c'est avec lui que je l'ai fait, pour un euro symbolique. C'est une belle transaction. Merci Madame MARION.

Monsieur DELAFOSSE, vous voulez parler.

**Michaël DELAFOSSE :** La transaction de la gendarmerie avenue de Lodève, cela veut dire que le 1,7 million de dépollution sera à la charge de l'État ?

**M. le Maire :** Il y a une partie des frais qui est répartie dans le contrat que nous avons passé. Cela

dépend de ce que nous faisons. Pourquoi est-on arrivé à avoir des prix comme ceux-là ? Parce que nous nous sommes engagés à faire du logement social.

**Michaël DELAFOSSE :** Le 1,7 million de dépollution, qui le paye ? L'État. Vous confirmez que ce sera l'État ?

**M. le Maire :** Monsieur FINA.

**Michaël DELAFOSSE :** Qu'on le note au PV.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** 19 millions d'euros ; vous nous avez coûté cher.

**Michaël DELAFOSSE :** Délibération que vous avez votée, comme l'a rappelé Midi-Libre de manière très juste.

**M. le Maire :** Dites-moi, Monsieur DELAFOSSE, vous nous avez coûté 19 millions d'euros. Il faut que les Montpelliérains le sachent. 19 millions d'euros sur l'EAI.

**Michaël DELAFOSSE :** 1,7 million. Qui va payer ? Dites-nous.

**M. le Maire :** Attendez.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** La ZAC du coteau : 13 millions.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** 13 + 19, combien ça fait ? 32 millions. C'est cher.

**Michaël DELAFOSSE :** Bien sûr. 1,7 million d'euros. Vous dites que c'est à la charge l'État. Dont acte.

*[Échanges hors micro]*

**Max LEVITA :** Je demande donc de voter cette affaire n°5. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Je vous remercie de votre confiance.

Il est proposé de procéder à cette désignation à main levée. La candidature de M. LEVITA est proposée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

M. LEVITA est élu à l'unanimité des voix exprimées.

**M. le Maire :** Merci Monsieur LEVITA. C'est un vote unanime.

## **6. Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

La Ville de Montpellier a décidé :

- par délibération n°49 en date du 25 février 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, concertation dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016 ;
- par délibération n°314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants.

Un certain nombre de ces équipements étant de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...), Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier ont décidé que ce soit la commune, dans le cadre de l'opération Pompignane, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à l'aménagement de cette opération.

De ce fait, la commune de Montpellier s'est vue transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Cette convention, signée le 23 août 2016, a approuvé, préalablement par délibération du Conseil de Métropole n°13983 en date du 21 juillet 2016, et par délibération du Conseil Municipal n°2016/276 en date du 20 juillet 2016, le transfert de maîtrise d'ouvrage. Ce transfert se limite, à l'intérieur de l'opération d'aménagement concédée, aux équipements suivants :

- Equipements situés dans les secteurs couverts par une procédure de Zone d'Aménagement Concertée restant à créer ;
- Equipements à réaliser au titre de conventions de Projets urbains partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Depuis la signature du traité de concession de l'opération de la Pompignane, le cabinet CASTRO DENISSOF ASSOCIES, lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur, a mis à jour et en cohérence son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Pinville Nord » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser.

Ces derniers vont, d'une part, permettre d'accueillir dans les meilleures conditions possibles la population additionnelle prévue dans le cadre des différents projets en cours de développement et, d'autre part, rationaliser la trame viaire et les accès circulables en lien avec le « plan Campus technologique » en limite du périmètre.

Une fraction de la trame viaire se situe en dehors du périmètre initial d'intervention : il est donc envisagé de modifier les limites de la concession afin d'intégrer l'ensemble des équipements de desserte. Par ailleurs, certaines assiettes foncières en dehors du périmètre de la concession vont bénéficier des équipements publics concernés et les opérateurs concernés devront donc être signataires des conventions de PUP prévus.

En conséquence, il convient à présent de modifier par avenant la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier du 23 août 2016, afin, suivant les modalités précisées dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente :

- D'étendre le transfert de compétence au nouveau périmètre opérationnel (cf. annexe 1 modifiée jointe au projet d'avenant) ;
- De préciser le mode de financement, le montant prévisionnel des travaux, hors ingénierie et frais sur travaux, y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations qui passe de 20 165 000 € HT (valeur octobre 2016) à 23 650 000 € HT (valeur mai 2018) ;
- D'étendre le principe de reversement par la Métropole des recettes de PUP à la Ville et son aménageur à l'ensemble des terrains concernés par les équipements publics de la concession d'aménagement (cf. périmètre annexe 2 jointe au projet d'avenant).

L'avenant modifiant la convention est conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre sur un périmètre élargi du transfert de compétence de la Métropole à la commune pour le programme d'équipements publics de l'opération d'aménagement d'ensemble dans les conditions décrites dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du 23 août 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, tel qu'annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 précité ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

**7. FONCIER**  
**Quartier MOSSON**  
**Régularisation foncière**  
**Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)**

Par convention en date du 14 novembre 1963, la SERM a reçu de la Ville de Montpellier la charge d'aménager la Zone à Urbaniser en Priorité de la Paillade, devenue le quartier Mosson. Le cahier des charges prévoit que « les terrains acquis destinés à recevoir les ouvrages, réseaux, installations et bâtiments nécessaires à l'équipement général et l'usage collectif feront l'objet de cession au profit des collectivités locales ou des établissements publics intéressés une fois ces équipements réalisés ».

La parcelle cadastrée LR 276 située 410 avenue de Barcelone, d'une superficie de 1 529 m<sup>2</sup>, a été aménagée par la SERM en 1989.

Cette parcelle comporte la salle Louis Feuillade, bâtiment d'une contenance d'environ 795m<sup>2</sup>.

A l'occasion de l'ambitieux programme d'aménagement dont ce bien fait l'objet, installation de la maison pour tous, réagencement des salles de cinéma et de spectacles, des salles associatives ou espaces communs, il s'est avéré que la régularisation foncière entre la SERM et la Ville, afin que cet équipement intègre le patrimoine communal, n'est jamais intervenue.

Il est donc proposé, en exécution des accords contractuels de la concession du 14 novembre 1963, de procéder à cette régularisation et que la Ville acquière la pleine propriété de la salle Louis Feuillade.

France Domaine a émis le 4 juin 2018 un avis estimant la valeur du bien à 510 000 € (cinq cent dix mille euros). Néanmoins, s'agissant d'une remise d'équipement public prévue initialement au titre de la concession, cette acquisition sera réalisée à l'euro symbolique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acquérir auprès de la SERM la parcelle cadastrée LR 276 située 410 avenue de Barcelone, d'une superficie de 1 529 m<sup>2</sup> au prix d'un euro symbolique ;
- De confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Bonnary aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**8. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR**  
**Agrément de candidature**  
**FDI PROMOTION**  
**Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales**

La Ville a confié à la SA3M une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de FDI PROMOTION en vue de la cession des parcelles situées 40 rue PROUDHON à MONTPELLIER, cadastrées :

- CD 816;
- CD 817

Cette cession permettra la mise en œuvre, sur ces tènements fonciers, d'un projet d'immeuble collectif comprenant 36 logements (dont 8 logements sociaux) ainsi que 2 locaux d'activités et/ou commerces en pied d'immeuble.

Dénomination du Candidat

FDI PROMOTION  
501 rue Georges Méliès – CS 10006 – 34078  
MONTPELLIER Cedex 3

Localisation :

40 rue PROUDHON  
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : CD 816 d'une surface de 2 387 m<sup>2</sup>  
CD 817 d'une surface de 14 m<sup>2</sup>

Construction d'un immeuble collectif de 36 logements dont (8 logements sociaux) et 2 locaux d'activités et/ou commerces

Surface de plancher projetée : 3 077 M<sup>2</sup>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la candidature de FDI PROMOTION en vue de la construction d'un immeuble collectif de 36 logements (dont 8 logements sociaux) et 2 locaux d'activités et/ou commerces ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)



Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Véronique DEMON, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

**9. MONTPELLIER GRAND COEUR**  
**Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités**  
**Attribution de subventions**

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

<b>Enseigne TABAC « LE MARIGNY », bar tabac</b> Gérante : Mme Catherine BELLIER 17 rue du Faubourg de la Saunerie  6 000 € de subvention travaux plafonnée 700 € de subvention MOE 192 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.  Montant de la subvention : 6 892,00 €	
<b>Enseigne « ROSEMARY », SARL WALTIS, restauration</b> Gérant : M. Louis CIPRIANI 3 rue des Sœurs Noires  Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 6 216 €) : 6 000,00 € de subvention totale travaux plafonnée 216,00 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.  Montant de la subvention : 3 108,00 €	
<b>Enseigne « MOBIL BOARD », EURL MOBY BLUE, location d'articles de loisirs</b> Gérant : M. Christian MOULON 8 rue de la République  Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 5 690 €) : 5 390 € de subvention totale travaux 300 € de subvention totale MOE  Montant de la subvention : 2 845,00 €	
<b>Enseigne « PEP'S », association éducatrice et sportive pour enfants</b> Gérante : Mme Perrine POLENNE 6 place Roger Salengro (droite)  Solde de la subvention : 3 400 € de subvention travaux totale  Montant de la subvention : 1 700,00 €	

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 14.545 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 905;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **10. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 540 €

Les associations concernées sont :

**MPT RICOME** : Saudade : 245€ ; Service d'orientation et de médiation pour l'insertion sociale : 455€ ; Croix rouge Française : 490€ ; Via Voltaire : 110€ ; Association pour l'emploi et le développement des entreprises-boutique de gestion : 140€ ; Centre d'information sur les droits de la femme et de la famille : 880€ ; Accompagnement de parcours pour adultes et jeunes : 220€.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 4 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 880€.

Les associations concernées sont :

**MPT GUILLERME** : Association vivre ensemble en citoyens au quartier des Cévennes : 55€.

**MPT MERCOURI** : Eurogrece : 220 €.

**MPT CAMUS** : Etoile Hissenji : 110 € ; Comité d'organisation du forum sportif et culturel : 495€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Caroline NAVARRE.)

## **11. Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier**

Par délibération du 22 juin 2017, le conseil municipal a adopté le règlement de fonctionnement modifié des temps périscolaires dans les écoles municipales de la Ville de Montpellier, pour l'année scolaire 2017-2018.

Conformément aux dispositions du Décret du 27 Juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, la Ville de Montpellier a mis en expérimentation, en partenariat avec l'Education Nationale, une scolarisation sur 4 jours dans trois groupes scolaires, pendant l'année scolaire 2017-2018.

A l'issue de cette expérimentation, les Conseils d'école se sont prononcés, dans leur grande majorité, pour une scolarisation sur 4 jours, et cette position a été validée par l'Education Nationale.

Il convient donc de modifier le règlement de fonctionnement des temps périscolaires pour prendre

en compte les nouveaux rythmes de scolarisation sur 4 jours, sans modifier les tarifs et les modalités de réservation de la restauration scolaire et des accueils périscolaires.

Les principales adaptations concernent les horaires scolaires et périscolaires qui découlent de la scolarisation sur 4 jours (lundi, mardi, jeudi et vendredi), avec notamment une matinée scolaire plus longue (8h30-12h) et une pause méridienne également allongée à deux heures (12h-14h) pour permettre un double service de restauration. L'après-midi, la classe se poursuit jusqu'à 16h30 et est suivie d'une heure d'accueil gratuite, recentrée en élémentaire sur les acquisitions scolaires fondamentales avec la mise en place d'une étude surveillée et en maternelle sur des activités adaptées à l'âge et au rythme des enfants. Les accueils payants du matin et du soir, permettent une amplitude de prise en charge des enfants de 7h45 à 18h30, sans changements.

Les propositions des conseils d'école qui avaient la possibilité d'opter pour des horaires scolaires dérogoires (8h45-12h et 14h-16h45) ont également été prises en compte.

L'ensemble de ces dispositions s'inscrit dans la cohérence du Projet Educatif de Territoire (PEdT), adopté par délibération du Conseil municipal du 28 Juin 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter le règlement de fonctionnement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier modifié selon ces nouvelles modalités ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Michaël DELAFOSSE :** Nous nous étions exprimés lors du débat sur le PEDT. Comme les 10 000 ou 20 000 familles, nous avons reçu ce courrier. Je voudrais juste reprendre notre position : nous aurions souhaité que les parents d'élèves puissent s'exprimer sur le choix que vous avez fait de vous appuyer sur les conseils d'école. Dont acte. D'autres villes avaient fait un autre choix.

D'autre part, nous nous retrouvons à perdre une subvention d'1,9 million d'euros qui était ce qu'on appelait le « fonds d'amorçage ». Nous ne l'aurons plus. C'était tout de même des moyens supplémentaires pour affirmer la priorité éducative.

Le troisième point, je vais le lier à la délibération – si vous m'y autorisez – 32 qui sont les tarifs des centres de loisirs que nous ne voterons pas favorablement. Le mercredi matin, les familles qui n'ont pas d'autre solution de garde paieront pour le tarif minimum (tarification sociale) – dont acte – tout de même 6 euros ; 4 euros puisque c'est pondéré à 60 % pour faire garder son fils ou sa fille dans le centre de loisirs. Il y a actuellement 1 300 places. Il est probable qu'il y ait beaucoup de familles montpelliéraines, parce qu'elles sont en activité ou à temps partiel, qui auront besoin du centre de loisirs. Qu'avez-vous prévu si le flux des inscriptions est plus important que les 1 300 places disponibles ? Le mercredi matin aura, pour les familles, un coût qui, porté sur quatre mercredis matins, sera élevé. Cela portera préjudice aux familles modestes. J'ai pris un exemple sur la tarification sociale mais évidemment pour les familles qui n'en bénéficient pas, ce sera plus important.

**M. le Maire :** Qui demande à s'exprimer ? Je rappelle que les conseils d'école à 95 % – donc les

parents d'élèves qui en font partie – ont voté pour la réforme des 4 jours. On peut dire ce que l'on veut ; lorsque le gouvernement que vous souteniez, Monsieur DELAFOSSE – ou plutôt le ministre que vous souteniez – nous a imposé...

**[Propos hors micro]**

**M. le Maire :** Non, les rythmes, c'est Monsieur HAMON qui les a mis en place, vous le savez bien ; celui qui a démissionné une semaine avant la rentrée scolaire.

**[Échanges hors micro]**

**M. le Maire :** Nous demandions un an pour mettre les choses en place ; le gouvernement l'a refusé. On nous a dit : faites voter les conseils d'école. Nous avons proposé, avec Isabelle MARSALA, de ramener les TAP sur le vendredi. Les conseils d'école, à qui nous avons proposé cette solution, ont voté autre chose. Nous avons respecté les votes des conseils d'école. Nous respectons aujourd'hui les 95 % des conseils d'école qui ont voté pour la réforme des 4 jours. C'est simple.

**Audrey LLEDO :** Merci. Juste trois mots parce que je me rappelle le moment où sont passés les temps périscolaires. Je parle d'expérience puisque j'étais une des premières étudiantes de la ville de Montpellier à avoir signé un contrat non pas avec la Ville mais avec une association pour donner des cours pendant ces temps périscolaires. Je me rappelle encore vous dire qu'on n'a pas de matériel, qu'on est un seul encadrant pour 25 enfants ; c'est dangereux et illégal. « Non, Mademoiselle LLEDO, vous racontez n'importe quoi ». Quand je me retrouve avec 26 enfants de moins de 6 ans alors que je suis seule et pas diplômée du BAFA, je trouve cela dangereux. Je note aussi que Monsieur DELAFOSSE est prêt à tout pour 1,9 million d'euros. Sacrifier le rythme des enfants et aller à l'encontre de l'avis des parents montpelliérains, pour 1,9 million d'euros, c'est tout de même salement moche. Merci.

**M. le Maire :** Je mets aux voix l'affaire 11. Qui est contre ? Six contre. Qui s'abstient ?

**[Propos hors micro]**

**M. le Maire :** Elle est République en Marche, Madame HART ou pas ? Elle ne peut pas voter contre les mesures du gouvernement.

**[Propos hors micro]**

**M. le Maire :** J'ai été exclu pour moins que ça.

**[Propos hors micro]**

**M. le Maire :** Je plaisante.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

## **12. Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire Rentrée 2018-2019**

La Ville de Montpellier dispose de 21 centres de loisirs municipaux (4 Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) élémentaires, 4 ALSH maternels, 13 ALSH mixtes).

Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire communal et peuvent accueillir 1 306 enfants âgés de 3 à 12 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les activités proposées aux enfants sont destinées à leur épanouissement par des jeux, des activités à caractère sportif et culturel.

Le changement des rythmes scolaires à la rentrée 2018-2019, passage à la semaine à 4 jours, nécessite d'adapter le règlement de fonctionnement des ALSH municipaux à compter de septembre 2018. Il est notamment nécessaire de mettre en œuvre l'ouverture des ALSH sur la journée complète du mercredi.

Le nouveau règlement de fonctionnement propre aux ALSH est joint en annexe de la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) municipaux ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

## **13. Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque**

Le programme ÉcoMétropole vise à promouvoir auprès des communes de la Métropole un programme de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement durable pour les enfants. L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'accompagner les équipes d'animation des communes qui ont un projet EEDD dans leurs structures d'accueil en proposant de véritables parcours ludiques et éducatifs qui visent l'autonomie des équipes. Le programme ÉcoMétropole vise la mutualisation de moyens au service des communes dans le cadre d'une véritable coopérative de services et l'élaboration d'un projet commun d'éducation à l'environnement et au développement durable sur le territoire métropolitain.

La convention vise donc à définir les engagements réciproques entre l'Écolothèque et la Ville de Montpellier dans le programme ÉcoMétropole, en vue de permettre aux enfants, sur les temps périscolaires et en ALSH municipaux ainsi qu'à leurs animateurs, de recevoir un appui pédagogique, selon un calendrier défini et dans le cadre d'un projet pédagogique adapté.

L'Écolothèque s'engage à :

- Accueillir dans la mesure des places disponibles les animateurs de la commune aux « Ateliers pédagogiques de l'Écolothèque » ;
- Accompagner les animateurs dans la mise en place d'un projet d'animation et de sensibilisation à l'environnement et au développement durable. Un calendrier de deux à trois interventions d'une à deux heures, de l'Écolothèque, sera établi ;
- Ouvrir l'accès aux ouvrages de sa médiathèque, sa pédagogthèque, sa photothèque, ses malettes ou supports pédagogiques dédiés à l'environnement ;
- Proposer une animation de réseau par la mise en partage des connaissances et des expériences des communes sur l'interface dédiée de son site web.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Communiquer son projet d'animation et d'environnement à l'Écolothèque en vue de l'inscription au programme ÉcoMétropole sur des critères de faisabilité, de pertinence pédagogique et environnementale et de recherche de pérennité du projet ;
- Fournir les conditions matérielles de réalisation du projet ;
- Faciliter la participation des animateurs aux ateliers pédagogiques en leur libérant le temps nécessaire à raison d'une à trois séances de 2h30 dans l'année ;
- Participer à la dynamique du réseau métropolitain par ses contributions, la valorisation de son expérience en matière de sensibilisation des enfants aux préoccupations environnementales.

Le protocole de partenariat est souscrit à titre gracieux. Chaque entité assume le financement et l'organisation des trajets des personnels relevant de sa structure. La Ville de Montpellier supporte le budget d'acquisition des matériaux, les consommables et dépenses afférentes à l'activité mise en œuvre sur la commune.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat 2018-2019 ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur en section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0



#### **14. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Groupe scolaire Germaine Richier Création de places conventionnées**

Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) destiné aux enfants âgés de 3 à 12 ans est en constante évolution en fonction des variations démographiques des quartiers. Les capacités d'accueil existantes sur le secteur Croix d'Argent ne permettent plus de répondre aux besoins des familles des quartiers « Les Grisettes » et « Ovalie ».

Afin d'ajuster l'offre de loisirs au développement de ces quartiers, il est proposé, à la rentrée scolaire 2018, la création de 24 places maternelles et 24 places élémentaires sur le groupe scolaire Germaine RICHIER. Ces 48 places s'ajoutent aux 2 523 places existantes réparties sur l'ensemble de la Ville.

Le financement municipal s'effectue sous la forme de participations forfaitaires fixées par le conseil municipal d'un montant respectif de 3,05€ par journée enfant pour les maternelles et de 2,29€ par journée enfant pour les élémentaires.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire de l'ALSH seront précisées par convention en vue d'une ouverture à compter du 1er septembre 2018.

Cette action fera l'objet d'un avenant et sera intégrée au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, ce qui permettra à la Ville de recevoir à ce titre, une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la création des places conventionnées sur le Groupe Scolaire Germaine Richier ;
- De prévoir le financement municipal de cette nouvelle action, par le biais d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 ;
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **15. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Création et transfert de places municipales conventionnées Secteur Port Marianne**

Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (A.L.S.H.) destiné aux enfants âgés de 3 ans à 12 ans est en constante évolution en fonction des variations démographiques des quartiers. Afin d'ajuster l'offre de loisirs au développement du secteur Port Marianne, il est proposé, à la rentrée

scolaire 2018, la création de 12 places élémentaires sur ce secteur.

Pour ce faire et afin d'offrir les meilleures conditions d'accueil possibles aux enfants, l'A.L.S.H. maternel géré par la Ville et actuellement installé sur l'école André MALRAUX sera transféré sur l'école Michel de l'HOSPITAL qui se situe à proximité. Cet A.L.S.H. maternel transféré sera dénommé A.L.S.H. Michel de l'HOSPITAL

Du fait de ce transfert, l'A.L.S.H. élémentaire également géré par la Ville verra sa capacité d'accueil augmenter de 12 places dans des locaux adaptés sur l'école André MALRAUX.

Cette action sera inscrite par avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 et, à ce titre, permettra à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le transfert de l'A.L.S.H. maternel de l'école André MALRAUX sur l'école Michel de l'HOSPITAL ;
- D'autoriser la création des 12 places conventionnées ;
- D'autoriser le changement de nom de l'A.L.S.H. maternel : A.L.S.H. Michel de l'HOSPITAL ;
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	Ecole mise à disposition	Avantage en nature
A.C.L.E Association des Cévennes pour le développement des loisirs éducatifs	183, rue de l'Aqueduc 34080 Montpellier	Julie Daubié	1 445 €
CARTHAGE atelier musique	53, Avenue des Hauts de Foncaude 34990 Juvignac	Julie Daubié	1 020 €
Gammes – Alisé Accompagnement scolaire (C.L.A.S)	6, rue Saint Barthélémy 34000 Montpellier	Jean Zay	660 €
Montpellier Dojo d'Aïkido Traditionnel	2, rue Parlier 34000 Montpellier	Jean Zay	510 €
Les Voix'Zines chorale	8, rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline Desbordes-Valmore	350 €
Compagnie Tempo Théâtre	49, rue de la Figairasse 34070 Montpellier	Winston Churchill	1 950 €
La Maison du Judo	93, avenue du faubourg Boutonnet 34090 Montpellier	Jean Sibelius	1 975 €
Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée	136, rue del Miéjour 34070 Montpellier	Jean Moulin	638 €
A.R.E.C.R.E.E. Association Récréative de l'Ecole d'Estanove	24 rue du Lavandin 34070 Montpellier	Winston Churchill	510 €
Hérault Sport	Esplanade de l'Egalité Zac PIERRE Vives - BP 7250 34080 Montpellier	Denis Diderot	540 €

Secourisme Sauvetage Montpelliérain	109, rue François Henry d'Harcourt appt 22 34080 Montpellier	Jacques Brel	1 800 €
AEHPI LR Association pour l'épanouissement des Hauts Potentiels Intellectuels en Languedoc Roussillon	438, rue Foncarrade Résidence la Fontaine bat C 34070 Montpellier	Paul Langevin	1 320 €
U.F.O.L.E.P (Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique) multisport	Maison des sports Nelson Mandela 66 esplanade de l'égalité 34080 Montpellier	Giuseppe Garibaldi	645€

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

**17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association. Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et la maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant :

<b>Association gestionnaire d'ALSH</b>	<b>Adresse de l'association</b>	<b>Ecole</b>	<b>Subvention en nature</b>
ACLE	183, allée de l'Aqueduc 34 080 MONTPELLIER	Daubié	4 050,00 €
Eveil en mouvement	88, rue Antoine Laurent Jussieu 34 090 MONTPELLIER	Teresa	4 500,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Florian	14 585,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Simon	13 320,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Beethoven	48 300,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Olympe de Gouges	42 263,00 €
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvillées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Sun Yat Sen - Callas	8 640,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Richier	12 480,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au Compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

### **18. Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)**

Situé dans l'Ecusson face à la cathédrale Saint Pierre, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier CRR fut créé en lieu et place de l'ancien couvent des « Ursulines de Saint Charles » dont le bâtiment principal fut édifié en 1679 et sa chapelle en 1856.

Son départ vers le bâtiment réhabilité de l'ancienne maternité, donne l'opportunité à la Ville d'aménager dans les locaux de la rue Candolle une école primaire comportant 7 classes.

Cette nouvelle école primaire intégrera :

- 4 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés des locaux annexes indispensables ;
- 3 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes ;
- Des espaces communs aux deux sections : salle d'activité/motricité, salle multimédia/BCD, accueil périscolaire, restaurant scolaire et offices de restauration
- Des espaces extérieurs.

Le programme de travaux est axé notamment sur :

- La transformation du bâtiment en école primaire ;
- La prise en compte des éléments patrimoniaux remarquables ;
- Le réaménagement des espaces extérieurs pour la création d'une cour ;
- La mise aux normes selon les dernières réglementations (accessibilité, sécurité incendie thermique, acoustique...)

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'une procédure d'appel d'offres dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment existant.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Le coût global de l'opération est estimé à 8,6 millions d'euros TTC (hors acquisition).

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

**M. le Maire :** Nous allons rassembler sur le site du prochain conservatoire les deux lieux d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique qui se trouvent à Sainte-Anne et à Candolle et à proximité de la cathédrale. Nous allons rassembler tout cela dans le nouveau conservatoire.

Au niveau de Candolle, nous avons prévu de créer une école primaire qui comptera 7 classes et qui sera ouverte en 2022 pour les habitants du centre-ville. Le coût de l'opération est estimé à 8,6 millions d'euros. Quand nous avons pris la Ville en 2014, il manquait 11 groupes scolaires. Vous entendez ? Onze groupes scolaires. Ce n'est pas une paille. Onze groupes scolaires. En voici un.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Stéphanie JANNIN et Monsieur Alex LARUE sortent de séance.*

## **19. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE**:

Code	Structure	Type	Montant
5210	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT	Fonctionnement	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 30 000 € ;
- D'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Sophia AYACHE :** Bonsoir. Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Dans le cadre de la thématique jeunesse : pour la Maison des adolescents : subvention de fonctionnement, 30 000 €.

**M. le Maire :** Je vous interromps un peu car il y a des petits commentaires à faire. 30 000 € pour la maison des adolescents qui travaille en partenariat avec qui ?

**Sophia AYACHE :** Le Département de l'Hérault.

**M. le Maire :** Oui avec le Département mais avec qui ?

**Sophia AYACHE :** Avec le centre hospitalier.

**M. le Maire :** Avec la Maison des adolescents de notre ville jumelle de Palerme avec des échanges de jeunes en permanence. Merci à mon ami Léoluca ORLANDO, Maire de Palerme. Poursuivez.

**Sophia AYACHE :** En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 30 000 € ;
- d'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0



Abstention : 0

## **20. Bourse Initiatives Jeunes 2018 Participation de la Ville**

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des Montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juillet, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2018 du Service Jeunesse (fonction 933 338, CRB : V51000) la somme 2 115 €, et de la répartir de la manière suivante :

**Clémence DE CLOCK**, étudiante

*« Les femmes et la ville à Stockholm » : étude sur le rapport des femmes à la ville et les politiques municipales visant à lutter contre les inégalités hommes/femmes.*

Destination monde

**Montant proposé : 350 €**

**Marilou CHAZARIN**, étudiante

*« Projet de solidarité international en Inde » : accompagnement d'enfants défavorisés, animations et activités créatives et rénovations de classes scolaires.*

Destination monde

**Montant proposé : 200 €**

**Nadia ELRHORFI**, service civique

*« Kids & Sciences » : mise en place d'un atelier scientifique pour des enfants.*

Vivre ensemble à Montpellier

**Montant proposé : 150 €**

**Jennifer RAKOTONIRINA**, service civique

*« M - EMPLOI » : projet expérimental et collaboratif, visant une approche constructive de la recherche d'emploi.*

Vivre ensemble à Montpellier

**Montant proposé : 200 €**

**Darlène BECHTEL**, service civique

« MerMaide » : mise en place d'ateliers scientifiques et sensibilisation sur le milieu marin.

Durable

**Montant proposé : 215 €**

**Léa BERGEROO – CAMPAGNE**, étudiante

« NOÛR » : réalisation d'un EP numérique et projet participatif étudiants.

Production culturelle

**Montant proposé : 1 000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de 2 115 € ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 933 338, nature 65131, CRB V51000, ligne de crédit 1938, budget 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Bernard TRAVIER, avec la procuration de Gérard CASTRE, sort de séance.*

## **21. SKATEPARK DE GRAMMONT QUARTIER PORT MARIANNE**

### **Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions**

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite réhabiliter le Skatepark de Grammont afin de répondre au développement de nouvelles disciplines, aux besoins des associations évoluant sur ce site, et à la création d'un centre d'entraînement pour le Freestyle en vue de la préparation des Jeux Olympiques Paris 2024, afin d'accueillir un pôle national d'entraînement BMX.

Actuellement le Skatepark de 6 500 m<sup>2</sup>, propose un des premiers bowl réalisés en béton en France dans les années 90, et se compose de cinq zones, dont la configuration, l'état et le design ne sont plus adaptés aux pratiques actuelles.

La Ville de Montpellier a souhaité implanter un nouveau skatepark en lieu et place de l'existant, sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>, en conservant en partie les végétaux, mais en donnant au site une plus grande valeur paysagère qui proposera des zones arborées et ombragées aux pratiquants et accompagnateurs.

Ce nouvel équipement devra répondre à une double demande, d'une part celle de l'accueil des

associations sportives tout en proposant également l'accès libre au grand public et d'autre part, celle de la création d'un espace dédié au haut niveau dans la discipline BMX Freestyle.

Le skatepark comprendra un skatepark, un bowl, un streetpark, un dirt, un pumptrack et des chemins spécifiques en béton permettant de relier les différentes zones par une pratique de glisses urbaines pouvant composer des configurations ludiques.

Afin d'accueillir un pôle France sur la discipline BMX freestyle, une zone dédiée en accès encadré, sera composée d'un BMX Park et d'une zone d'apprentissage des figures (Tricks learning).

Un bâtiment à ossature bois modulable complètera le projet en mettant à disposition des associations et du Pôle France, des vestiaires, salle de réunion et bureaux.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville dans le cadre d'une autorisation de programmes, fonction 903, fixée à 5 M€.

Cet équipement qui sera livré en 2020 sera réalisé dans le cadre d'une convention de mandat avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de la réhabilitation du Skatepark de Grammont dans le cadre d'une convention de mandat avec la SA3M ;
- D'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- De solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**M. le Maire :** Monsieur RIVAS. Je ne prends pas part au vote. Je peux faire des commentaires quand même ? Monsieur RIVAS, expliquez-nous le skatepark de Grammont parce qu'on va s'en payer une petite tranche aussi.

**Patrick RIVAS :** Monsieur le Maire...

**M. le Maire :** C'est dommage, il y en a un qui manque ici mais rien n'est dépeuplé. C'est dommage parce que j'aurais aimé qu'il entende tout ce que l'on fait.

**Patrick RIVAS :** Monsieur le Maire, chers collègues...

**M. le Maire :** Soyez percutant.

**Patrick RIVAS :** Pour répondre au développement de nouvelles disciplines et à la création d'un centre d'entraînement pour le Freestyle en vue de la préparation des Jeux Olympiques de Paris en 2024, la Ville de Montpellier souhaite réhabiliter le skatepark de Grammont afin d'accueillir un pôle national d'entraînement BMX Freestyle.

Elle souhaite implanter un nouveau skatepark en lieu et place de l'existant de 6 500 m<sup>2</sup>, sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>, en conservant en partie...

**M. le Maire :** Dis-le doucement. Il faut bien qu'ils entendent, qu'ils se pénètrent de ta parole.

**Patrick RIVAS :** Elle souhaite implanter un nouveau skatepark en lieu et place de l'existant de 6 500 m<sup>2</sup>, sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>.

**M. le Maire :** On fait passer le skatepark de 6 000 à 13 000 m<sup>2</sup>. Vous entendez ? Doucement ! Régule tes ardeurs. La politique doit être entendue par des enfants de CM2. Si on n'arrive pas à cela, on ne peut pas se faire entendre. Il faut y aller doucement. On passe de 6 000 m<sup>2</sup> à 13 000 m<sup>2</sup> ; c'est plus du double. C'est fondamental car cela nous permet, comme vient de le dire avec brio et juste raison, l'adjoint aux sports Patrick RIVAS, de recevoir toute la zone de BMX freestyle pour l'entraînement de la base France pour les Jeux Olympiques. C'est très important.

**Patrick RIVAS :** C'est d'ailleurs une discipline olympique.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** Allez-y, Monsieur RIVAS.

**Patrick RIVAS :** Sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>, en conservant en partie les végétaux et en donnant au site une plus grande valeur paysagère. L'état et le design actuel ne sont plus adaptés aux pratiques actuelles. Ce nouvel équipement permettra de recevoir les associations sportives ainsi que le grand public, d'une part, et, d'autre part, le haut niveau avec la création d'un espace dédié à la discipline de BMX freestyle.

Ce nouveau skatepark comprendra un skatepark, un bowl...

**M. le Maire :** Un snake. Il y a le bowl, c'est le truc rond où on tourne et après, il y a le snake. On aurait pu l'appeler l'anguille, ce skatepark.

**Patrick RIVAS :** ...Un streetpark, un dirt, un pumptrack et des chemins spécifiques en béton permettant de relier les différentes zones pour une pratique de glisses urbaines puis, une zone dédiée en accès encadré au pôle France qui sera composée d'un BMX Park et d'une zone d'apprentissage des figures (Tricks learning).

Un bâtiment à ossature bois modulable complètera le projet ainsi, les associations et le Pôle France pourront disposer de vestiaires, d'une salle de réunion et de bureaux.

Tout cela pour une enveloppe financière de 5 millions d'euros.

**M. le Maire :** Et de toilettes.

**Patrick RIVAS :** Et de toilettes aussi.

**M. le Maire :** Il faut les rajouter car c'est une demande des enfants et des parents. Je vais venir sur la concertation après. Est-ce qu'il y a un paragraphe sur la concertation ?

**Patrick RIVAS :** Non. Cet équipement sera livré en 2020 et sera réalisé dans le cadre d'une convention de mandat avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal : de décider de la réhabilitation du Skatepark

de Grammont dans le cadre d'une convention de mandat avec la SA3M, d'autoriser le dépôt du permis de construire, de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possible, d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**M. le Maire :** Merci Monsieur RIVAS. Qui demande la parole ? Je vais en rajouter une couche parce qu'il ne faut pas boudier son plaisir.

**[Propos hors micro]**

**M. le Maire :** C'est le serpent de mer mais nous lui avons tordu le cou. Cela fait 15 ans que l'on promène les gens de Grammont en leur disant que l'on fait un skate park. Aujourd'hui, nous faisons la réhabilitation du skate park. Nous le faisons. Le permis va être déposé et nous l'avons fait en parfaite coordination et concertation avec les acteurs : d'abord, les professionnels qui enseignent, ensuite, les clubs, ensuite les parents des enfants et les architectes car il y a un bureau spécialisé pour faire cela et le FISE. Nous avons déjà fait trois réunions. Cela veut dire qu'à la fin de l'année, le permis pourrait être valide. Voilà.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Évidemment, je me suis tarté trois réunions de deux heures. On ne les compte pas celles-là.

**Jacques DOMERGUE :** Monsieur le Maire, j'ai une question.

**M. le Maire :** Oui, Monsieur DOMERGUE.

**Jacques DOMERGUE :** Vous avez lâché un mot en disant qu'on allait être le centre d'entraînement pour les futurs Jeux olympiques de 2024. C'est un vœu ? C'est une signature ? C'est un projet ? C'est quoi ?

**M. le Maire :** C'est ce que nous avons discuté, avec beaucoup de chance de l'obtenir, avec Tony ESTANGUET quand il est venu pour le FISE et avec Laura FLESSEL, ministre des Sports, qui est venue pour ça.

**Jacques DOMERGUE :** Elle vous a donné des assurances là-dessus ?

**M. le Maire :** Voilà.

**Jacques DOMERGUE :** D'accord.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

*Monsieur Alex LARUE et Monsieur Bernard TRAVIER, avec la procuration de Gérard CASTRE, entrent en séance.*

*Madame Audrey LLEDO, avec la procuration de Robert BEAUFILS, sort définitivement de séance.*

## **22. Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D**

Dans le cadre de l'évènement « Cœur de Ville en Lumières » 2018, la Ville de Montpellier organise des spectacles de vidéo mappings.

Ils seront diffusés les 29 et 30 novembre ainsi que le 1er décembre 2018, entre 18h30 et 22h30.

Cette manifestation se déroule autour de six sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques Cœur et le Musée Fabre.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur cinq sites supplémentaires : la place Notre Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint Pierre, la Cour et le Théâtre de l'Agora et l'Hôtel Saint Côme.

Les écoles ESMA, ARTFX, ENSAM, ACFA Multimédia, E-ARTSUP et Objectif 3D seront les partenaires privilégiés de cette action.

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-mapping 2D – 3D et/ou effets spéciaux, jeux vidéo, motion design ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original.

L'école ACFA Multimédia produira également de manière autonome une sculpture lumineuse et sonore installée à titre gracieux sur la Place Notre Dame des Tables.

La convention type avec les six écoles est annexée à la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ARTFX, E-ARTSUP, ACFA Multimédia, ENSAM et Objectif 3D présentée en annexe ;
- D'autoriser l'école ACFA Multimédia à installer sa structure lumineuse et sonore sur la Place Notre Dame des Tables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) à signer les conventions afférentes ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Madame GALIANA va nous faire la description très précise du trophée que nous avons obtenu et qu'elle a mis sur son pupitre. Madame GALIANA, vous prenez d'abord votre micro ensuite, vous appuyez sur le bouton rouge enfin, vous nous expliquez tout cela.

**Brigitte ROUSSEL-GALIANA :** Monsieur le Président, Monsieur le Maire, je suis chargée de vous remettre, de la part du corps enseignant et des apprentis du centre de formation bâtiment et travaux publics 34 de la Mosson, ce cadeau qui a été édité à l'occasion des 40 ans du CFA pour vous remercier de l'intérêt que vous portez à la formation professionnelle et pour les avoir reçus en Mairie à plusieurs reprises, ici, dans la maison du peuple, et également pour leur avoir permis la

création et la pose d'une mosaïque dans la chapelle des Pénitents bleus, rue des Étuves, dont ils sont particulièrement fiers.

**M. le Maire :** Merci Madame ROUSSEL. Vous allez m'apporter ce trophée. Merci aux enseignants et aux jeunes qui ont fait un travail magnifique. Ils ont refait le parvis en mosaïque de la chapelle des Pénitents bleus dans la rue des Étuves. Merci Madame ROUSSEL et merci pour tout le travail. Regardez comme c'est beau. Merci à eux, parce qu'à plusieurs reprises et chaque année de façon régulière, grâce à Madame ROUSSEL qui, je le rappelle, a été meilleure ouvrière de France – on ne le dit pas assez –, nous avons reçu des élèves du CFA. Nous leur avons fait visiter la Mairie, l'architecture. Nous les avons fait monter sur le toit et je leur ai montré comment fonctionnait la Ville à partir de la Mairie parce qu'on voit très bien du toit et on peut voir les lignes de tramway, la nouvelle urbanisation. Eux qui sont destinés au bâtiment et aux travaux publics ont été très intéressés par cela. Ce n'est rien mais c'est comme cela qu'on change le monde : avec la disponibilité, la liberté, la générosité, l'amour ; ce n'est pas par la critique récurrente, permanente, le pessimisme. Non, c'est vilain ça. On ne gagne pas une finale de Coupe du monde en pleurant sur son sort. On gagne une finale de Coupe du monde en ayant envie de mettre des buts magnifiques, de tuer toutes les araignées qui sont dans les lucarnes. C'est tout simple, il faut avoir envie. Vous savez, un jour, il y a six mois, j'ai rencontré Pierre SOULAGES longtemps avant que le Président de la République aille le voir. Je lui ai demandé : Ça va Pierre, la santé ? Il m'a dit : « Tant que j'ai envie de peindre... ». Ça, il faut le garder ici, comme un viatique, une règle de vie et de conduite. Il faut créer en permanence. Poursuivez Madame ROUSSEL.

**Brigitte ROUSSEL-GALIANA :** J'ajouterai Monsieur le Maire que vous êtes tout à fait dans la lignée puisque la formation à l'heure actuelle, pour les apprentis, est quelque chose d'extrêmement important et nous avons énormément de jeunes dans les quartiers de la Mosson qui sont intéressés par des contrats d'apprentissage. De voir que vous les avez mis à l'honneur comme cela, ils en sont extrêmement fiers et ils vous en remercient ; la preuve.

Concernant Cœur de Ville en Lumières, nous reprenons les habitudes que nous avons maintenant depuis que nous sommes arrivés en 2014 c'est-à-dire, dans le cadre de l'événement Cœur de Ville en Lumières, la Ville de Montpellier organise des spectacles de vidéo et de mapping. Ils seront diffusés les 29 et 30 novembre ainsi que le 1<sup>er</sup> décembre 2018 entre 18 h 30 et 22 h 30. Cette manifestation se déroule autour de six sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église Saint-Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques-Cœur et le Musée Fabre.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur cinq sites supplémentaires : la place Notre-Dame des Tables, le Porche de la cathédrale Saint-Pierre, la Cour et le Théâtre de l'Agora et l'Hôtel Saint-Côme.

Les écoles ESMA, ARTFX, ENSAM, ACFA Multimédia, E-ARTSUP et Objectif 3D seront les partenaires privilégiés de cette action.

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-mapping 2D – 3D et/ou effets spéciaux, jeux vidéo, motion design ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original.

L'école ACFA Multimédia produira également de manière autonome une sculpture lumineuse et

sonore installée à titre gracieux sur la place Notre-Dame des Tables.

La convention type avec les six écoles est annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, de valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ARTFX, E-ARTSUP, ACFA Multimédia, ENSAM et Objectif 3D présentée en annexe, d'autoriser l'école ACFA Multimédia à installer sa structure lumineuse et sonore sur la place Notre-Dame des Tables, d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) à signer les conventions afférentes ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Merci Madame ROUSSEL. Je vais donner dans un instant la parole à Madame MARTIN-PRIVAT. J'aimerais qu'elle nous dise comment elle a organisé les choses en la félicitant pour le magnifique feu d'artifice dont elle s'est occupée et qui a été un succès total.

Je voudrais vous donner trois informations importantes qui viennent de tomber sur mon téléscripneur : première information, la piscine de la Mosson est ouverte tout l'été du 8 juillet au 24 août (activités aquatiques, basket, etc). Vous avez un « Eté à la Mosson ». Voilà l'affiche. Elle est à disposition des journalistes. Faire peur aux citoyens, n'est pas bien en politique. Faites le bien, pas le mal.

Deuxième nouvelle sur mon téléscripneur : je voudrais vous donner un aperçu de ce que représentait le manque de 11 groupes scolaires. On considère que la moyenne d'un groupe scolaire est de 300 enfants ; 3 300 enfants qui avaient été oubliés des prévisions. 3 300 enfants.

Troisième information : elle est formidable puisque le classement de Shanghai vient de tomber pour les universités. Nous sommes numéro un en matière d'écologie.

*Applaudissements.*

C'est cité par le Monde. On est devant l'Université d'Oxford. C'est donc l'occasion pour moi, avant de donner la parole à Madame MARTIN-PRIVAT de revenir sur la situation des universités dans le Sud de la France parce qu'à un moment, il faut faire les additions. J'ai toujours râlé, comme Georges Frêche en son temps d'ailleurs, que nous n'ayons pas pu obtenir l'Idex. Toulouse l'avait obtenue sur l'idée et la proposition qu'avaient faites les universités en disant qu'elles allaient fusionner. Énorme mensonge. Grossier. Elles n'ont jamais fusionné. Mais, du personnel avait été embauché pour l'Idex à Toulouse. Il fallait bien lui faire finir la fin de ces contrats puisque le gouvernement arrêtait le jury et supprimait l'Idex. Ce sont des mesures compensatoires qui ont été trouvées par la Présidente de Région auprès de Monsieur MONTHUBERT qui, entre-temps, était devenu conseiller au gouvernement.

Aujourd'hui, Toulouse n'a plus l'Idex. Je ne m'en réjouis pas. Montpellier ne l'a pas eu non plus mais a été pragmatique. Philippe AUGER et toute l'équipe, Jacques MERCIER, ont obtenu l'I-SITE. Celui-ci nous permet aujourd'hui d'être le pôle universitaire de référence dans la région Occitanie. On peut dire ce que l'on veut mais on ne peut pas changer l'histoire. Je demande donc à chacun d'être attentif à ce qui se passe réellement et de ne pas raconter en permanence des jérémiades : le seul pôle universitaire qui tient la route en Occitanie c'est Montpellier. Aujourd'hui, ce positionnement, c'est un fiasco au niveau régional. J'ose le dire. Un fiasco au niveau régional. Mais, Montpellier sauve largement l'honneur ; la preuve.

*Applaudissements.*

AUGÉ



Merci donc à tous les universitaires qui ont dans leur esprit un peu plus que les petites guerres picrocholines ou partisans.

Madame MARTIN-PRIVAT, expliquez-nous la genèse du projet et comment les jeunes s'y insèrent parce qu'il y a beaucoup d'écoles qui travaillent sur des projets nouveaux et qui testent sur les façades de Montpellier de nouvelles formules et de nouvelles programmations.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Vous m'avez permis de rebondir déjà sur le feu d'artifice. Quelques chiffres : c'est vrai qu'il est tombé en plein milieu des matches de foot néanmoins, 42 370 personnes ont été filtrées et comptées à l'entrée du site. Tout s'est bien passé. Le spectacle fait par Monsieur COUTURIER a été particulièrement apprécié. Je voulais remercier les pompiers et le service d'ordre qui a été parfait. Tout s'est passé dans une ambiance festive mais très familiale. Aucun problème à signaler.

Concernant les festivités de Cœur de Ville en Lumières...

**M. le Maire :** Attendez, restons deux minutes parce que le feu d'artifice intéresse le Conseil municipal. Dites-moi la hauteur des fusées car on me pose la question.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** La grosse différence cette année par rapport aux années précédentes, indépendamment du fait que nous avons, bien entendu, baissé les budgets dès notre arrivée de 20 %, nous avons mis en concurrence trois sociétés (Couturier, Ruggieri et Pyragric). Nous avons, cette année, fait un feu d'artifice de 19 minutes mais avec une modification. Comme nous sommes sur Grammont et un peu bloqués par toute une série d'arbres, Couturier nous avait proposé un projet sur des nacelles qui nous permettaient de passer au-dessus.

**M. le Maire :** Dites-moi la hauteur des fusées.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** 250 mètres.

**M. le Maire :** 250 mètres. Je vais vous expliquer le truc. Le problème avec les fusées, c'est qu'il faut faire attention à quelle hauteur on les tire. On ne peut pas tirer de toutes les hauteurs et de n'importe où parce qu'il y a plusieurs contraintes qui s'imposent pour les artificiers : d'abord, il y a les contraintes de l'habitat, ensuite il y a les contraintes du vent et de l'humidité puis il y a les contraintes créées par le code d'atterrissage de Fréjorgues. On ne peut donc pas faire n'importe quoi. Les conditions de sécurité se rétrécissent chaque année comme peau de chagrin. Je vais vous donner mon idée – on ne pourra pas le faire cette année et peut-être pas l'an prochain, ni l'année d'après mais, un jour, ou pourra – : c'est de faire un magnifique feu d'artifice mutualisé sur l'Etang de l'Or. Non seulement vous auriez les fusées dans le ciel mais en plus, vous auriez la lumière à la surface de l'eau comme le Pescalune de Lunel qui veut attraper avec son panier d'osier troué les rayons de la lune dans l'eau. Vous auriez cela. Vous auriez du Gaston BAISETTE, du Maurice CHAUVET, du Max ROUQUETTE dans ce feu d'artifice. Je crois que les Villes n'y sont pas opposées sur le principe. Il faudra un peu de temps pour que nous travaillions ensemble. Je vous rappelle que la Métropole a une fonction conservatrice sur l'Etang de l'Or car elle est mitoyenne. Ce serait l'occasion de mettre en lumière un des plus beaux lieux qui existent sur le littoral.

Poursuivez Madame MARTIN-PRIVAT.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Je suis ravie d'avoir toutes ces informations. Je vous remercie

Monsieur le Maire ; c'est parfait.

**M. le Maire :** Ce ne sont pas des informations mais plutôt des vœux pieux.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Des autorisations éventuelles.

**M. le Maire :** Exactement. C'est ça.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Ça me convient très bien.

Pour repasser à Cœur de Ville en Lumières, je vous rappelle quelques dates : 29, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre. Monsieur LEVITA, vous n'avez pas voulu augmenter notre budget donc je suis vraiment désolée. Nous allons essayer d'avoir un partenariat puisque c'est la Ville qui avance avant que l'on puisse avoir les partenariats et les mécénats. Monsieur LEVITA a donc été obligé de nous bloquer un peu. Nous nous arrêtons, cette année, à 350 000 € que nous allons essayer, comme l'an dernier, de récupérer en grosse partie. L'an dernier, sur un budget similaire, nous avons ramené 276 000 € en partenariat et mécénat.

Nous avons cette année 11 sites :

- 6 sites sont sur appel d'offres de sociétés qui vont intervenir en 2D ou 3D comme vous les avez eues les années précédentes, avec augmentation du nombre de sites sur lesquels Madame GALIANA et moi-même intervenons en recherche de partenaires ;
- 5 sites qui sont effectués de façon « gratuites » mais pas tout à fait puisque la Ville va intervenir sur différents points. Ils sont dédiés aux écoles. Vous les avez, je ne vais donc pas vous les redire.

Toutes ces écoles de prestige sont connues au niveau international aussi bien pour leur dynamisme artistique que pour la qualité de leur formation et pour le travail qu'elles arrivent à donner aux étudiants qui en sortent. Ces écoles nous ont demandés en plus grand nombre – ça augmente, elles sont au nombre de six – d'intervenir. Ce sont des projets qui sont proposés aux étudiants un an avant et qui durent quelques minutes ; cela peut être du vidéo mapping en 3D, des sculptures comme sur la place Notre-Dame des Tables, des projections, des effets spéciaux, des jeux vidéo qui ont beaucoup plu l'an dernier. Des contrats sont passés avec ces écoles simplement parce qu'on leur prête les façades et on les accompagne sur la technique. Cela a un coût. Ce n'est pas zéro pour nous mais cela permet de mettre en avant un patrimoine de formation que nous avons grâce à ces écoles qui sont de plus en plus nombreuses et connues. Je pense vous avoir tout dit.

**M. le Maire :** Merci Madame MARTIN-PRIVAT. Monsieur LEVITA, une précision.

**Max LEVITA :** Juste une précision ma chère collègue. Je rends hommage au travail que vous faites d'autant plus qu'une large partie de ces opérations est financée par le mécénat. La difficulté que nous avons c'est que la dépense totale, quand elle a lieu, même si elle est couverte en partie par le mécénat, figure dans nos dépenses. Monsieur le Maire, l'a indiqué tout à l'heure : on est dans la limite de 1,5. Là, vous avez trouvé des moyens de contourner cette difficulté ; soyez en remerciée ma chère collègue.

**[Propos hors micro]**

**Max LEVITA :** Elle n'aura rien du tout mais comme on peut toujours faire mieux avec moins, elle est arrivée à contourner la difficulté et vous aurez beaucoup plus avec un budget de la Ville qui sera

réduit.

**Dominique MARTIN-PRIVAT** : Croyez-le, c'est vrai. Je me bats avec Monsieur LEVITA mais je n'ai pas plus.

**M. le Maire** : Merci Madame MARTIN-PRIVAT pour toutes ces explications.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Je rajoute, sur l'Université, une petite phrase supplémentaire qui, j'en suis sûr, vous fera plaisir : l'Université de Montpellier est la seule université française numéro un mondial dans une discipline au classement de Shanghai. Ça, c'est gigantesque. Nous poursuivons.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Christophe COUR, avec la procuration de Monsieur Cédric De SAINT JOUAN, sort de séance.*

### **23. Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier**

Par courrier en date du 19 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2018 (comme en 2017) d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 546 875€.

Ces crédits font l'objet d'une convention pour l'attribution de la dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de M. le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui de des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
<b>Proposition de répartition de l'enveloppe DPV 2018</b>						
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole</b>						
<b>Investissement</b>						
Médiathèque Jean Jacques Rousseau : accueil, ludothèque, sanitaires et automatisation	Mosson	Métropole	550 000 €	50%	juillet 2018	275 000 €
Réhabilitation de la piscine TARIS	Pompignane	Métropole	2 435 000 €	32.66%	études en 2019	795 271 €

<b>Fonctionnement</b>						
Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS	Hauts de Massane Celleneuve Val de Croze Près d'Arènes	Métropole	55 000 €	100%	septembre 2018	55 000 €
Mobilité des jeunes du Centre de loisirs jeunes de la Police Nationale de la Mosson vers la plage de Villeneuve les Maguelone durant	Mosson	Métropole	15 000 €	100%	été 2018	15 000 €

tout l'été						
<b>Sous total Métropole</b>			3 055 000 €			1 140 271€
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville</b>						
<b>Investissement</b>						
Ecoles Michelet et Delteil : création d'un self et restructuration pour augmenter la capacité d'accueil de la restauration scolaire	Petit Bard	Ville	408 333 €	60%	été 2018 et été 2019	245 000 €
Aménagement d'un plateau sportif partagé entre les écoles Balard Bolivar Neruda Renaud et le quartier	Mosson	Ville	417 000 €	60%	été 2018	250 200 €
Ecole élémentaire Léo Malet : construction de deux nouvelles classes	Celleneuve	Ville	292 000 €	70%	été 2018	204 400 €
Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély pour l'accueil de spectacles principalement de théâtre	Gély	Ville	580 000 €	50%	Juin 2018	290 000 €

Maison Pour Tous Feuillade : équipement d'un studio vidéo, acquisition de matériel	Mosson	Ville/ MPT	61 145 €	60%	Juillet 18	36 687 €
Développement de locaux associatifs et d'activités en lieu et place de commerces	Petit Bard	Ville/S ERM	650 000 €	80%	septembre 2018	520 000 €
Aménagement d'un Tiers lieu numérique rue Draparnaud	Figuerolles	Ville/ CCAS	1 800 000 €	41%	2019	738 000 €
Requalification de l'entrée et du hall de l'EHPAD La Carriera	Hauts de Massane	Ville/ CCAS	50 000 €	50%	2018	25 000 €
Réhabilitation du Palais des sports Pierre de Coubertin <i>(Cette subvention est constituée d'une part ferme de 896 881€ - 22,70 % - et d'une part conditionnelle de 125 907€ - 3,18% - correspondant à la réserve de délégation de crédits)</i>	Hauts de Massane	Ville	3 950 000 €	25,89 %	Juin 2020	1 022 788 €
Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : gymnase Ostermeyer	Cévennes (Quartier vécu)	Ville	87 200 €	50%	2ème semestre 2018	43 600 €

<b>Fonctionnement</b>						
Création d'un groupe de recherche action axé sur les discriminations	Ensemble des QPV	Ville	30 700 €	100%	Sept 18	30 700 €
<b>Sous total Ville</b>			<b>8 326 378 €</b>			<b>3 406 604 €</b>
<b>Total général</b>			<b>11 381 378 €</b>			<b>4 546 875 €</b>

Le montant total de la dotation est de 4 546 875 € répartis entre 4 420 968 € de crédits disponibles et d'une réserve de 125 907 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention d'attribution de subventions au titre de la dotation Politique de la Ville 2018, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Qui demande des précisions à Annie YAGUE ? Annie, si vous voulez nous indiquer, parce qu'il s'agit de sommes importantes que nous recevons de l'État pour la troisième année consécutive.

**Annie YAGUE :** Deuxième.

**M. le Maire :** Deuxième année consécutive sur la politique de la Ville. Madame YAGUE.

**Annie YAGUE :** Nous avons, tout à l'heure, parlé des quartiers Politique de la Ville sur lesquels diverses personnes ont fait des remarques par rapport à ce que nous y faisons. C'est vrai que nous faisons beaucoup de choses. C'est vrai aussi que ces quartiers sont en attente de notre aide. Nous la leur devons puisqu'ils concentrent une population en grande précarité. Par un courrier en date du 19 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault nous a informés et Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2018, comme en 2017, d'une dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 546 875 €. À nous de choisir ou de proposer à Monsieur le Préfet plusieurs projets qui peuvent être financés soit dans le fonctionnement soit dans l'investissement. Vous avez dans le tableau, qui vous est présenté, un récapitulatif des projets. Je me tiens à votre disposition pour répondre à vos demandes si vous voulez des précisions par rapport aux projets qui ont été choisis et qui répondent aux besoins de nos quartiers Politique de la Ville.

**M. le Maire :** Merci Madame Yague. Qui demande la parole ? Je remercie l'État et le Préfet. C'est pareil mais je différencie les deux. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Tant que l'on est aux affaires sociales, à la santé, je vous donne une information que j'aurais pu fournir tout à l'heure mais je pensais que c'était mieux de le faire en cours de Conseil : j'ai rencontré ce matin Madame la Ministre déléguée au Handicap, Madame Sophie CLUZEL, à Paris en présence de Monsieur FINA. Nous avons échangé longuement sur un certain nombre de projets

et en particulier celui qui concerne le nouveau quartier République qui sera un quartier conçu en amont pour les personnes atteintes de handicap.

Deuxième rendez-vous ce matin – j'en ai eu un troisième mais je le dirai en Conseil de Métropole car je suis sûr qu'il y aura des oreilles attentives à qui cela fera plaisir – : j'ai rencontré très longuement, avec Christian FINA – toujours présent –, Madame Agnès BUZYN, Ministre de la Santé. Je l'ai rencontrée sur quatre sujets : un qui concerne le pacte État-Métropole Santé ; un deuxième sujet sur la volonté de créer une grande manifestation sur le médico-social à la fin de l'année, ici, à Montpellier ; un troisième sujet qui traite de l'enseignement de la médecine dans l'université ; et le quatrième sujet qui est, en termes de puissance de feu, le plus important, c'est l'hôpital avec l'évocation de plusieurs grands projets : le pôle mère et enfant, le pôle tête et cou et le service des urgences. Excellente réunion avec Agnès BUZYN. Franchement, j'aimais bien Marisol TOURAINE mais Agnès BUZYN, c'est la classe.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **24. Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen**

En 2003, l'association Foot Citoyen a été créée par deux figures importantes du football français, Didier ROUSTAN et Arsène WENGER, avec comme objectif d'utiliser le football comme moyen d'éducation, d'épanouissement et d'apprentissage aux valeurs citoyennes.

Implantés à Montpellier depuis 2012, deux projets phares sont nés autour de l'accompagnement des clubs, des entraîneurs et des joueurs : le parcours du footballeur citoyen et la formation d'entraîneurs. Le parcours du footballeur citoyen permet à partir d'ateliers éducatifs et culturels mais aussi citoyens et civiques d'accompagner les jeunes joueurs dans une démarche de développement personnel. Dans le cadre de ce projet, un stage sportif et culturel à Barcelone sera réalisé pour mettre en pratique les valeurs acquises tout le long de l'année. Des visites culturelles et sportives seront effectuées afin de permettre aux jeunes de développer leur esprit critique et de renforcer leur autonomie. Une rencontre mixte sera organisée afin de sensibiliser les jeunes au football féminin.

Deux équipes seront accompagnées, une équipe masculine et une équipe féminine, afin de favoriser la mixité dans le football et de sensibiliser les jeunes.

Le deuxième projet consiste en la formation et l'accompagnement des entraîneurs dans leurs missions éducatives et de favoriser d'une autre part l'épanouissement citoyen et l'engagement des jeunes par la mobilisation d'outils pédagogiques. Le football est utilisé à travers ces projets comme vecteur d'éducation à la citoyenneté et permettent d'agir dans les quartiers Politique de la Ville sur des enjeux cruciaux et particulièrement au niveau de la mixité.

La Ville de Montpellier propose de financer trois projets : le parcours du footballeur citoyen, le stage éducatif sportif et culturel ainsi que la formation d'entraîneurs à hauteur de 4500 euros.



FINANCEMENTS COHESION SOCIALE				
N°Asso	Association	Intitulé du projet	Quartier principal	Proposé
6595	Foot Citoyen	Formation d'entraîneurs	Mosson	2000
		Stage sportif, éducatif et culturel	Mosson	1000
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925				

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N°Asso	Association	Intitulé du projet	Quartier principal	Proposé
6595	Foot Citoyen	Parcours du footballeur citoyen	Mosson	1500
<b>Les crédits seront prélevés sur la ligne, nature 6574 , chapitre 933</b>				

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :**

- décider de l'octroi des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de la Ville de Montpellier,
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution avec chacun des organismes bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Annie YAGUE :** Je ne suis pas une fan de foot. Je regarde la Coupe du monde comme tout le monde, je suis heureuse que la France ait gagné et j'ai crié de la même voix. J'ai rencontré cette association et j'ai trouvé que leur manière d'utiliser le foot comme un outil de cohésion sociale était super intéressante car, au travers de la pratique sportive, il y a également la formation des éducateurs, des entraîneurs de foot avec une vision complètement différente c'est-à-dire qu'on ne pousse pas les enfants dans leur retranchement en leur criant dessus et en leur disant qu'ils ont été nuls mais on les valorise. On valorise ce qu'ils font et, en même temps, on les éduque à la citoyenneté à savoir que tout le monde a sa place dans la société, qu'il ne s'agit pas d'être le meilleur mais d'être le meilleur dans ce que l'on sait faire. J'ai trouvé cette approche vraiment formidable et je suis contente qu'on les subventionne.

**M. le Maire :** Merci Madame YAGUE et en plus vous avez cité la chanson de LAVILLIERS « Fais-moi juste ce que tu sais faire » ; c'est excellent.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT, avec la procuration de Monsieur Vincent HALUSKA,*

*Samira SALOMON, Véronique PEREZ, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, avec la procuration de Madame Chantal LEVY-RAMEAU, sortent de séance.*

## **25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- Solidarité:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Projet	ACHATS DE KITS DE DEPISTAGES	460 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 460 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Christophe COUR, avec la procuration de Monsieur Cédric De SAINT JOUAN, entre en séance.*

## **26. Réserve de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés Modification de la périodicité de la redevance annuelle**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réserve de berceaux

d'établissements d'accueil du jeune enfant municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés. Cette délibération définit également la base de calcul, le montant et la périodicité de révision de la redevance annuelle versée en contrepartie.

Pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il convient de modifier la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle en correspondance. Ainsi, le montant de la redevance s'élève à 6060 € et s'applique du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 août 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la modification de la périodicité de la redevance annuelle du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Titina DASYLVA :** Monsieur le Maire, il s'agit juste, dans cette délibération, d'avancer le début de la délibération que nous avons actée le 3 avril 2018 concernant la réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes privés ou publics.

**M. le Maire :** Qui veut d'autres précisions ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## 27. Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et la Ville de Montpellier Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux (Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant (E.A.J.E.) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés et en contrepartie d'une redevance annuelle.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains E.A.J.E. municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier. .

Pour répondre à la demande du CGIAR (organisme international de recherche agricole dont le siège est situé 1000 avenue Agropolis à Montpellier) de réserver une place à la crèche Agropolis, il est proposé au Conseil municipal de valider une convention de réservation de berceau. La place réservée donne lieu à une contractualisation de l'accueil conformément au règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans de la Ville de Montpellier.

La convention jointe en annexe sera conclue à compter du 1er septembre 2018, pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement une fois maximum. Conformément à la délibération du 3 avril 2018, le CGIAR versera à la Ville une redevance, fixée à 6 060 € pour l'année 2018-2019, par berceau réservé dont le montant sera révisé à chaque date anniversaire de reconduction annuelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec le CGIAR une convention de réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux pour une durée initiale d'un an, renouvelable tacitement une fois maximum ;
- d'approuver la perception d'une redevance annuelle pour chaque berceau réservé d'un montant de 6 060 € pour l'année 2018 - 2019 et du montant révisé, par délibération, pour la période suivante ;
- d'autoriser la perception de cette recette au budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**28. Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant (E.A.J.E.) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés et en contrepartie d'une redevance annuelle.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains E.A.J.E. municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Pour répondre à la demande du CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) de réserver six places à la crèche Agropolis, il est proposé au Conseil municipal de valider une convention de réservation de berceaux. Les places réservées donnent lieu à une contractualisation de l'accueil conformément au règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans de la Ville de Montpellier.

La convention jointe en annexe sera conclue à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement trois fois maximum. Conformément à la délibération du 3 avril 2018, le CIRAD versera à la Ville une redevance, fixée pour l'année 2018-2019 à 6 060 € par berceau réservé, dont le montant sera révisé à chaque date anniversaire de reconduction annuelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec le CIRAD une convention de réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux pour une durée initiale de 1 an, renouvelable tacitement trois fois maximum ;
- d'approuver la perception d'une redevance annuelle pour chaque berceau réservé d'un montant de 6 060 € pour l'année 2018 - 2019 et du montant révisé, par délibération, pour les périodes suivantes ;
- d'autoriser la perception de cette recette au budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Même chose. Madame DASYLVA nous propose une convention avec le CIRAD pour la réservation de berceaux pour les futurs petits chercheurs qui seront premiers à Shanghai. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Mesdames Stéphanie JANNIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, avec la procuration de Monsieur Vincent HALUSKA, Samira SALOMON, Véronique PEREZ, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, avec la procuration de Madame Chantal LEVY-RAMEAU, entrent en séance.*

## **29. Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer**

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public. Afin d'approfondir cette démarche et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Montpellier Méditerranée Métropole met également en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une action de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Montpellier Méditerranée Métropole accompagne l'implantation d'entreprises artisanales sur une offre foncière en parc d'activités et une offre immobilière, ateliers et bureaux, adaptée aux besoins. Il s'agit par exemple des villages d'entreprises artisanales et de services ou d'autres dispositifs tels les Ateliers Eco-Artisans au nord de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole a reçu le label Ville et Métiers d'art en juin 2018.

La Ville de Montpellier et la Métropole travaillent en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un

signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé de renforcer le partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des artisans.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (CMA) est un établissement public administré par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La CMA travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

En outre, l'immatriculation obligatoire au Répertoire des Métiers fait couvrir à la CMA la totalité du monde artisanal. Toute entreprise ayant une activité économique de production, de bâtiment, de services ou relevant des métiers de bouche doit être immatriculée au Répertoire des Métiers qui édite aussi les statistiques du secteur.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la CMA a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CMA, souhaitent développer leur partenariat, en mettant en place des actions communes définies dans la présente convention.

Les axes de partenariat portent sur :

- La formation, l'emploi et l'insertion
- La promotion des métiers de l'artisanat et l'implantation des entreprises
- La transition numérique et l'innovation
- L'artisanat d'art et l'attractivité du territoire.

Des conventions d'application thématiques pourront être établies afin de prévoir les modalités de mises en œuvre des actions découlant de la présente convention cadre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- D'approuver le projet de convention cadre entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambres des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault ;
- D'Autoriser Monsieur le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** C'est la convention que nous allons bientôt signer avec le Président de la Chambre des Métiers. Cela concerne la formation, la promotion des métiers de l'artisanat et de l'implantation des entreprises ainsi que la transition numérique, l'innovation, l'artisanat d'art et l'attractivité du territoire. Madame ROUSSEL.

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public notamment au moment des Estivales, des Hivernales et de certaines manifestations que nous organisons concernant les métiers d'art. La Ville favorise l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, par exemple avec la rue du Général Vincent qui est en train de se créer mais également, à titre privé, des personnes ont pensé qu'il valait mieux louer afin de remplacer certains commerces par de l'artisanat d'art et de l'artisanat tout court.

Les objectifs sont de créer de la richesse, de l'emploi – vous venez de le dire – et d'accentuer une dynamique commerciale sur la Ville de Montpellier tout au long de l'année. À Montpellier, on ne voit pas cette sécheresse commerciale que l'on peut observer dans de nombreuses villes au niveau national.

**M. le Maire :** Dites ce que vous avez entendu à Strasbourg ou à Mulhouse. Dites-le.

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** A Metz.

**M. le Maire :** Attendez deux secondes. Répétez mot à mot ce qu'a dit Monsieur le député, absent aujourd'hui, sur le centre-ville de Montpellier au congrès de Metz où vous étiez. Dites-le publiquement.

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** Au congrès de Metz, où j'étais, où je me suis rendue, j'ai trouvé Monsieur le Président des centres-villes de France qui n'est autre que Monsieur le député Patrick VIGNAL.

**M. le Maire :** Qu'est-ce qu'il a dit ?

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** Il a dit que notre politique en termes de stationnement était parfaite.

**M. le Maire :** Qu'il est gentil ! Quand il est à Metz, il dit qu'on est gentil et il ne veut pas le dire ici. Patou, reviens. Il faut que tu te mettes là. Dis-le à nous, ça nous fera plaisir. Merci Madame ROUSSEL.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Sabria BOUALLAGA sort de séance.*

### 30. Culture et Patrimoine

#### Attribution de subventions à des associations culturelles

#### Exercice 2018

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts visuels, la culture scientifique et technique, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 8 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 54 500 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la structure	Nature	Montant
	<b>ARTS VISUELS ET MEDIAS</b>		
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	2 300
	<b>CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE</b>		
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET LES LETTRES DE MONTPELLIER ALSM	Fonctionnement	1 500
	<b>PLURI DISCIPLINES</b>		
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	4 000
	<b>SPECTACLE VIVANT / Danse</b>		
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	8 700
4265	ATTITUDE	Projet	20 000
	<b>SPECTACLE VIVANT / Théâtre</b>		
231	THEATRE EN FLAMMES CREATEF	Projet	1 500
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	Fonctionnement	5 000
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	Projet	4 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	2 500
5016	LES PERLES DE VERRE	Projet	5 000



		<b>TOTAL</b>	<b>54 500</b>
--	--	--------------	---------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 933.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 54 500 €;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Isabelle MARSALA – Culture et patrimoine – attribution de subventions. Donnez-nous quelques subventions que vous proposez pour les associations et les artistes.

**Isabelle MARSALA :** Vous me prenez de court. Ce sont quelques subventions qui restaient, qui n'ont pas été traitées en amont au moment des budgets il y a trois mois. On ne peut pas abandonner des associations en cours de route même si leur demande est tardive, même si le dossier est mal ficelé. On récupère ces dossiers en fin d'année et on les retravaille avec les services et les associations ce qui nous permet de vous les représenter. Nous avons là plusieurs dossiers : le Garage électrique est une association qui travaillait jusqu'à présent sur la Friche à Mimi. Maintenant, toutes les personnes qui y travaillaient sont relogées dans le privé. Nous travaillons avec le théâtre de la Vista qui va rouvrir à la Chapelle à partir du mois de janvier. Il se passe quelque chose d'assez énorme et d'intéressant puisqu'on arrive à très bien travailler main dans la main avec la Vista.

**M. le Maire :** Oui et nous investissons 400 000 € pour réhabiliter la Chapelle pour que la Vista puisse s'y installer.

**Isabelle MARSALA :** Je voulais vous citer également les Perles de verre qui travaillent sur un théâtre dans le quartier du Cours Gambetta. C'est quelque chose qui est très important parce que ce sont de petites jauges avec des petits spectacles qui sont travaillés en direct avec le public et des conférences autour du théâtre qui sont présentées. Il était très important de pouvoir retravailler avec ce théâtre qui s'appelle la Baignoire. Ça a, effectivement, la taille d'une salle de bains. On y est très bien. C'est un travail de fond et de forme qui est fait sur le territoire. Montpellier, ce n'est pas uniquement les grands festivals, c'est aussi sa scène artistique. Il faut travailler avec cette scène artistique de façon très serrée pour lui permettre de s'épanouir et d'apporter sa note si particulière.

**M. le Maire :** Isabelle, merci beaucoup. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

J'ai oublié tout à l'heure de vous parler de l'artisanat d'art. Comme l'ambiance est bonne ce soir, je vais faire un petit flash-back. Quand nous avons été élus, j'ai rencontré l'ancien président d'Ateliers d'Art de France qui avait passé une convention avec la Ville.

Celle-ci intégrait trois points :

- ils rachetaient la chapelle de la Visitation dans la rue de l'Université et ils la réhabilitaient à leurs frais pour faire la nef qui est aujourd'hui magnifique ;
- nous nous engageons à subventionner le festival Ob'Art au Corum sur les artisans d'art ;
- la Ville s'était également engagée à favoriser les parcours des métiers d'art et l'installation des artisans d'art ; ce que nous faisons comme l'a dit Brigitte ROUSSEL rue du Général Vincent, îlot Péliissier, Figuerolles.

Quelle ne fut pas ma surprise de voir que le contrat n'avait jamais été signé et que les pauvres représentants de l'association Ateliers d'Art de France avaient investi sur la chapelle de la Visitation et n'avaient pas eu en retour les gages de subventionnement du salon Ob'Art et l'engagement de la Ville à créer les échoppes pour les artisans d'art. J'ai donc demandé que le dossier soit réétudié et nous avons enfin régularisé la convention. Sinon, cela pouvait mettre en péril Ateliers d'Art de France. Petit détail au débotté, au tournant de la conversation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **31. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Montant
1763	SOS RETINITE FRANCE	Fonctionnement	1 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **DROITS DES FEMMES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	Fonctionnement		450 €
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	Projet	EXPOSITION «L'EGALITE FILLE/GARÇON, C'EST BON POUR	500 €

			LES DROITS DE L'ENFANT »	
4703	AMICALE DU NID	Fonctionnement		1 300 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 250 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 3 550 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Qui demande des précisions à l'adjointe à la prévention, Caroline NAVARRE ? Nous allons pérenniser Octobre rose cette année. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

C'est l'occasion pour moi de remercier Caroline pour le travail qu'elle fait sur la prévention parce que la Ville fait beaucoup de manifestations de sensibilisation des publics.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Messieurs Alex LARUE et Jacques DOMERGUE sortent définitivement de séance.*

### **32. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452**

#### **I. REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : MAISON POUR TOUS LOUIS FEUILLADE**

La nouvelle Maison pour tous Louis Feuillade ouvre un théâtre de quartier de 150 places, il accueillera une programmation régulière, des propositions associatives, ainsi qu'un studio vidéo pour accompagner les projets des vidéastes et cinéastes amateurs.

Ces deux espaces pourront être mis à disposition selon les tarifs suivants :

<b>Théâtre</b>	<b>Tarifs 2018</b>
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €

Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

Studio vidéo	Tarifs 2018
Tarification / heure	15 €

## II. SERVICES A LA POPULATION

Après avoir consulté les acteurs de la communauté éducative, la Ville de Montpellier et l'Education Nationale ont défini un cadre de mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires pour la rentrée 2018 avec un retour à la semaine de 4 jours. Cette nouvelle organisation impacte les temps d'accueils périscolaires ainsi que les centres de loisirs municipaux qui ouvriront le mercredi en journée complète.

Il convient en conséquence de mettre à jour la délibération des tarifs municipaux afin de tenir compte de ces nouvelles modalités.

Les tarifs appliqués restent quant à eux inchangés.

### 1. LA RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 11 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

#### ▪ Modalités de détermination des tarifs

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

$\text{Tarif} = \text{Part fixe} + (\text{Taux d'effort} \times \text{Revenu mensuel avant abattement}) \text{ encadré par un plancher et plafond}$
---

Les revenus pris en compte sont :

- Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués

par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines avant le début de chaque vacance scolaire et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville :** [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr) (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte / Carte midi ») ;
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

Tarifs applicables à partir du 03/09/2018 :

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,09%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,08%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,07%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)				1,75 €
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €

Repas Adulte	6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »	4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »	10,00 €

## 2. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

*Les modalités de calculs, les revenus pris en compte ainsi que les modalités de réservation sont identiques à ceux de la restauration scolaire (cf. 1.2)*

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H30 (ou 8H45 si horaire dérogatoire) ET ACCUEILS SOIRS : 17H30-18H30 ou 17h45-18h30 si horaire dérogatoire (prix par enfant inscrit)				
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012 %	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010 %		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009 %		
Accueil après la classe ou Etude surveillée 16h30-17h30 (ou 16h45-17h45 si horaire dérogatoire)	GRATUIT			
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Pénalités appliquées à chaque retard à compter du 2 <sup>ème</sup> retard constaté dans l'année scolaire le lundi, mardi, jeudi, vendredi après 18H30				10 €

## 3. LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs municipaux sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 21 centres sont répartis sur la Commune représentant **1 200 places par jour**.

### ▪ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

<b>Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement</b>
---

▪ **Les revenus pris en compte**

**Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

**Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante. Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut s'opérer en cours d'année.

Tarifs applicables à partir du 03/09/2018 :

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587 %	7,00 €	16,10 €
2 enfants	0,536 %	6,50 €	14,60 €
3 enfants	0,485 %	5,50 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		

A noter que ces tarifs s'appliquent également dans les 5 ALSH ADOS\* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

\*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; François Villon et l'Escoutaire

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les tarifs de redevance d'occupation du domaine public relatif à la maison pour tous Louis Feuillade ;
- De préciser qu'ils seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- D'approuver les modifications liées au retour à la semaine de 4 jours et de préciser qu'elles seront applicables au 03/09/2018

**Michaël DELAFOSSE :** J'espère que vous avez réactualisé le site Internet sur les horaires de piscine puisque c'est 14 h 30 la fermeture pour Neptune.

**M. le Maire :** Il y a des animations l'après-midi.

**Michaël DELAFOSSE** : Mais, c'est fermé au public.

**M. le Maire** : Non, ils s'inscrivent.

**[Échanges hors micro]**

**Jean-Luc COUSQUER** : A l'inauguration de l'opération l'Été à la Mosson, j'ai pu exactement voir quelles étaient les activités proposées au centre Neptune qui est un des points d'appui les plus forts de cette opération où le grand bassin est ouvert pour certains de ces couloirs pendant toute la journée, où le bassin couvert et la pataugeoire sont ouverts toute la journée pour tous les gamins, où les mêmes enfants peuvent, s'ils le veulent, avoir des activités à partir de 17 heures sur le stade Jean Bouin et dans les coursives du stade de la Mosson. Nous avons une opération complète qui prend les enfants de 6 ans à 14 ans et pour lesquels l'accès à Neptune n'est absolument pas restreint.

**M. le Maire** : Monsieur EL KANDOUSSI puis Monsieur LEVITA et Monsieur TRAVIER.

**Abdi EL KANDOUSSI** : Simplement comme information : ce point de l'Été à la Mosson a été voté à la Métropole. C'est peut-être pour cette raison que Monsieur DELAFOSSE a raté cette information. Cela a été voté à l'unanimité et applaudi par l'ensemble des conseillers métropolitains puisque cela permet aux enfants de la Paillade mais également à ceux de Montpellier de venir participer aux animations sur le centre Neptune qui est donc ouvert le matin et qui est également ouvert l'après-midi mais de manière organisée ; c'est pour cela qu'on appelle ça des animations d'été. Tout simplement.

**M. le Maire** : Monsieur LEVITA.

**Max LEVITA** : Je ne vais pas vous parler de la piscine mais du tarif puisque la proposition de Monsieur DELAFOSSE me paraît un peu courte. Il y a plusieurs tarifs et je voudrais savoir sur lequel exactement il vote contre. Premièrement, on vous propose des tarifs pour la Maison pour tous Louis Feuillade. On met en place des tarifs de location qui sont calés sur les autres tarifs des Maisons pour tous. Deuxièmement point, on vous propose des tarifs pour les services de restauration scolaire en précisant comment cela fonctionne. Je voudrais souligner, Monsieur le Maire – car je trouve qu'on ne le souligne jamais assez – que grâce à l'engagement de Madame MARSALA – parce que c'est elle qui l'a voulu et nous l'avons accompagnée –, les tarifs pour la restauration scolaire vont de 1,75 € à 4,95 € et qu'il y a une répartition à peu près égale pour chaque niveau de tarif, ce qui n'était pas le cas précédemment. Précédemment, on avait une tarification dite sociale pour laquelle on n'avait pas de consommateur. C'est le type même de politique hypocrite contre laquelle nous nous sommes élevés et grâce au courage de Madame MARSALA nous l'avons mise en place. *mis cette solution en place.* ] ok

Troisième point sur les accueils de loisirs associés à l'école : ces tarifs, du fait de la disparition des TAP, remettent en place le système qui existait auparavant.

Quant au troisième tarif qui est les accueils de loisirs sans hébergement, c'est la reprise intégrale de ce qui existait auparavant sans aucune modification. Monsieur DELAFOSSE, vous votez donc contre ce que vous avez décidé dans les mandats précédents. Je vous remercie.

**Bernard TRAVIER** : Monsieur le Maire, chers collègues, je voudrais dire aussi à Monsieur DELAFOSSE qu'avec Madame YAGUE nous faisons en sorte de permettre l'accès aux activités



sportives et culturelles à ceux qui ne pouvaient pas éventuellement payer l'entrée. Comment fait-on ? En subventionnant l'association Culture et Sport solidaires. Cette association s'est réunie le 28 juin et, à ma grande surprise, aucun représentant du Département n'a jugé utile de venir. La charité, chez certains, est limitée par le Domaine d'O.

**M. le Maire :** Dites-moi, Monsieur TRAVIER, Culture et Sport solidaires est présidée par Monsieur GERMAIN-GERAUD ?

**Bernard TRAVIER :** Oui.

**M. le Maire :** Voilà l'explication. Monsieur GERMAIN-GERAUD est l'ancien directeur du service social du Département de l'Hérault. Cela veut dire que Monsieur GERMAIN-GERAUD qui, à la culture du Département de l'Hérault, avec qui j'ai beaucoup travaillé, nous fait confiance.

**Bernard TRAVIER :** Nous l'avons reçu l'année dernière, c'était plein à craquer. Cette année, à l'auditorium du Musée Fabre, ils ont refusé des participants parmi les éducateurs, les directeurs d'établissement. Je ne sais pas si Monsieur DELAFOSSE entend mais j'ai regretté qu'il n'y ait pas un élu investi dans le social au Département qui participe à cette réunion importante.

**M. le Maire :** Ne dites pas du mal du Département de l'Hérault.

**Bernard TRAVIER :** Ce n'est pas du mal. C'est le regret d'une absence.

**M. le Maire :** Le Département de l'Hérault, c'est ma deuxième famille après la Ville et la Métropole. Ça fait la troisième... D'ailleurs, je vais faire une confidence aux journalistes qui ont le courage de rester jusqu'à la fin et à tous nos collègues : je me suis inscrit à l'Amicale des anciens conseillers généraux de l'Hérault avec André VEZINHET, Loulou CALMELS, mon ami Francis CROS de la Salvetat-sur-Agoût et d'autres. Je vais donc regarder cela un peu plus de l'intérieur même si, dans une Amicale – Monsieur TRAVIER, vous le savez – on est sur un strapontin.

**Michaël DELAFOSSE :** Je vais répondre à la question de Monsieur LEVITA, si vous me le permettez. Je suppose qu'il n'y a pas de vote dissocié. Traditionnellement, vous l'avez toujours refusé. C'est un vote global. Je vous rappelle donc que sur les tarifs de cantine, on est constant sur la position de la réservation de deux mois. Pour le mercredi matin, ce sera difficile pour les familles. C'est notre position et en matière d'hypocrisie, Monsieur LEVITA, vous êtes élu depuis 1983, et beaucoup de références ont été faites à l'ancien mandat : charité bien ordonnée commence par soi-même.

**Max LEVITA :** Je pensais que vous alliez sortir des trucs de cet acabit. Je suis membre de la majorité depuis 1983. Je ne regrette rien. Je n'ai jamais voté contre quelque opération que ce soit de Madame MANDROUX. En ce qui concerne la restauration scolaire, vous savez que c'est un projet que j'ai porté dans l'ancien mandat que je n'ai pas pu faire aboutir, qui n'a pas abouti. Madame MARSALA a accepté d'en prendre le courage politique et nous l'avons mis en place. C'est une très belle opération qui nous fait honneur et c'est pour cela que je la souligne. Quant à me mettre en difficulté, en matière d'hypocrisie, je ne prends pas part aux discussions stupides dans lesquelles vous essayez de nous engager.

**M. le Maire :** Monsieur DELAFOSSE, vous dites souvent : vous êtes là depuis 1995, depuis 1983 mais je vais vous dire, il y a des mecs à 80 ans qui sont verts comme des poireaux et à 40, ils sont mous comme des chiques. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? C'est la vie, c'est comme

ça. On ne peut pas changer le monde. Il y a des gars à 80 ans qui cassent tout et il y en a à 20 ans qui ont peur de tout. Je n'y peux rien. Ce n'est pas juste. C'est vrai. Mais, c'est la réalité

Poursuivons. Qui est contre ? Six. Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

### **33. Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante**

La loi n°2015-991 du 07 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Cette démarche est donc une nouvelle étape dans l'évolution des finances publiques et de leur contrôle.

Après avoir candidaté à l'expérimentation de la certification de ses comptes, la Ville fait partie des 25 collectivités (dont 10 communes) retenues pour engager la démarche de certification garantissant le niveau de qualité de tenue de leurs finances. Sur les 10 communes retenues parmi les 25 lauréats, deux communes seulement comptent plus de 200 000 habitants : Montpellier et Paris.

La Ville de Montpellier, qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques, s'est engagée dans la démarche d'expérimentation de la certification de ses comptes, dans l'objectif de rationaliser ses procédures internes et d'améliorer la fiabilité de ses états financiers.

Dans le cadre de la convention définissant les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation à la certification des comptes de la Ville, et en application de l'article 110 de la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la formation commune à la Cour et aux chambres régionales des comptes a arrêté la synthèse annexée à la présente délibération.

Cette synthèse qui fait suite à la première phase de l'expérimentation, retranscrit les recommandations que la Ville doit mettre en place pour que ses comptes puissent être certifiés. Elle pointe notamment :

- L'actualisation des montants des participations financières détenues: sur ce point, la Ville et son comptable public ont procédé à la régularisation des immobilisations financières inscrites dans le bilan de la collectivité.

- La comptabilisation des opérations de transferts à la Métropole : Sur le dernier semestre, des transferts d'immobilisations immobilières ont été réalisés entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour un montant de 210 819 609,37 €. A ce même conseil municipal, des actifs seront transférés à la Métropole en pleine propriété pour un montant de 360 012 458,94 € représentant ainsi au total 570 832 068,30 €.
- La mise en place des inventaires physiques : l'inventaire comptable est à jour au 31/12/2017 mais pour renforcer sa sincérité et l'exhaustivité des biens retranscrits, la Ville a débuté l'élaboration d'une procédure plus formalisée de suivi de l'inventaire physique de la collectivité. Il est noté que cette recommandation concerne 23 collectivités sur les 25 expérimentatrices.

Cette synthèse clôturera la phase 1 de l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités locales. La phase 2 consistera à mener en accompagnement de la cour des comptes des audits ciblés sur certaines thématiques jusqu'en 2019. La 3<sup>ème</sup> étape sera la certification à blanc par un commissaire aux comptes des comptes de la Ville sur les exercices 2020 à 2022. La certification réelle interviendra sur l'exercice 2023. Chaque phase donnera lieu à une synthèse à soumettre au Conseil Municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de la synthèse du diagnostic global d'entrée.**

Le Conseil municipal prend acte.

### **34. Apurement annuel des régies Exercice 2018**

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Au cours de l'année 2017, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 170.00 € concernant 2 régies.

- Régie des Marchés Permanents
- Régie Maison pour Tous Albert Camus

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Les deux régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a, par la suite, été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Le déficit de ces deux régies résulte de ces circonstances.

Une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, en tenant compte des circonstances d'apparition du déficit.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celles-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- Donner un avis favorable, en accord avec la Trésorière Municipale, à ces demandes de remise totale détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Marchés Permanents	M. JARRY	20.00 €	10 Novembre 2017	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Maison pour tous Albert Camus	Mme MYR	150.00 €	7 Décembre 2017	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2018 aux chapitres 936 et 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à ces demandes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **35. Admission en non valeur Exercice 2018**

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables. La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de 17 540, 79 €.

Ce montant est accepté en non-valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant à des créances minimales de 2012 à 2016.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 17 540.79 € pour les admissions en non-valeur, dont la liste est jointe à la présente délibération et le montant prévu au budget 2018 au chapitre 943.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **36. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier**

Par délibération n°2013/228 du 6 mai 2013 et conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., qui précise que : « sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement.

Par délibération n°V2017/333 du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a procédé à une nouvelle mise à jour suite à la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Suite à la parution d'un nouveau plan de comptes M57 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018, il apparaît nécessaire de mettre à jour la délibération du 3 novembre 2017 en rajoutant les nouveaux articles issus de cette nomenclature.

Les autres dispositions restent inchangées.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

#### **1) L'amortissement linéaire :**

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé, d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service et d'autre part, que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...). Enfin le plan

d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

- 2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2 000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

- 3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Articles concernés	Libellé	Durées d'amortissement votées
202	Frais plans d'urbanisme	5
2031	Frais d'étude	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
204111	Subv. Equip. Etat biens et études	5
204112	Subv. Equip. Etat bât et installation	30
204113	Subv. Equip. Etat projet infrastructure d'intérêt national	40
204114	Subv. Equip. Etat voirie	30
204115	Subv. Equip. Etat monuments historiques	30
204121	Subv. Equip. Région biens et études	5
204122	Subv. Equip. Région bât et installation	30
204123	Subv. Equip. Région projet infrastructure d'intérêt national	40
204131	Subv. Equip. Dép. biens et études	5
204132	Subv. Equip. Dép. bât et installation	30
204133	Subv. Equip. Dép. projet infrastructure d'intérêt national	40
2041411	Subv. Equip. Commune GFP biens et études	5
2041412	Subv. Equip. Commune GFP bât et installation	30
2041413	Subv. Equip. Commune GFP projet infrastructure d'intérêt national	40
2041481	Subv. Equip. Autres Communes biens et études	5
2041482	Subv. Equip. Autres Communes bât et installation	30
2041483	Subv. Equip. Autres Communes projet infrastructure d'intérêt national	40
2041581	Subv. Equip. Group. biens et études	5
2041712	Subv. Equip. SNCF bât. ins.	30

2041723	Subv. Equip. RFF infrastructures	40
204181	Subv. Equip. Org. biens et études	5
204182	Subv. Equip. Org. bâtiments et install.	30
204183	Subv. Equip. Org. Infrastructures	40
20421	Subv. Equip. Privé biens et études	5
20422	Subv. Equip. Privé bâtiment et install.	30
20423	Subv. Equip.Privée Infra.	40
204421	Subv. Equip. Nature Biens et études	5
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	ACI	15
2051	Logiciels	5
2088	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
21321	Immeubles de rapport	30
21533	Autres réseaux câblés	20
21534	Réseaux d'électrification	20
21538	Autres réseaux	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10
21571	Matériel ferroviaire	20
21572	Matériel technique scolaire	20
215731	Matériel roulant de voirie	20
215738	Autre matériel et outillage de voirie	20
21578	Autres matériels techniques	20
2158	Installations et outillages techniques	20
2181	Installations générales, agencements	7
21821	Matériels de transport ferroviaire	7
21828	Matériels de transport	7
21831	Matériel informatique scolaire	7
21838	Autre Matériel informatique	7
21841	Matériel et mobilier scolaire	7
21848	Autre matériel et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
	Biens de faible valeur unitaire inférieure ou égale à 2000 euros TTC	1

La présente délibération abroge et remplace les délibérations relatives aux méthodes et durées d'amortissement du 6 janvier 1997, du 23 février 2000, du 30 mars 2009, du 6 mai 2013 et du 21 décembre 2017.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées ;
- Adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **37. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole**

Afin d'assurer une stricte conformité entre l'inventaire de la Ville de et son actif retrace dans le compte de gestion, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole de Montpellier exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - Voirie ;
  - Eclairage public ;
  - Espaces verts attenant à la voirie ;
  - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement ;
- Défense contre l'incendie ;
- Aire d'accueil des gens du voyage ;
- PLU.

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au PV comptable annexé, afin de prendre en compte



tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés s'établit à 360 012 458.94 € à la date du transfert ;
- Que le transfert comptable de la ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Approuver le PV comptable selon le modèle joint annexé à la présente délibération ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut le Premier Adjoint à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **38. Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public**

Conformément à l'article L1411-3 du code général des Collectivités Territoriales, les délégataires de service public sont tenus de transmettre à l'autorité délégante un rapport retraçant l'activité de l'exercice écoulé dont les modalités de présentation sont définies par le décret n°2016-86 du 01 février 2016.

La collectivité est tenue de procéder à l'examen de ces rapports qui est confié à la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public et à la Commission de Consultation des Services Publics Locaux.

L'analyse de ces rapports sera par la suite actée en Conseil municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acter la réception des rapports annuels provisoires des délégataires de service public pour l'exercice 2017 dans les délais conformes à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'analyse de ces rapports à la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, dont l'examen sera présenté en Conseil municipal ;
- D'autoriser la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **39. Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus - Approbation**

Les seuils de remboursement des élus et des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2017/344 du Conseil municipal du 3 novembre 2017.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire national, les agents et élus sont remboursés à hauteur de :

- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- Au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel),
- De façon forfaitaire à 15.25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, dans le cadre de l'exercice de leurs mandats locaux, les élus du Conseil Municipal ou les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer, dans le cadre d'un mandat spécial, des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville de Montpellier *ès qualités*.

Il vous est donc proposé de définir ainsi le mandat spécial :

- une mission répondant à cette définition et encadrée par une délibération ad hoc ;
- une mission répondant à cette définition et entrant dans la limite d'une enveloppe budgétaire de 25 000 € pour les élus de la Ville et 9 500 € pour les représentants de l'administration, correspondant aux crédits approuvés à cet effet au budget de la Ville),

et de rembourser dans ce cadre les frais induits au réel pour les élus et agents en représentation de la collectivité

En cas de déplacement d'élus ou administratifs non couvert par cette définition du mandat spécial, les règles prévues dans la délibération n°V2017/344 s'appliqueront.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais liés à des mandats spéciaux pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, dans les conditions définies ci-dessus ;
- De dire que la prise en charge de ces frais s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**40. Pose d'une horloge sur la façade  
de la Maison Pour Tous Marie Curie  
Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux**

L'esplanade Léo Malet, située devant la Maison Pour Tous Marie Curie, est un élément fort de centralité du quartier de Celleneuve et un lieu de rencontre intergénérationnel.

Cette fonction de centralité justifie l'installation d'une horloge au fronton de la Maison Pour Tous.

Pour ce faire, le dépôt d'un dossier de déclaration préalable de travaux est nécessaire.

Le montant de l'opération est d'environ 4 500€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de pose de cet équipement sur la façade de la Maison Pour Tous ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- De prélever le montant de la dépense sur le budget primitif de la Ville, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Ça, c'est mon affaire : pose d'une horloge sur la façade de la Maison pour tous Marie-Curie. Les boulistes, quand ils jouent, ne voient parfois pas passer le temps. Quand on joue aux boules avec la montre, ça gêne. Il faut avoir les mains libres pour bien jouer aux boules. Ils m'ont demandé lors d'une visite exploratoire du quartier Celleneuve de poser une horloge pour qu'ils puissent lire l'heure sur la façade principale de la Maison pour tous. On aurait pu mettre une grosse horloge énorme. On a choisi une horloge comme ça à peu près, toute simple, sur laquelle on voit bien les numéros de loin, qui est peu onéreuse et qui ne demande pas de grands travaux sur la façade pour pouvoir l'implanter. Je me suis engagé à mettre cette horloge avant la fin du mois de juillet. Elle sera posée avant la fin du mois de juillet.

Qui est contre l'horloge ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### 41. AFFAIRE RETIREE

#### 42. Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1

De par la mise à disposition de locaux pour des associations, la Ville de Montpellier poursuit son action auprès des acteurs associatifs de la Ville.

L'université du Tiers Temps sollicite la Ville pour la mise à disposition d'un local supplémentaire pour étendre ses activités pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2018.

Au vu de l'intérêt communal porté à cette structure, une mise à disposition à titre gracieux d'un local de 30 m<sup>2</sup> leur sera proposé. Cette redevance à titre gracieux constituant une subvention en nature, il convient d'approuver la valeur locative annuelle indiquée dans le tableau attributif ci-dessous, dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'Université du Tiers Temps.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant de la redevance minoré	Montant subvention
Université du tiers temps	2, place Pétrarque	3 900 €	0 €	3 900 €

Un avenant à la convention actuelle d'occupation temporaire du domaine public de l'Université du Tiers Temps doit être signé.

#### En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avenant à la convention d'occupation temporaire du domaine public joint en annexe ;
- D'approuver la gratuité de cette mise à disposition et de porter au compte administratif de la Ville et de l'université du Tiers Temps le montant de l'aide en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Nicole LIZA, Bernard TRAVIER avec la procuration de Gérard CASTRE, Annie YAGUE.)

### 43. Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"

La Ville de Montpellier est propriétaire de deux parcelles à usage de jardins familiaux au sein de la copropriété « Les Jardins d'Anne » située rue Montels Eglise.

Il s'agit des lots n°24 et n°29. La convention d'occupation précaire du lot n°29 est arrivée à échéance le 31 mars 2018. Ce lot est occupé par Madame Eve Lise BROS depuis 1997 qui souhaite renouveler la convention d'occupation.

Il est proposé d'établir une nouvelle convention précaire et révocable d'une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018. Le montant annuel du loyer est évalué au prorata de la surface occupée et sur la base de 1, 03 euro par an et par m².

Il est donc proposé d'approuver le loyer annuel indiqué dans le tableau attributif ci-dessous :

Nom de l'occupant	Numéro du lot et superficie	Valeur locative	Loyer annuel
Mme BROS Eve Lise	Lot n°29 – 221 m²	227, 63 €	227, 63 €

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le loyer annuel proposé à Madame BROS et d'inscrire les recettes correspondantes au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### 44. Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC

Dans le cadre de la mise en valeur de son patrimoine, la Ville de Montpellier a fait réaliser un diagnostic patrimonial de l'église Sainte-Croix de Celleneuve qui a mis en évidence la détérioration des parements extérieurs de l'église.

Les dégradations sont nombreuses et importantes : éclatement et chute du parement sur 1 à 2 cm d'épaisseur, effritement de la pierre, gonflements, fissures et lézardes, pierres hétérogènes. Un examen sanitaire des pierres est donc nécessaire afin d'établir un protocole de restauration respectant la pierre et adapté à chaque pathologie.

Le montant de ce diagnostic s'élève à 33 369 € H.T. La Direction Régionale des Affaires Culturelles

(DRAC) peut attribuer pour effectuer cette restauration, une subvention de 10 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la réalisation de cette opération ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 900 ;
- De solliciter auprès de la DRAC une subvention d'un montant de 10 000€ ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Vous savez que l'église de Celleneuve est une petite église romane qui porte le vocable de Sainte-Croix. Elle était hors les murs comme les deux autres paroisses champêtres que sont Montaubérou et Montels Eglise. Cette église romane est très bien conservée mais il y a des travaux à faire notamment dans sa partie supérieure. Nous allons engager les travaux avec l'aide de la DRAC puisque c'est un édifice classé et que l'urbanisme dépend de cet édifice à 500 mètres à la ronde.

Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**45. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de « Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. »**

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur gestion des ressources humaines au sein d'un pôle commun Ressources Humaines et Relations Sociales. Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Cette évolution de la politique des ressources humaines nécessite de développer une réflexion commune sur le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap et notamment la prise en charge de certaines actions relevant de cette problématique.

Préalablement à cette mutualisation, chaque entité a conclu ses propres marchés de transport de personnel en situation de handicap.

Ces derniers arrivent à échéance le 30/09/2018.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir dans le cas où le transport d'un agent communal ou métropolitain en situation de handicap serait nécessaire.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce marché est conclu sans minimum ni maximum.

Il sera conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Monsieur EL KANDOUSSI, dites-nous un mot sur cette affaire parce que c'est important tout de même.

**Abdi EL KANDOUSSI :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, c'est une délibération très importante qui permet de mutualiser l'appel d'offres lancé concernant la Métropole et la Ville de Montpellier permettant aux agents de la Ville de bénéficier d'un service de transport pour accéder à leur lieu de travail. Cela existait déjà mais c'était complètement séparé pour les deux collectivités. Nous avons souhaité, pour un souci de performance, associer les deux collectivités et lancer cette consultation. Elle sera effective dès la rentrée et reconductible trois fois. C'est donc tout bénéfice pour les agents de la Ville qui ont un handicap.

**M. le Maire :** Merci Monsieur EL KANDOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
 Pour : 57 voix  
 Contre : 0  
 Abstention : 0

#### **46. Modification du tableau des effectifs**

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

##### **Créations de postes :**

##### Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création de vingt-quatre postes  
 Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : Création de seize postes  
 Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de quatre postes  
 Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trois postes  
 Attaché principal : création d'un poste

##### Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de cent onze postes  
 Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trente-cinq postes  
 Agent de maîtrise : création de douze postes  
 Agent de maîtrise principal : création de vingt postes  
 Technicien : création de deux postes  
 Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de trois postes  
 Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trois postes  
 Ingénieur hors classe : création d'un poste

##### Filière Sportive :

Opérateur principal des activités physiques et sportives : création de deux postes

##### Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de deux postes  
 Adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe : création d'un poste  
 animateur : création de six postes  
 animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création d'un poste

##### Filière Sociale :

ATSEM principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trente-six postes

##### Filière Médico-Sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de vingt-sept postes  
 Puéricultrice hors classe : création d'un poste  
 Cadre supérieur de santé : création d'un poste



Filière Sécurité :

Brigadier-chef principal : création de quatre postes

**Suppression de postes (sous réserve de l'avis du Comité Technique du 09 Juillet 2018) :**Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de vingt-cinq postes

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de seize postes

Rédacteur : suppression de trois postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trois postes

Attaché : suppression d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de cent douze postes

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quarante-cinq postes

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : suppression d'un poste

Agent de maîtrise : suppression de vingt postes

Agent de maîtrise principal : suppression de deux postes

Technicien : suppression de trois postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trois postes

Ingénieur principal : suppression d'un poste

Filière Sportive :

Opérateur qualifié des activités physiques et sportives : suppression de deux postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de cinq postes

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quatre postes

Animateur : suppression d'un poste

Filière Sociale :

ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trente-six postes

Filière Médico-Sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de vingt-sept postes

Puéricultrice de classe supérieure : suppression d'un poste

Cadre de santé de 1<sup>ère</sup> classe : suppression d'un poste

Filière Sécurité :

Gardien-Brigadier : suppression de quatre postes

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.**

**Abdi EL KANDOUSSI :** C'est une délibération classique puisqu'elle permet de régulariser les modifications qui ont été apportées au tableau des effectifs. Simplement, cette année, près de 10 % des agents de la Ville ont bénéficié d'un avancement de grade c'est-à-dire près de 400 agents sur les 4 000 ; avec une grande partie de catégories C qui sont les plus petits salaires de la Ville de Montpellier. Petit élément complémentaire, c'était une promesse de campagne, Monsieur le Maire : la refonte du régime indemnitaire que vous aviez proposée fin 2013 - début 2014 dans notre feuille de route que nous avons portée et qui avait été distribuée à l'ensemble des agents de la Ville. Cela a été fait cette année après un travail de près de 12 mois avec l'ensemble des services de la Ville de Montpellier que je tiens d'ailleurs à remercier. Il s'agit des services des ressources humaines, la Direction générale et les organisations syndicales qui se sont énormément impliquées sur ce dossier. Nous avons réussi à mettre en place cette refonte du régime indemnitaire qui permet de rapprocher la filière technique et la filière administrative qui tire vers le haut les petits salaires de la Ville de Montpellier. Nous l'avons fait, Monsieur le Maire ; vous avez souhaité le faire mais nous ne l'avons pas fait 3 mois avant la fin du mandat. Nous l'avons fait plus de 2 ans avant la fin du mandat pour que les agents de la Ville puissent bénéficier de cet avantage qui ne fait que remercier et mettre en avant leur travail. C'est tout. Je voulais absolument en parler.

**M. le Maire :** Vous avez bien fait parce qu'effectivement la refonte du régime indemnitaire était un engagement de campagne. Le fait d'avoir permis en priorité aux agents de catégorie C d'être promus était aussi un engagement de notre part et nous l'avons réalisé en parfaite transparence avec les organisations professionnelles et syndicales.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **47. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe (DCGE) unique et identifié pour le pilotage des partenaires externes et contrats complexes, constituant ainsi un pôle d'expertise sur l'ensemble de ces champs de mission, en accompagnement des directions opérationnelles.

Cette direction mutualisée s'attachera à effectuer un contrôle et un suivi des relations entre les collectivités territoriales et leurs partenaires extérieurs, dits « satellites ». Elle aura une fonction transversale de conseil, et reste complémentaire aux directions supports existantes.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la création du service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Sabria BOUALLAGA entre en séance.*

**48. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de

Direction Organisation Etudes Evaluation qui reprendra les missions actuelles de la Direction Organisation Evaluation de la Ville et les missions orientées vers l'interne de la Direction du Pilotage et Contrôle de Gestion de la Métropole.

Les 2 unités, contrôle de gestion interne et organisation, composant cette nouvelle direction mutualisée œuvreront ainsi notamment autour des axes de travail suivant :

- La mise en œuvre de la formalisation et de l'évaluation des politiques publiques
- Le développement de la culture de l'innovation notamment à travers le projet d'administration
- Le développement de la culture et des outils du pilotage interne
- L'amélioration et la modernisation de nos fonctionnements grâce au conseil en organisation et à la démarche qualité
- La contribution à la performance, la modernisation et à la transversalité
- L'amélioration de la qualité de la relation usagers

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27

janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Finances.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Finances, constitué de 5 services, répond notamment aux objectifs suivants :

- Un gain de cohérence, de fluidité et de transparence au bénéfice des deux administrations ;
- Une sécurisation accrue des procédures financières ;
- Une recherche des marges de manœuvre nécessaires au bon fonctionnement du service public communal et métropolitain ;
- Des innovations au service des usagers et des services.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 48% pour la Ville et 52% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction des Finances,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** C'est la mutualisation du service des finances entre la Ville et la Métropole.

**Abdi EL KANDOUSSI :** Je peux en dire un mot ?

**M. le Maire :** Dites en un mot car nous avons de tellement bons résultats au service des finances ; on a de tellement bons fonctionnaires qui le servent avec fidélité et engagement que ce soit à la

Ville ou à la Métropole ; nous avons de tellement beaux résultats sur la régulation des taux d'imposition, sur la « full démat », sur la certification qui est un travail colossal que vous pouvez le dire Monsieur EL KANDOUSSI.

**Abdi EL KANDOUSSI :** J'en profite puisque ce dossier est passé en instance paritaire. Je me permets, Max, de remercier tes services et en particulier Madame BEREGLI et Monsieur DOMEIZEL qui ont fait un travail extraordinaire ces dernières semaines pour justement permettre la mutualisation des deux services Ville et Métropole. Il y a eu des moments peut-être un peu difficiles, des échanges intéressants mais, quoi qu'il en soit, constructifs puisque l'on a réussi à mettre en place le service mutualisé. J'écoutais ce matin Monsieur DOMEIZEL en instance paritaire qui nous disait que l'ensemble de son service était content du résultat final. Il faut quand même laisser un peu de temps au service de fonctionner mais je suis persuadé que nous arriverons à un fonctionnement tout ce qu'il y a de plus normal. Monsieur DOMEIZEL, merci pour le travail que vous faites au quotidien.

*Applaudissements.*

**M. le Maire :** Merci Monsieur EL KANDOUSSI.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**50. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) s'appuie notamment sur les 2 fondements suivants :

- Le processus de mutualisation se généralise de plus en plus et les directions concernées sont en attente de pouvoir disposer de procédures et références communes facilitant la compréhension et le fonctionnement des deux entités.

- Au sein même de la DAJCP, la mutualisation permet également de faciliter ce travail d'harmonisation des procédures afin d'éviter au maximum, selon que les agents travaillent pour le compte de la Ville ou de la Métropole de faire face à des procédures trop distinctes leur complexifiant le travail quotidien. Elle permet également de repenser globalement l'organisation de la Direction en termes de missions en profitant de la mise en commun des moyens.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 40% pour la Ville et 60% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**M. le Maire :** Chers collègues, je vous remercie pour ce Conseil municipal. Je vous souhaite de passer un bon été. Nous nous retrouverons le 27 septembre pour la prochaine session du Conseil municipal de la Ville et après-demain, à 17 heures, nous aurons le dernier Conseil de Métropole. Merci à tous.

*Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h45.*



# Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

## Table thématique des délibérations 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V2018-355	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2018 17 juillet 2018	27 Septembre Tome II/II	2018/1774
	<b>URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE</b>		
V2018-289	Projet de Schéma de Cohérence Territoriale révisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la Ville de Montpellier	27 Septembre Tome I/II	2018/1583
V2018-290	Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) « Marqueroze » - « Saint Lazare » « Secteur de l'allée du Tiers Etat » Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE	27 Septembre Tome I/II	2018/1599
V2018-291	Cession de la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier dans le cadre du renouvellement urbain quartier de la Pompignane	27 Septembre Tome I/II	2018/1602
V2018-292	Foncier-Espaces Publics - Rue Adam de Craponne Autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste	27 Septembre Tome I/II	2018/1604
V2018-293	FONCIER - Locaux 6 rue Maguelone Parcelle cadastrée HM 36 Désaffectation et déclassement du domaine public communal	27 Septembre Tome I/II	2018/1606
V2018-294	FONCIER - Vente dans le cadre d'une consultation Locaux situés 6 rue Maguelone Parcelle cadastrée HM 36 Vente à la société LA FONCIERE AMETIS	27 Septembre Tome I/II	2018/1609
V2018-295	FONCIER - Propriété ABANADES Lots 6, 7, 8 - 42 avenue Albert Einstein Acquisition	27 Septembre Tome I/II	2018/1613
V2018-296	Régularisation foncière entre la Ville de Montpellier et Mme JURVILLE - Echange sans soulte 140 rue Jules Isaac (parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison	27 Septembre Tome I/II	2018/1616



<b>V2018-297</b>	Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4, 5, 133 et OL n°69	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1618</b>
<b>V2018-298</b>	Travaux de Rénovation du Centre-Commercial « Le Polygone » Régularisation foncière par échange entre copropriétaires Ville de Montpellier - Grands Magasins Galeries Lafayette	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1621</b>
<b>V2018-299</b>	Avis de la Ville de Montpellier sur la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme, au titre de la compatibilité au regard des ZAC concernées (article L.153-39 du code de l'urbanisme)	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1623</b>
<b>V2018-300</b>	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°5D - "SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA"	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1626</b>
<b>V2018-301</b>	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°6bisB "SAS COGIM"	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1629</b>
<b>V2018-302</b>	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n° 7c1 - BACOTEC	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1632</b>
<b>V2018-303</b>	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°7c2 "BACOTEC"	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1635</b>
<b>V2018-304</b>	ZAC OVALIE - demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot 9B - ACM Habitat	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1638</b>
<b>V2018-305</b>	Concession Publique d'Aménagement MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR Opération Beausoleil Demande d'agrément de candidature LANGUEDOC MUTUALITE Lot A et B	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1641</b>
<b>V2018-306</b>	MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1644</b>
	<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>		
<b>V2018-307</b>	Délégation de Service Public Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier - Avenant n° 1	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1647</b>
<b>V2018-308</b>	Stationnement payant sur voirie Convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1650</b>
<b>V2018-309</b>	Partenariat d'éducation et de prévention routière Autorisation à signer la convention	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1652</b>
<b>V2018-310</b>	Actions d'accompagnement et de soutien des populations contre les accidents, sinistres et catastrophes Construction d'un abri pour remorques Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	<b>27 Septembre Tome I/II</b>	<b>2018/1654</b>

Numéro d'acte	Titre	Tome A compléter	Page
	<b>DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS</b>		
V2018-311	Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit	27 Septembre Tome I/II	2018/1656
Numéro d'acte	Titre	Tome A compléter	Page
	<b>RÉUSSITE ÉDUCATIVE</b>		
V2018-312	Participation au financement du Projet CONNEXIONS Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire	27 Septembre Tome I/II	2018/1661
V2018-313	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs en 2018-2019 - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature	27 Septembre Tome I/II	2018/1663
Numéro d'acte	Titre	Tome A compléter	Page
V2018-314	Attributions de subventions Ajustements suite aux bilans des temps d'activités périscolaires 2017-2018	27 Septembre Tome I/II	2018/1667
V2018-315	Attributions de subventions Classes de Découverte Rousses - Exercice 2018	27 Septembre Tome II/II	2018/1669
	<b>JEUNESSE ET SPORTS</b>		
V2018-316	QUARTIER CROIX D'ARGENT Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé Autorisation de déposer un permis de construire	27 Septembre Tome II/II	2018/1673
V2018-317	QUARTIER MOSSON Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	27 Septembre Tome II/II	2018/1675
V2018-318	PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN (Hauts de Massane) QUARTIER MOSSON Réhabilitation de l'équipement pour son adaptation à plus de pratiques sportives Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions	27 Septembre Tome II/II	2018/1677
V2018-319	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018	27 Septembre Tome II/II	2018/1679
	<b>RELATIONS AUX PUBLICS ET AFFAIRES MILITAIRES</b>		
V2018-320	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice 2018	27 Septembre Tome II/II	2018/1682

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
	<b>AFFAIRES SOCIALES</b>		
<b>V2018-321</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1684</b>
	<b>ENFANCE</b>		
<b>V2018-322</b>	LAEP Pause Gouter Convention d'occupation temporaire du domaine public Ville de Montpellier / Association Pause Gouter	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1687</b>
	<b>ECOLOGIE URBAINE</b>		
<b>V2018-323</b>	Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la gestion de l'eau - Avis de la Ville de Montpellier	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1689</b>
<b>V2018-324</b>	Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1693</b>
	<b>AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT</b>		
<b>V2018-325</b>	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire, Allée Paul Boulet	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1695</b>
<b>V2018-326</b>	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°2 Esplanade Charles de Gaulle	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1697</b>
	<b>CULTURE</b>		
<b>V2018-327</b>	Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019 - Programmation	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1699</b>
<b>V2018-328</b>	Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019 Partenariat avec la Librairie Sauramps	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1701</b>
<b>V2018-329</b>	Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019 Partenariats Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1703</b>
<b>V2018-330</b>	Cinéma Municipal Nestor Burma Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1705</b>
<b>V2018-331</b>	Contrat d'exposition entre Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste et la Ville de Montpellier Exposition de photographies "les oiseaux du nouveau monde"	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1708</b>

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
	<b>PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES</b>		
<b>V2018-332</b>	Appel à projet "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) de l'Agence Régionale de Santé Occitanie"	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1710</b>
<b>V2018-333</b>	Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1712</b>
<b>V2018-334</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1714</b>
	<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>		
<b>V2018-335</b>	Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1716</b>
<b>V2018-336</b>	Participation de la Ville de Montpellier à la Semaine Française organisée à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 10 au 13 octobre 2018	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1719</b>
<b>V2018-337</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1721</b>
	<b>FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE</b>		
<b>V2018-338</b>	Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1723</b>
<b>V2018-339</b>	SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1727</b>
<b>V2018-340</b>	MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1731</b>
<b>V2018-341</b>	Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1735</b>
<b>V2018-342</b>	Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport des administrateurs - Exercice 2017	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1739</b>
<b>V2018-343</b>	Modifications d'attributions de subventions - Exercice 2018	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1743</b>
<b>V2018-344</b>	Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée Métropole Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1745</b>
<b>V2018-345</b>	Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1748</b>

<b>V2018-346</b>	Reconstruction de la clôture entre le JAM et le square Ferdinand de Lesseps Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1750</b>
<b>V2018-347</b>	Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1752</b>
<b>V2018-348</b>	Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation - Autorisation de signature	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1754</b>
<b>V2018-349</b>	Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1757</b>
<b>RESSOURCES HUMAINES</b>			
<b>V2018-350</b>	Modification du tableau des emplois et des effectifs - Création d'un poste d'apprenti- Approbation	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1761</b>
<b>V2018-351</b>	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1763</b>
<b>V2018-352</b>	Recensement de la Population 2019 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1766</b>
<b>V2018-353</b>	Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1769</b>
<b>V2018-354</b>	Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire	<b>27 Septembre Tome II/II</b>	<b>2018/1772</b>



**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**



**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

**Projet de Schéma de Cohérence Territoriale révisé de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Avis de la Ville de Montpellier**

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération en date du 17 février 2006.

Le Schéma de Cohérence Territoriale définit les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain. Il organise la mise en cohérence spatiale de l'ensemble des politiques territoriales, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'environnement, des activités économiques et de paysage.

Dès la transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans l'élaboration d'un projet visant à apporter des réponses durables aux grands défis du XXI<sup>ème</sup> siècle auxquels le territoire doit faire face.

La démarche « *Montpellier Territoire, Métropole productive* » a permis, tout au long de son élaboration, de mettre en partage avec les élus les valeurs du territoire. Il résulte de cette démarche la définition de valeurs fondamentales de développement de l'espace métropolitain visant à développer une Métropole compétitive et ouverte sur l'extérieur dans le respect de l'environnement.

Dans la prolongation de cette démarche, une collaboration continue avec les Maires, dans différentes instances de travail, a rythmé l'élaboration du SCoT à différentes étapes.

A partir des grands défis territoriaux, les objectifs des politiques publiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ont été débattus lors de la séance du Conseil de Métropole du 22 février 2017, conformément à l'article L.143-18 du Code de l'urbanisme.

### **Un projet partagé avec les acteurs du territoire et la population**

Tout au long de la construction du projet de SCoT, la Métropole a tenu un rythme soutenu de réunions avec les Personnes Publiques Associées entre octobre 2016 et mai 2018, afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat), les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes et la section régionale de la conchyliculture.

Pour prendre en compte au mieux les enjeux agricoles, plusieurs rencontres ont été organisées, en particulier avec la Chambre d'Agriculture et le syndicat des Jeunes Agriculteurs. Elles ont permis de faire évoluer le projet afin de réduire les impacts des secteurs de développement urbain projetés sur les terres agricoles irrigables. Dans ce cadre, les actions collectives à construire ont été identifiées telles que la reconquête du foncier délaissé, l'accompagnement à l'installation d'exploitants agricoles et la définition d'outils d'évaluation du projet dans le cadre d'une gouvernance partenariale.

Les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ont été concertés pendant la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT, notamment lors de réunions publiques au 1<sup>er</sup> semestre 2017 et la mise à disposition au fur et à mesure des différentes pièces du projet de SCoT2.

Deux associations agréées de protection de l'environnement ont été consultées à leur demande lors de l'élaboration du document : Mosson Coulée Verte et Paysages de France.

Sur le territoire de la Métropole, trois syndicats ont une approche pointue du cycle de l'eau sur les bassins versants qui le concernent et sur le fonctionnement des étangs. Il s'agit du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO), sur l'Est du territoire, du Syndicat Mixte du Bassin Lez (SYBLE), sur les bassins du Lez, de la Mosson et jusqu'aux étangs Palavasiens, et le Syndicat mixte des Etangs Littoraux (SIEL), notamment sur les 3 communes littorales de la Métropole. Plusieurs temps d'échanges ont été organisés avec ces acteurs du territoire pour prendre en compte leurs recommandations en ce qui concerne la gestion de l'eau, la préservation de la biodiversité liée au fonctionnement hydraulique du territoire, les espaces minimum de bon fonctionnement des cours d'eau et la gestion des inondations. Ce travail itératif s'est conclu par une présentation en Commission Locale de l'Eau le 5 juillet 2018, ayant permis à la Métropole de recueillir, encore informellement à ce stade, – à l'unanimité – un avis favorable sans réserve s'agissant de la compatibilité du projet au regard du SAGE Mosson-Lez-Etangs Palavasiens.

### **Quatre grandes orientations fondent le projet du SCoT :**

*Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser*

L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le 1<sup>er</sup> facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement. Le développement urbain est, de ce fait, contenu sur un tiers du territoire, en favorisant les réinvestissements et les densifications urbaines le long des axes de transport en commun. La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols, qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. Pour cela, il s'agit de considérer les espaces agro-naturels comme le socle d'un « Grand Parc métropolitain » qu'il s'agit de pleinement intégrer au développement de la Métropole, en veillant à la fois à préserver ses espaces, à les valoriser par des fonctions adaptées à leurs caractéristiques et à favoriser leur appropriation par les citoyens de manière raisonnée. Il s'agit aussi de définir des modalités d'accompagnement d'une politique agroécologique et alimentaire, ainsi que de mieux définir l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers, afin de réactiver efficacement la diversité des fonctionnalités (écologiques, productives, récréatives ...) de ces espaces.

- Ainsi sur le territoire de la Ville de Montpellier, deux secteurs Thomassy et Montaubérou, respectivement au nord et à l'est de la commune, initialement urbanisables dans le cadre du SCoT élaboré en 2006, ont été restitués à l'armature des espaces naturels et agricoles.

- Par ailleurs la Ville développe au travers notamment de ces parcs et jardins un réseau végétal dont le projet de SCoT révisé souligne ses fonctionnalités environnementales et ses valeurs d'usage (sociale, éducative et récréative).

#### *Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets*

La prévention des risques naturels est au cœur des préoccupations de la Métropole et doit s'exprimer par une urbanisation et des aménagements plus résilients. La Métropole doit en effet s'« acclimater » en s'adaptant au changement climatique et en atténuant ses effets, principalement en tenant compte des risques d'inondation et en modérant autant que possible l'effet « îlot de chaleur urbain » notamment lors des épisodes caniculaires. Le redéploiement agricole peut jouer un rôle essentiel en matière de résilience du territoire face aux risques climatiques, notamment afin de mieux respecter le grand cycle de l'eau, principalement par ses effets sur la diminution des ruissellements en amont. De même, les actions de verdissement des milieux urbains, conduisant à désimperméabiliser les sols, permettent d'atténuer à la fois les risques liés aux inondations et les effets « îlot de chaleur urbain ».

#### *Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent*

Le territoire doit également savoir anticiper son dynamisme démographique, confirmé par les observateurs pour les années à venir : la croissance démographique de la Métropole, lissée sur la période 2019-2040, est positionnée autour de 1 % dans le projet de SCoT, soit un nombre total d'habitants compris entre 570 000 et 590 000 en 2040. Cette croissance s'appuie sur un fort renouvellement des populations. La diversité des parcours résidentiels sera programmée en conséquence, en concevant une Métropole pour tous. Jusqu'à aujourd'hui, la priorité a été principalement orientée sur l'aménagement de nouveaux quartiers en extension des villes et villages. Si ceux-ci restent indispensables pour maîtriser le développement dans un contexte de croissance de la population, il convient toutefois d'affirmer le réinvestissement des tissus urbains existants dans le respect des identités du territoire et des contraintes qui pèsent sur les possibilités de densification des tissus existants, pour économiser la consommation foncière et éviter les impacts sur l'environnement naturel et sur l'agriculture.

Pour accompagner ce développement, les mobilités doivent être conçues de manière multimodales, interconnectées à toutes les échelles (de l'échelle internationale à la ville des courtes distances), en passant par l'organisation des mobilités des pendulaires sur le grand bassin de vie et les connexions régionales favorisant les coopérations à l'échelle de l'aire métropolitaine vécue. Le réseau de transport en commun doit continuer à être développé en s'appuyant sur un réseau armature structurant (trains et Transports en commun en sites propres urbains –TCSP–). La ville des courtes distances pour les modes actifs (« doux ») doit être favorisée et une politique de partage de l'espace public doit être menée, permettant de répondre à l'évolution des usages en repensant l'espace public comme support partagé des pratiques urbaines.

- La Ville de Montpellier développe depuis plusieurs années des opérations de réinvestissement urbain, notamment les projets St Roch, EAI et Restanque. Cette orientation devra être poursuivie afin de limiter la consommation des espaces naturels et agricoles tout en faisant face aux besoins résidentiels de la population.

Complémentairement, plusieurs secteurs à vocation mixte, en extension, ont été également identifiés sur le territoire de Montpellier notamment afin de développer une offre de logement diversifiée, notamment : secteur Bouisses-Grèzes-Château Bon à l'ouest, Coteaux au nord, Port Marianne et Cambacères à l'est.

- S'agissant de l'armature de déplacements, le projet de SCoT révisé identifie les axes majeurs de déplacements de la Ville de Montpellier et fixe les orientations tant sur le développement des modes alternatifs à l'autosolisme que sur les enjeux de rabattement et d'articulation au sein du Cœur de Métropole, et plus largement au sein de l'aire métropolitaine.

#### *Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois*



Le développement économique et de l'emploi demeure une préoccupation majeure dans une Métropole aux visages contrastés, entre des taux remarquables de création d'entreprises et d'emplois et des taux élevés de chômage. De ce fait, la Métropole doit redoubler d'efforts pour soutenir l'activité économique, à la fois les activités innovantes et de pointe à forte valeur ajoutée et les activités plus traditionnelles. Pour ce faire, elle doit diversifier ses offres foncières et immobilières dans le prolongement de son Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et surtout, elle doit corriger la carence du SCoT de 2006 en créant une offre adaptée pour les activités qui ne peuvent pas s'intégrer au tissu urbain : nouveaux parcs d'activités pour entreprises artisanales, logistiques, industrielles, business-parc... Parallèlement, il convient aussi de réintroduire l'emploi en ville et de réinvestir les anciens parcs d'activités pour remobiliser des capacités foncières à partir de l'existant.

Le redéploiement agricole est un autre axe économique important de la Métropole, qui s'exprime à travers sa politique agroécologique et alimentaire dont le SCoT a pour ambition de constituer le « socle ».

L'offre commerciale doit, elle aussi, mieux s'intégrer au projet de territoire. Le commerce doit être renforcé dans les tissus urbains constitués ou dans les nouveaux quartiers, en tant que « matière première » de la mixité fonctionnelle et de l'animation des villes et des villages. Les zones commerciales de périphérie, quant à elles, doivent être réinvesties pour être densifiées et leur mixité doit être recherchée chaque fois que possible.

- En complémentarité du réinvestissement des zones d'activités existantes, plusieurs secteurs à vocation économique ont été identifiés sur le territoire de Montpellier ; Blanquette au nord, Sud Zenith, Est Cambacères ainsi que le secteur de Rastouble

## LES ORIENTATIONS DU PROJET

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et du Document d'Orientation et d'Objectifs se structurent à partir de trois défis :

1. Une Métropole acclimatée
2. Une Métropole équilibrée et efficace
3. Une Métropole dynamique et attractive.

### **1. Une Métropole acclimatée**

#### **1.1 Protéger et reconquérir les composantes agro-naturelles, les paysages et la biodiversité pour mieux les valoriser**

Le SCoT de 2006 a permis de préserver les espaces naturels et agricoles en freinant l'étalement urbain. Il n'a toutefois pas vraiment suscité la mise en oeuvre de projets permettant de les valoriser. Faute de réelle appropriation collective, l'équilibre de ces espaces est fragile et relève d'un double enjeu essentiel de préservation de la biodiversité et de renouvellement économique, notamment agricole. Préserver durablement ces espaces naturels et agricoles nécessite donc de les mobiliser au mieux en tant que supports de ressources écologiques, de projets et d'usages intégrés.

Le SCoT définit, au préalable, l'ensemble des dispositions permettant d'encadrer la constructibilité dans les espaces agro-naturels. S'il poursuit les objectifs du SCoT de 2006 en matière de lutte contre le mitage, mais les dispositions du projet de SCoT révisé sont de nature moins générique et plus précise, notamment en matière :

- d'encadrement des possibilités d'évolution des constructions existantes dans le but de les valoriser ;
- de création de constructions sans destination agricole, forestière et pastorale, pour des équipements qui ont vocation à se trouver dans les espaces agro-naturels ou qui sont techniquement incompatibles avec le tissu urbain ;
- de localisation, par exception, d'installations dans les espaces agro-naturels pour des projets spécifiques et cohérent avec les ambitions du territoire (fermes ressources, tourisme, valorisation et extension d'ensemble patrimoniaux...).

##### **1.1.1 Faire du paysage un bien commun**

*Révéler le paysage à travers l'affirmation d'un Grand Parc Métropolitain*

Le SCoT révisé affirme la volonté forte de faire du paysage un agent actif de la structuration et de l'animation du territoire. Les espaces naturels et agricoles sont ainsi identifiés comme composantes d'un « Grand Parc Métropolitain » où le paysage se révèle comme un véritable bien commun, vecteur de cohésion sociale. Le Grand Parc doit à la fois permettre de préserver la très grande richesse paysagère et environnementale des espaces agro-naturels, éléments fondamentaux de la qualité du cadre de vie, et de le donner à découvrir et l'ouvrir à des usages contrôlés (agroécologie, gestion hydraulique intégrée, culture, loisirs...) pour favoriser son appropriation, avec le souci qu'il bénéficie au plus grand nombre.

Si le SCoT révisé s'inscrit en continuité du SCoT de 2006, en poursuivant les mêmes objectifs de préservation et de valorisation du paysage agro-naturel, il complète toutefois cet objectif en l'étayant et en l'approfondissant. A l'échelle du territoire métropolitain, il définit un ensemble de prescriptions visant à favoriser la constitution de trames végétales paysagères, y compris dans les espaces urbains, à requalifier les entrées de ville et à valoriser les morphologies urbaines des villes et villages dans leur rapport au grand paysage.

Au sein même des espaces agro-naturels, un ensemble de prescriptions concerne la mise en valeur du réseau hydrographique, armature fondamentale du paysage métropolitain. Dans l'objectif de faire vivre les espaces agro-naturels, il intègre plusieurs recommandations, comme la promotion des activités sylvo-pastorales.

*Valoriser les limites et les lisières agro-naturelles des villes et villages pour maîtriser durablement leur contour*

Le SCoT révisé poursuit ici les mêmes objectifs que le SCoT de 2006 visant à définir un dispositif spatial pertinent pour limiter efficacement l'étalement urbain. Cependant, il tire le bilan du SCoT précédent sur la portée effective de ses dispositions en visant à mieux préciser les notions de « limites », de manière à favoriser un véritable traitement qualitatif permettant une valorisation mutuelle entre tissus urbains et espaces agro-naturels.

La priorité est donnée à l'identification, la préservation et la mise en valeur de l'ensemble des « lisières urbaines », en tant que lieux de transition entre les espaces urbanisés ou à urbaniser et les espaces naturels et agricoles. Le SCoT révisé enrichit, de manière notable, les prescriptions à travers des objectifs en matière de maîtrise de la formalisation des limites, de valorisation des lisières agro-naturelles et d'incitation à la prise en compte des usages dans les franges urbaines. Pour ce faire, le SCoT instaure 3 dispositifs jouant de manière complémentaire :

- les « limites urbaines », qui définissent l'enveloppe maximale des espaces d'urbanisation existante et engagée ou des extensions urbaines tels que définis sur les plans de secteur. Comme dans le précédent SCoT, deux types de limites sont distinguées :

- les limites déterminées qui correspondent aux franges de l'urbanisation existante et engagée. Elles marquent une limite ferme à l'échelle du SCoT ;
- les limites à formaliser qui correspondent aux franges des sites ne présentant pas de déterminants spatiaux avérés. Elles nécessitent un travail de définition dans le cadre d'une conception d'ensemble maîtrisée ;

- les « franges urbaines », qui définissent une bande longeant les limites urbaines, au sein des espaces d'urbanisation existante ou engagée ou des extensions urbaines, pour gérer les occupations du sol au contact des espaces agro-naturels. Le SCoT fixe un ensemble de recommandations visant à éviter les conflits d'usage et à favoriser les continuités entre ville et campagne, ainsi qu'à valoriser leur paysage ;

- les « lisières agro-naturelles », positionnées dans le prolongement immédiat des limites urbaines et intégrées à l'armature des espaces agro-naturels. Ces espaces doivent faire l'objet de projets valorisant leurs caractéristiques paysagères et leurs potentiels d'usages en rapport avec leur vocation et en compatibilité avec leurs caractéristiques.

*Valoriser le paysage naturel et patrimonial du littoral au sein du Grand Parc Métropolitain*

Par rapport au SCoT de 2006, le SCoT révisé renforce les dispositions visant à préserver le paysage identitaire du littoral, secteur présentant une grande sensibilité environnementale. Il identifie, pour ce faire, un certain nombre de trames structurantes (réseau végétal, réseau hydrographique, entrées de ville...) pour lesquels il établit des prescriptions permettant d'en assurer la préservation. Il définit, conjointement, des

objectifs de développement durable spécifiques à chacun des milieux constitutifs du littoral métropolitain, à savoir :

- le cordon littoral, au niveau du lido de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- les étangs littoraux et les rivages lacustres ;
- les prairies et zones humides ;
- les espaces agro-naturels rétro littoraux.

Des prescriptions s'attachent, par ailleurs, à favoriser l'intégration paysagère des extensions urbaines et des infrastructures, notamment à « réparer » les territoires marqués par la réalisation de ces infrastructures.

Par ailleurs, le SCoT poursuit un objectif fort de résorption du mitage qui impacte de façon importante les communes littorales. L'armature agro-naturelle a vocation, ainsi, à ne pas être bâtie. Le SCoT indique la nécessité de prendre les dispositions réglementaires suffisantes pour interdire toute construction, installation, occupation illicite et favoriser le cas échéant un retour à l'état naturel des sites cabanisés. Une disposition complémentaire concerne l'intégration paysagère du bâti diffus, consistant à encadrer les possibilités d'évolution pour les bâtiments agricoles, traditionnels ou existants, dans la limite des possibilités offertes par la Loi Littoral.

### 1.1.2 Préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire

La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux Causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, favorise la présence d'une diversité biologique exceptionnelle. Néanmoins, l'analyse du territoire montre que l'érosion de la biodiversité s'est aggravée, avec la poursuite de la destruction des habitats naturels et de la fragmentation des milieux. Le SCoT de 2006 abordait les enjeux de préservation de la biodiversité uniquement sur le secteur Littoral, au sein des espaces naturels remarquables. Depuis, les exigences législatives se sont enrichies et fixent maintenant un objectif de « zéro perte nette » de biodiversité.

Dans ce cadre, le SCoT révisé développe un dispositif complet de réservoirs et corridors pour préserver et valoriser la biodiversité du territoire, intégrant notamment les dispositions du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) qu'il doit prendre en compte. L'exercice de déclinaison du SRCE au 1/100 000 à celle du SCoT au 1/25 000 a permis de compléter significativement les réservoirs de biodiversité identifiés au SRCE, en ajoutant celui de la Gardiole par exemple. Au total, plus de 3 000 ha supplémentaires sont ainsi préservés par rapport au SRCE. Le SCoT fait ainsi de la trame verte et bleue une composante fondamentale du projet de territoire, son dessin s'articulant notamment avec les extensions urbaines auxquelles elle a vocation à imposer des limites et/ou des espaces de continuité assurant le déplacement des espèces. Cette trame se décline en différents espaces d'importance écologique variable et hiérarchisée, déterminant une occupation des sols adaptée aux fonctionnalités écologiques associées. Elle concerne également l'urbanisation existante.

La trame verte et bleue se compose de plusieurs éléments auxquels sont associés des objectifs différenciés qui les hiérarchisent :

- les réservoirs de biodiversité, où la biodiversité est particulièrement riche et nécessite des mesures de protection accrues ;
- les corridors écologiques, axes de déplacements des espèces qui connectent les différents réservoirs ;
- la matrice des espaces agricoles et naturels, qui assure également la continuité des milieux.

Par ailleurs, en milieu urbain, les liaisons écologiques « en pas japonais », assurent une certaine perméabilité au travers de milieux relais ponctuels.

### 1.1.3 Préserver et réactiver les espaces agro-naturels, socle d'un système agricole et alimentaire territorial durable

L'objectif général est de préserver et réactiver les espaces agro-naturels qui, dans leur diversité, jouent un rôle structurant dans l'organisation du territoire en matière d'économie agricole, d'environnement, de résilience, d'aménagement, de qualité paysagère, de cohésion sociale et de développement de nouveaux usages. Ils constituent le socle du développement d'un système alimentaire durable, pour permettre l'accès du plus grand nombre à une alimentation saine et locale.

Les orientations du SCoT révisé s'inscrivent tout d'abord dans l'objectif de préserver durablement 2/3 du territoire en espaces naturels et agricoles et de limiter durablement l'urbanisation au 1/3 du territoire restant, en focalisant notamment les efforts sur le réinvestissement de l'existant. Le projet identifie l'ensemble de

l'armature agro-naturelle comme espace support pour la consolidation du tissu agricole existant, où sont identifiées :

- des terres à forte valeur agricole, définies par leur desserte par les réseaux d'irrigation, le potentiel agronomique des sols et leur identification au titre des Signes d'indication de qualité et d'origine (AOP notamment) ;
- des terres à forte sensibilité agro-environnementale, où il s'agit de reconnaître l'importance et la valeur spécifique de pratiques agricoles adaptées pour contribuer à la préservation de l'environnement, à l'acclimatation du territoire ou encore à la diminution de l'exposition aux risques sur ces secteurs ;
- des secteurs pilote d'action et d'animation foncière.

Pour répondre aux besoins de l'appareil de production nécessaire à la filière agricole, le projet prévoit d'intégrer pleinement l'agriculture dans la dynamique d'une économie productive du territoire. Ce développement s'appuie notamment sur les possibilités générales d'activités, de constructions et d'aménagements admises au sein des espaces agro-naturels. Il s'agit aussi de conforter et requalifier le MIN et de constituer un archipel de relais locaux pour développer la promotion et la commercialisation des circuits courts des productions locales au plus près de la population, avec notamment les Portes Métropolitaines appelées à jouer un rôle clef.

Enfin, pour conforter la filière agricole sur le territoire et s'inscrire dans une démarche cohérente, intégrée et durable, le projet prévoit les principes d'anticipation de la stratégie de définition et de mise en oeuvre des mesures de compensation et, au-delà, de Déploiement et de reconquête agricoles.

#### 1.1.4 Conserver et accroître le réseau végétal des villes

Complémentairement aux orientations précédentes, le SCoT révisé donne une place primordiale au réseau végétal dans l'organisation urbaine du territoire, dont les fonctions contribuent à mettre en oeuvre plusieurs thématiques fortes du projet : préservation de la biodiversité, développement de l'agriculture, y compris en ville, adaptation au changement climatique, résilience face aux risques, etc.

Dans le SCoT de 2006, les parcs et espaces de loisirs permettaient d'accueillir des projets d'équipement et de construction s'ils étaient liés à la vocation de ces espaces. En complément de ces orientations, le SCoT révisé donne une fonction écologique à certains de ces espaces, en cohérence avec la création d'une trame verte et bleue. Il promeut également le développement d'un réseau végétal pour toutes les aménités environnementales, alimentaires et urbaines qu'il procure.

#### 1.1.5 Activer et déployer la multifonctionnalité des espaces agro-naturels

Le SCoT de 2006 posait les bases de la préservation durable et de la valorisation des espaces agro-naturels en fixant des limites à l'urbanisation. Le SCoT révisé poursuit et complète cette ambition en développant des mesures pour activer les espaces agro-naturels et déployer une réelle politique agro-écologique et alimentaire. Le projet porte ainsi une stratégie globale et intégrée d'activation de ces espaces, en identifiant les champs d'intervention situés en interface entre plusieurs politiques publiques : recherche-pédagogie et agriculture ; tourisme et agriculture ; biodiversité, risques et agriculture.

Le projet agro-écologique s'appuie, en particulier, sur le développement d'un réseau de fermes ressources, lieux hybrides et plurifonctionnels, démonstrateur de la politique agro-écologique et alimentaire du territoire. Ces fermes ressources pourront prendre place dans les grands domaines et mas identifiés sur le document graphique du SCoT.

La Métropole porte, par ailleurs, une vision intégrée et résiliente du territoire, à partir des composantes structurantes de son écosystème agro-naturel et de la traduction volontaire et ambitieuse de la séquence « Eviter-Réduire-Compenser ». A cette séquence s'ajoute l'ambition de « Déployer » l'agro-écologie et la biodiversité sur le territoire, ce qui constitue un nouvel axe d'intervention pour les politiques d'aménagement de l'espace.

## **1.2 Gérer les risques et nuisances et anticiper leurs évolutions face au climat**

Le SCoT de 2006 comportait des mesures pour gérer les deux principaux risques naturels impactant le territoire : les inondations et les feux de forêt. Il posait, en premier lieu, principe de la localisation des extensions urbaines en dehors des zones rouges (aléa fort) des PPRi et PPRif. En second lieu, il affirmait le principe de gestion des eaux pluviales à la source et visait à maintenir, voire renforcer l'écoulement naturel des cours dans les lits majeurs. Enfin, il prenait en compte, en matière de risques anthropiques, les mesures de protection contre le bruit en évitant, sur les sites d'extension urbaine potentielle, de positionner des

habitations nouvelles dans les zones de bruit supérieur à 55 dB(A).

Le SCoT révisé s'inscrit dans la continuité de ces orientations, qu'il enrichit avec des orientations relatives à des risques qui sont maintenant mieux connus : l'effet « îlot de chaleur urbain », le risque submersion, la pollution de l'air. Il identifie, par ailleurs, les extensions urbaines présentant des enjeux hydrauliques particuliers, pour lesquels des études complémentaires ont été menées.

Le SCoT révisé construit une stratégie de gestion des risques naturels adaptée à chaque arc du territoire : l'amphithéâtre des garrigues, la plaine urbaine et agricole, le littoral. Face aux évolutions dues au changement climatique, l'objectif est triple : s'adapter, atténuer les effets et améliorer la résilience du territoire. D'autres risques concernent l'ensemble du territoire, le projet mettant en avant la nécessité de penser de manière globale les interventions pour mieux gérer les risques d'inondation, du ruissellement dans les vallées à la submersion, en passant par les débordements des cours d'eau. De ce point de vue aussi, le rôle du redéploiement agricole est souligné.

Concernant les risques de natures anthropiques, l'ensemble des politiques publiques, en particulier celle du système de déplacement, est mobilisé pour contribuer à limiter les nuisances sonores et la pollution de l'air.

### **1.3 Optimiser les ressources du territoire**

#### **1.3.1 Gérer et ménager les ressources en eau**

Le SCoT de 2006 identifiait la nécessité d'assurer un phasage entre l'ouverture à l'urbanisation des espaces d'extensions urbaine potentielle et les programmes d'investissement pour la réalisation des équipements de traitement et de gestion des eaux potables et usées. Il donnait également des orientations relatives à la gestion des eaux pluviales de manière intégrée afin de contribuer à la qualité urbaine des projets d'aménagement et posait le principe de sécurisation des périmètres de captages.

Le SCoT révisé réaffirme les principes posés et complète le dispositif en apportant une vision à l'échelle du grand territoire pour la gestion et la sécurisation de la ressource en eau en portant une vision globale du grand cycle de l'Eau, en particulier face aux enjeux liés au changement climatique. Il développe également des mesures différenciant les sources d'eau à utiliser en fonction des usages (agriculture, eau potable). Enfin, il développe une approche globale du cycle de l'eau, en reliant préservation des ressources en eau et prévention des risques.

#### **1.3.2 Contribuer à la mutation du modèle énergétique de la Métropole**

L'objectif du SCoT révisé est de définir l'ensemble des axes d'intervention pour contribuer à la transition énergétique du territoire. Ces axes d'intervention sont nécessairement transversaux et s'appliquent à toutes les politiques publiques de l'aménagement et du développement du territoire. Pour répondre à ces évolutions indispensables, le Plan Climat Air Energie Territorial et le Schéma Directeur Air Energie Climat de Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'élaboration a débuté en 2018, viendra préciser et territorialiser les enjeux énergétiques en compatibilité avec le présent SCoT.

Le SCoT révisé s'inscrit en continuité et en amplification du SCoT de 2006. Les orientations et le caractère opérationnel du SCoT de 2006 sont les précurseurs de la mise en oeuvre d'une politique énergie climat globale amorçant l'atténuation des effets du changement climatique sur le territoire métropolitain, notamment à travers la maîtrise de l'étalement urbain, l'intensification de l'urbanisation, l'articulation développement urbain / axes de transport en commun structurants et la promotion de la ville des proximités. Dans son prolongement, le SCoT révisé est conçu pour accompagner les grandes évolutions prévues dans ce domaine en matière notamment de maîtrise de la demande en énergie, en favorisant la mise en place d'installations de production d'énergie renouvelable et en anticipant la mise en place de systèmes énergétiques complémentaires et interconnectés. Pour poursuivre la lutte contre la précarité énergétique, le SCoT identifie également la rénovation thermique du parc existant comme levier principal d'action. Par ailleurs, afin de faire évoluer le modèle énergétique, le SCoT promeut les mobilités post-carbone, en valorisant un réseau armature de transport en commun, un réseau de Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) et les modes actifs et intègre les dispositions spatiales et de mise en cohérence qui en découlent.

#### **1.3.3 Structurer la filière de gestion des déchets**

Les orientations du SCoT de 2006 en matière de déchets prenaient en considération les besoins induits par le développement d'une filière globale incluant une valorisation par méthanisation et notamment, la localisation d'au moins un centre de stockage de déchets ultimes sur le territoire ou à proximité.

Au regard des perspectives d'évolution démographique, le SCoT révisé pose les conditions d'une stratégie pérenne de traitement des déchets, minimisant le plus possible le recours à l'enfouissement par une réduction des déchets à la source et une optimisation de la valorisation et du tri et des déchets à un coût maîtrisé. Ainsi, la réception fin 2019 d'un nouveau centre de tri des déchets recyclables secs d'une capacité de 35 000 tonnes par an, en cours de réalisation, permettra la mise en oeuvre de l'extension des consignes de tri des plastiques en même temps que l'accueil des déchets produits par les nouveaux arrivants. L'amplification de la valorisation des bio-déchets déjà largement engagée, notamment au sein de l'usine de méthanisation Amétyst, et la mise en place de filières de valorisation complémentaire permettant de réduire le recours à l'enfouissement, dans le cadre d'une stratégie partagée dans un cadre territorial plus large, est encouragé par le SCoT révisé.

L'ambition forte de faire progresser la prévention et le tri à la source des déchets, basée sur une modification des comportements et du rapport à l'espace partagé, rejoint l'ambition d'un espace public propre et respecté. Cette ambition se traduit également par la volonté de favoriser le développement des activités économiques répondant aux enjeux de la préservation des ressources.

Le SCoT identifie également les éléments nécessaires au développement de l'économie circulaire, indispensables à la préservation et à la juste utilisation des ressources locales : eau, énergie, déchets, matière. Pour répondre à ces évolutions, notamment relatives à la réduction des déchets du BTP et plus globalement à l'amélioration de la valorisation des déchets issus de l'activité économique (bio-déchets, 5 flux), un contrat d'objectifs déchets et économies circulaires sera proposé, identifiant les moyens à mobiliser pour dégager des marges et créer des capacités pour assurer le traitement des déchets à l'horizon 2040.

#### 1.3.4 Organiser la gestion des matériaux de construction

Le SCoT de 2006 identifiait la nécessité d'assurer la gestion des matériaux de construction à l'échelle du territoire et des territoires voisins. La nécessité de préserver et renouveler les capacités de production suffisantes à cette échelle était indiquée. Le SCoT révisé s'inscrit dans ces objectifs et les complète en développant des orientations fortes pour le développement d'une économie circulaire et en donnant des orientations relatives à la gestion des carrières après la cessation d'activité.

### **1.4 Littoral**

Sur les communes de Lattes, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone, le SCoT décline les dispositions de la Loi Littoral afin d'organiser la préservation de son patrimoine et son développement durable. A partir d'investigations techniques et paysagères, il identifie les différentes composantes de la Loi Littoral à l'échelle du 1/25 000 : la bande littorale des 100 m, les espaces proches du rivage, les espaces remarquables, les espaces boisés significatifs, les coupures d'urbanisation, la délimitation de l'agglomération et les hameaux significatifs non support d'extension urbaine.

Le projet prend en compte les capacités des différents équipements à accueillir le développement urbain programmé sur les 3 communes.

## **2. Une Métropole équilibrée et efficace**

### **2.1 Armature urbaine : organiser les espaces urbains efficacement et équitablement**

Le SCoT de 2006 a posé les bases d'une organisation urbaine construite autour du réseau de transports en commun, notamment à travers des intensités différenciées selon les qualités de dessertes et des objectifs différenciés pour le réinvestissement urbain (50% pour Montpellier et 30 % pour les autres communes).

Parallèlement, des « sites stratégiques » étaient identifiés comme lieux emblématiques du territoire et propices à des projets intercommunaux.

Dans ce prolongement, le SCoT révisé affirme une organisation urbaine fondée sur un « Cœur de Métropole », basé non seulement sur la ville-centre mais aussi sur les communes desservies ou à desservir par le « réseau armature » de transport en commun, et la Métropole des villes et des villages. A la charnière de ces ensembles, il positionne des espaces de projets fortement structurants pour le territoire. Ainsi, la notion de « site stratégique » introduite par le précédent SCoT disparaît au profit notamment des notions de « vitrine urbaine », d'« axe des savoirs », des « espaces d'interface » autour de la ville-centre et de « Portes Métropolitaines ».

Le SCoT fixe, tout d'abord, des orientations pour le Cœur de Métropole, visant à renforcer la centralité d'échelle métropolitaine. L'enjeu est d'y maintenir l'attractivité, l'intensité et l'animation indispensables à

une métropole euro-méditerranéenne. Deux dynamiques urbaines majeures sont identifiées :

- La vitrine urbaine active, qui s'organise le long du corridor languedocien des grandes infrastructures ;
- L'axe des savoirs au nord qui se structure à partir de l'implantation historique des équipements universitaires, des hôpitaux et des centres de recherche, ayant vocation à être conforté dans sa vocation.

Les orientations du SCoT entendent améliorer la lisibilité de ces deux axes métropolitains en affirmant des projets intenses et intégrés à leur environnement naturel, économique et urbain dans ce contexte géographique linéaire dans un paysage relativement ouvert.

Le SCoT fixe également des orientations pour mieux inscrire la ville-centre dans le territoire. Cet objectif se joue pour beaucoup au niveau des espaces d'interface avec les communes de la première couronne. Ces espaces ont longtemps été, et demeurent souvent encore délaissés et peu accueillants, concentrant, en particulier, les principales infrastructures routières de la métropole dont ils subissent les nuisances. Le futur contournement routier de Montpellier doit constituer le point d'appui intégrant la valorisation urbaine et paysagère de ces espaces, passant par l'instauration d'une relation vertueuse entre organisation multimodale des déplacements, urbanisation, développement économique et paysage agro-naturel.

A une échelle élargie, se pose, par ailleurs, la question primordiale des interfaces entre le Coeur de Métropole, les villes et villages et les territoires voisins. Pour y répondre, le SCoT propose l'organisation d'un réseau de Portes urbaines métropolitaines prenant place au niveau des principaux noeuds d'échange situés en entrée de la Métropole. Bénéficiant d'une excellente accessibilité multimodale, ces Portes ont le potentiel pour assurer une pluralité de fonctions en devenant des lieux d'urbanité et de centralité condensant de multiples fonctions et des interfaces entre les territoires qu'elles articulent. Ces portes sont potentiellement des polarités relais entre le coeur métropolitain et la Métropole des villes et villages. Elles constituent également des lieux potentiels pour la valorisation des ressources des espaces agro-naturels. Le SCoT identifie sept Portes Métropolitaines pour lesquelles il décline des orientations et des objectifs visant à mettre en cohérence les futurs principes d'aménagement qui contribueront à faire de ces lieux des entités structurantes.

Au niveau même de la « Métropole des villages » et des petites villes, le SCoT intègre des orientations pour conserver le subtil équilibre entre des identités et des qualités de vie locales préservées et la satisfaction des besoins des habitants en termes de services, d'animation et de transport alternatif à la voiture individuelle.

En cohérence avec cette armature urbaine, le déploiement du réseau numérique haut débit participe à l'accompagnement de l'évolution des modes de vie et au développement économique, social et durable du territoire, en particulier à travers les démarches French Tech et « Cité intelligente ».

## **2.2 Assurer la cohérence entre les réseaux de déplacement et l'organisation urbaine, favoriser la mobilité pour tous et à toutes les échelles**

Dans un contexte de forte croissance des besoins en matière de mobilité, il s'agit notamment d'être en mesure d'accompagner les évolutions prévisibles (changement rapide des modes de vie, développement économique, attractivité touristique, transition énergétique, etc.). L'ensemble de ces éléments contribue à l'affirmation de l'attractivité de la Métropole. La mise en cohérence des réseaux et services de déplacements avec l'organisation générale de l'espace, et tout particulièrement avec la localisation des lieux d'habitat et des grands générateurs de déplacement (équipements, pôles économiques, de consommation et de loisir...) est donc indispensable.

La stratégie de la Métropole est de poursuivre, dans la continuité des années précédentes qui ont vu la mise en service de 4 lignes de tramway et le développement de nouvelles dessertes ferroviaires, la diversification de l'offre en transport pour l'adapter aux besoins des populations et des entreprises présentes et à accueillir dans les années à venir.

La grande concentration d'activités, services, commerces et équipements au niveau du coeur de la Métropole, conjuguée au très fort étalement sur le grand périurbain, se traduisent par une augmentation constante des flux automobiles pendulaires en échange avec le territoire de la Métropole, créant des situations de congestion de plus en plus tendues sur les axes de pénétration vers le coeur de la Métropole, qu'il s'agit de résorber.

### **2.2.1 Poursuivre une politique de déplacements ambitieuse, connectée aux autres territoires**

La connexion de la Métropole à l'international, sur le bassin méditerranéen, avec les autres métropoles



européennes et avec les autres villes de la Région, s'appuie sur un réseau d'infrastructures en voie d'amélioration, indispensable également à la réalisation du schéma global et durable de déplacements de la Métropole.

Plus localement, l'ambition est de desservir le territoire en diversifiant l'offre pour répondre à l'évolution des besoins en mobilité des populations et des entreprises, pour accompagner les échanges internes à la Métropole et avec les territoires voisins. Il s'agit ainsi de favoriser le report vers les transports collectifs et les modes actifs, en améliorant la qualité de desserte et les infrastructures, en adaptant les services, en proposant des outils innovants et performants d'information et de gestion multimodale. Le SCoT révisé se place ainsi dans la continuité et en amplification des orientations du SCoT de 2006 qui énonce la nécessité de connecter les équipements au réseau de transport public.

### 2.2.2 Inscrire le développement des réseaux de transport dans le projet de territoire

Le SCoT révisé affirme, plus encore que le SCoT de 2006, la nécessité de s'appuyer sur le réseau ferroviaire pour l'organisation d'un réseau structurant. En effet, le développement récent du réseau ferroviaire crée une offre nouvelle basée sur le « doublet de lignes » dont il convient d'optimiser les effets. Ce doublet de lignes, constitué par la ligne historique et la nouvelle ligne mixte –voyageur et fret– du Contournement ferré Nîmes-Montpellier –CNM–, à prolonger par la ligne Montpellier-Perpignan –LNMP–, libère des sillons pour les trains du quotidien. Ce réseau ferré est lui-même prolongé par le réseau des 4 lignes de tramway actuellement en service. Il s'agit d'optimiser cette offre en la complétant et en l'interconnectant de manière à répondre efficacement à la demande de la population, afin que les transports collectifs s'affichent comme une alternative forte à la voiture. L'objectif du SCoT est donc de mettre en place un réseau structurant, efficace, à haut niveau de service, à partir des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) qu'il identifie, clé de voûte de l'organisation multimodale des transports collectifs de la métropole.

Les gares régionales, nationales et internationales de Montpellier Saint-Roch et Montpellier Sud-de-France constitueront les nœuds intermodaux majeurs du réseau structurant, par la connexion entre TGV, trains inter-Cités, Trains Régionaux et réseau de Transport en commun en site propre, dont le réseau de tramway.

Ce réseau ferré pourra potentiellement être optimisé par deux nouvelles gares pour le trafic régional, sous réserve de faisabilité technique, au niveau de la « Porte de Sablassou » et de la « Porte de Sète ». Afin de véritablement parvenir à un « réseau armature » complet, le SCoT définit comme nécessaire, outre des prolongements des lignes 1, 2 et 3, de compléter le réseau de tramway actuel par deux nouvelles lignes de TCSP : une cinquième ligne, notamment pour desservir les pôles universitaires et de recherche non desservis par la ligne 1 et l'ouest du territoire et une autre ligne de TCSP à étudier, reliant le réseau de tramway sur Montpellier vers Antigone à Castelnau-Sablassou et qui pourrait se prolonger à terme, au moins partiellement, sur l'emprise de l'ancienne ligne de Sommières, via Le Crès et Vendargues jusqu'à Castries.

Les axes de transport collectif potentiels majeurs viendront compléter la structuration du territoire, afin d'organiser efficacement la desserte des secteurs périphériques les moins bien desservis aujourd'hui. Il s'agira, pour ces transports en commun, d'offrir un niveau de service attractif et de les connecter aux pôles d'échange pour inciter au report modal.

Ce réseau armature et ces axes majeurs de transport collectif, sont destinés à recevoir les connexions avec le réseau de desserte plus fin du territoire, par des lignes de desserte adaptées au périurbain le moins dense. Au sein de ce réseau, les PEM joueront un rôle majeur de rabattement des flux routier, de lieux d'interconnexion entre les différentes lignes de transport et de structuration du territoire. Le rôle et la localisation de ces PEM sont déterminés, selon leur situation, au sein des Portes métropolitaines ou non et des types de transport qui les desservent.

### 2.2.3 Compléter les grands axes routiers structurants

La hiérarchisation du réseau routier a été révisée du fait de son évolution depuis le SCoT de 2006, notamment avec la mise en service de l'A709 qui joue son rôle de contournement Sud de la ville de Montpellier.

Le SCoT affirme ainsi la priorité d'achever enfin la réalisation du contournement routier de Montpellier dans la mesure où celui-ci assurera une fonction d'axe de distribution et de desserte des quartiers et des villes et villages et un rôle de rabattement sur les PEM identifiés autour de son tracé et permettra de réduire les flux de transit au sein des tissus urbains, au profit d'une meilleure utilisation de l'espace public. En outre, il



jouera un rôle de transition urbaine et fonctionnelle entre le Coeur de métropole et les villes et villages montpelliérains, tout en permettant d'organiser une couronne de pôles d'échanges, favorable au report modal.

Le retard en infrastructures routières s'exprime également sur le reste du réseau et elles seront développées dans l'objectif de favoriser les rabattements vers les transports publics dans un souci de minimiser les impacts environnementaux.

#### 2.2.4 Développer une offre de stationnement cohérente avec la stratégie de déplacement

Le stationnement constitue l'un des leviers majeurs des politiques de déplacements. Il doit répondre aux besoins des automobilistes par une offre diversifiée et adaptée, mais il doit également être organisé de manière à inciter au rabattement et au report modal.

Le SCoT révisé aborde l'ensemble du stationnement et de son organisation. Il se montre donc plus ambitieux que le SCoT de 2006 qui n'abordait que le stationnement résidentiel. En effet, outre le développement des PEM qui doivent tous disposer de parkings d'échange, il privilégie la mutualisation du stationnement, l'adaptation de la tarification et l'incitation au stationnement hors du centre-ville de Montpellier.

La mutualisation et une organisation selon des critères de tarification, sont à mettre en place pour compléter la qualité de l'offre et la pertinence de la localisation des parcs et des pôles d'échange. Le stationnement doit être incitatif en entrée de ville, sur les lieux d'échange avec les transports collectifs de manière à contribuer pleinement à la bonne organisation de la mobilité.

#### 2.2.5 Intégrer la logistique des derniers kilomètres au fonctionnement urbain

La Métropole profite d'une situation favorable dans le domaine des flux d'échanges de marchandises, puisqu'elle est située sur l'un des principaux axes européens de transport et à une trentaine de kilomètres du Port de Sète-Frontignan Sud-de-France. Cet atout représente un enjeu économique majeur avec des retombées potentielles significatives pour Montpellier Méditerranée Métropole. Cependant, l'organisation de la logistique urbaine à l'échelle nationale souffre encore de manques de cohérences et de discontinuités dans les réseaux physiques et dans les investissements publics, contrebalancée par une volonté croissante d'un nombre d'acteurs de plus en plus nombreux, notamment au sein des Métropoles avec le développement des colis générés par le commerce électronique.

Afin de trouver une alternative au fret routier, il s'agit de préserver toutes les installations ferroviaires pouvant devenir nécessaires à des acheminements de marchandises. L'organisation de la logistique, et plus particulièrement celle du dernier kilomètre, trouve toute son importance non seulement pour la qualité de l'approvisionnement des marchandises, mais aussi pour préserver la qualité de l'air, la diminution des consommations énergétiques et l'émission des gaz à effets de serre et pour minimiser ses effets sur les trafics urbains.

L'organisation envisagée, par ce projet de SCoT, en innovation par rapport à celui de 2006, s'appuie sur le principe de la mutualisation, en entrée de ville sur une ou plusieurs plates-forme d'échange, notamment en lien avec le Marché d'Intérêt National de Montpellier –MIN– et ensuite, plus en aval, jusqu'à proximité des lieux de destination, dont l'hyper-centre, par la mise en place d'espaces logistiques urbains. A partir de ces plates-forme et espaces, la distribution par des petits véhicules mutualisés, non polluants et peu encombrants, permettra d'améliorer le fonctionnement de la ville et la qualité de vie des habitants et des usagers.

#### 2.2.6 Affirmer un territoire favorisant les modes actifs

Le SCoT de 2006 montrait une réelle ambition dans le développement et la sécurisation des modes actifs. Dans la lignée de celui-ci, le SCoT révisé intègre les modes actifs comme éléments favorisant l'intermodalité. La Métropole souhaite, en effet, développer l'usage du vélo et des autres modes de déplacements dits « actifs » alternatifs à l'automobile (marche à pied, vélo électrique, trottinette, roller...), trop peu utilisés à Montpellier et encore plus marginalement dans les autres communes. Pour cela, elle doit mettre en place une infrastructure sécurisée, complète, connectée aux autres réseaux de transport et aux Portes métropolitaines, incitant à l'usage des déplacements quels que soient leurs motifs. L'enjeu est à la fois une plus grande utilisation des modes alternatifs que d'amélioration de la qualité de l'espace public.

Il s'agit ainsi de faire des modes actifs des éléments de l'intermodalité et de les promouvoir comme des modes performants pour les déplacements de courtes distances. Le développement des Vélos à Assistance

Electrique (VAE), voire d'autres modes innovants, autorise à concevoir des échanges entre les communes ou vers des pôles générateurs ou des PEM sur des distances plus longues. Favoriser les modes actifs, consiste à mettre en place ce réseau de pistes et de bandes cyclables continues, sécurisées, lisibles et confortables, mais également à développer l'usage partagé de la voirie.

### 2.2.7 Les temps de déplacements

Alors que le SCoT de 2006 visait à développer la « ville des courtes distances », le SCoT révisé en précise les termes.

L'objectif est de déterminer des axes allant dans le sens d'un chrono aménagement permettant la diminution des temps et du nombre de déplacements, au profit d'une meilleure qualité de vie. Il s'agit de passer d'une vision ancrée sur la vitesse à une approche basée sur la fiabilité et la régularité des flux, en lien avec l'aménagement défini pour le territoire. Plus que la distance, c'est le temps du déplacement qui détermine son lieu de résidence, de travail, d'emploi ou de loisir. Il s'agit, en particulier, d'améliorer l'offre de transport collectif - vitesse et temps de correspondance - et la qualité de l'espace publique.

Par ailleurs, le SCoT réaffirme la priorité donnée à la mixité urbaine dans les opérations d'aménagement, tant en réinvestissement urbain que dans les projets d'extension urbaine, afin de favoriser les relations de proximité et de limiter les déplacements « contraints ».

## **3. Une Métropole dynamique et attractive**

### **3.1 Répondre à tous les besoins en logements**

Afin de répondre à un marché de l'habitat déjà tendu, le SCoT de 2006 déterminait les conditions de mise en oeuvre d'une politique de l'habitat à long terme, visant à renouveler l'offre résidentielle. A ce titre, il mettait l'accent sur :

- le rééquilibrage de l'offre de logements sociaux ;
- la diversification des formes d'habitat en privilégiant des architectures plus compactes et économes en foncier et respectueuses des échelles urbaines et villageoises ;
- les opérations de renouvellement urbain et la modernisation du cadre bâti, notamment dans les espaces urbains desservis par le tramway.

La tension du marché étant une réalité sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le SCoT révisé va dans le sens d'un approfondissement des objectifs identifiés en 2006. Pour conforter l'attractivité du territoire et son dynamisme, l'objectif est d'assurer une production de logements suffisante pour satisfaire la demande endogène des ménages, limiter l'évasion résidentielle et les flux pendulaires. Sur la période 2019-2040, l'estimation des besoins annuels a été établie sur la base d'un scénario démographique intégrant un tassement de la croissance pour les prochaines années, issu principalement du vieillissement des régions « importatrices » de population. Cette estimation des besoins annuels prend en compte également les évolutions liées aux changements des modes de vies, la qualité du parc de logement et la dynamique du marché immobilier.

Dans ce cadre, les objectifs en terme de production de logements ont été estimés entre 4 250 et 4 500 logements / an, soit environ 92 000 logements sur une période de 21 années. Ce besoin se compose, au vu des éléments de diagnostic, de :

- 430 logements nécessaires à la reconstitution de l'offre ;
- 3 200 logements nécessaires du fait de la croissance démographique et du desserrement des ménages ;
- 600 à 900 logements nécessaires à la détente du marché.

Outre ce volet quantitatif, la qualité de l'offre résidentielle constitue un point majeur de la politique du logement, elle contribue à la qualité du cadre de vie et à la cohésion sociale du territoire. L'objectif est de poursuivre le développement d'une offre diversifiée adaptée à toutes les catégories de ménages et à tous les parcours résidentiels sur l'ensemble du territoire, en réponse à tous les types de logement en production comme en réhabilitation-requalification du parc existant. Dans un contexte de tension du marché du logement, la production de logements locatifs sociaux pour répondre à la forte demande exprimée, mais aussi de logements adaptés à des publics spécifiques et aux plus démunis, restent des axes fondamentaux pour lesquels l'effort d'équipement doit être poursuivi de manière répartie sur le territoire. L'action sur les espaces publics de même que l'effort porté sur la mixité des fonctions urbaines, participent aussi de l'ambition de promouvoir un habitat de qualité.

A travers une offre mixte et qualitative de logements, la volonté est de construire des lieux de vie favorables au vivre ensemble et de rééquilibrer au profit d'une plus grande mixité sociale les différents quartiers ou communes de la Métropole, notamment dans les quartiers les plus sensibles.

### **3.2 Affirmer l'activité économique comme ressource créatrice de richesses et d'emplois durables pour tous**

#### 3.2.1 Conforter l'attractivité touristique de la Métropole

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une localisation exceptionnelle : situé sur les grands axes de l'Europe du sud, entre la Mer Méditerranée et les Cévennes au cœur du quatrième département touristique de France, il bénéficie d'axes de transport majeurs (aéroport, autoroutes, gares) participant à son rayonnement à l'échelle du bassin méditerranéen et de l'Europe du Sud.

Dans le contexte de la structuration de sa nouvelle compétence 'Tourisme', Montpellier Méditerranée Métropole vise tout d'abord à ancrer définitivement le territoire comme destination culturelle et patrimoniale. A ce titre, elle est notamment une terre d'accueil privilégiée pour les congressistes, cible à fort potentiel aussi bien en termes de retombées économiques que de potentiels touristes.

Les objectifs portent également sur une stratégie visant à mieux révéler les ressources touristiques du territoire, à organiser une offre complète à la fois plus diversifiée et plus ciblée, en vue notamment d'étendre la saisonnalité de cette activité et à générer ainsi de la création de richesse et d'emploi.

Le développement d'une offre en culture et loisir qui soit cohérente, diversifiée et qui réponde aux attentes des habitants à l'échelle de tout le territoire métropolitain est un enjeu crucial pour l'attractivité de la métropole. Ceci prend d'autant plus son sens qu'une grande partie des touristes est accueillie directement chez l'habitant, qui devient lui aussi un promoteur essentiel de l'offre culturelle et de loisir.

En ce qui concerne la mise en valeur des ressources du territoire, il convient de souligner que les objectifs définis par ailleurs en matière de développement durable notamment, participent directement à la valorisation touristique de la Métropole.

#### 3.2.2 Mettre en oeuvre un ensemble de mesures en faveur de l'économie

La politique d'aménagement de la métropole est marquée par une forte volonté de répondre aux besoins des entreprises en adéquation avec les enjeux essentiels du territoire, à savoir la croissance démographique et la création d'emploi.

Les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrivent dans une stratégie développée autour six filières prioritaires, industrielles ou à fort enjeu identitaire, émergentes ou structurées, porteuses de perspectives de développement, ayant par ailleurs d'ores et déjà intégrées une culture d'innovation forte et dotées d'un niveau de valeur ajoutée élevé : la santé, le numérique, les industries créatives et culturelles, l'agroalimentaire, l'économie agricole et l'agroécologie, les technologies environnementales, « vertes » et les éco-industries, l'eau.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, au titre de sa stratégie de développement économique à :

- répartir l'offre d'emploi sur l'ensemble du territoire de manière équilibrée et en cohérence avec l'armature urbaine ;

- renforcer les initiatives en faveur de l'insertion et de l'accès à l'emploi, notamment à travers le soutien à l'Economie Sociale et Solidaire et la promotion de l'activité économique dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Dans cette optique, le SCoT révisé s'inscrit en rupture avec le SCoT de 2006 en matière d'accueil des entreprises. En effet, si celui-ci énonçait des objectifs apparemment comparables, il sous-estimait les besoins économiques, surestimait la part pouvant être accueillie au sein des espaces urbains, au détriment du foncier pour l'accueil des entreprises qui nécessitent un environnement spécifique non compatible avec les contraintes et l'environnement urbain, et il sous-estimait les contraintes qui pèsent sur la libération du foncier d'activité : contraintes environnementales et contraintes du marché foncier (liées à la non distinction, par le SCoT de 2006, de ces extensions spécifiques par rapport aux extensions urbaines à dominantes résidentielles).

Cette situation a généré une pénurie en matière de foncier économique, dans un contexte de taux de chômage

élevé, que le SCoT révisé vient corriger. Celui-ci approfondit et précise les réponses apportées en fonction d'une typologie de polarités économiques et définit des orientations complémentaires quant à l'éventail des besoins en foncier et immobilier d'activités.

### 3.3 Equilibrer l'équipement commercial en cohérence avec le projet de territoire

Face au tassement relatif de la croissance démographique, à la montée en puissance du commerce électronique, à la raréfaction de la ressource foncière et à la nécessité de freiner le développement extensif et le mitage des entrées de ville, il s'agit de définir durablement le développement de l'appareil commercial de la Métropole. Dans ce contexte, un des objectifs est de limiter l'extension des zones commerciales au profit du réinvestissement et de la consolidation des polarités existantes qui offrent souvent des possibilités non négligeables de densification, de diversification et de valorisation des entrées de ville.

Il convient de promouvoir résolument le commerce de proximité, en tant que facteur de mixité et d'animation des villes et des villages et en tant que moyen pour limiter les motifs de déplacements quotidiens. Il s'agit aussi d'appuyer l'appareil commercial structurant de la Métropole sur les grandes polarités urbaines qui participent à son rayonnement sans chercher à créer de redondances avec les territoires voisins.

En ce sens, les grands principes du SCoT de 2006 concourant à l'équilibre de l'armature commerciale sont prorogés, notamment les principes de limitation du développement de zones commerciales périphériques, de requalification des pôles commerciaux vieillissants et de renforcement de l'offre de proximité, mais ils sont étayés et précisés de manière plus engageante. Les principales évolutions portent d'une part sur les modalités de localisation des pôles d'appui à conforter. A cette notion est substituée d'une part, une spatialisation graphique des polarités commerciales potentielles à une échelle plus étendue et d'autre part, des modalités plus précises d'encadrement du développement commercial pour répondre aux objectifs d'aménagement et de développement durable du territoire.

### 3.4 Conforter une métropole accueillante et rayonnante

Le SCoT de 2006 déterminait un étagement des équipements constitutifs de l'armature urbaine, selon 3 niveaux : le coeur d'agglomération, les villes-relais et les autres communes, en accord avec l'armature territoriale initialement établie et dans le but de promouvoir une ville de proximité.

Néanmoins, force est de constater que le niveau intermédiaire des villes-relais, notion assez large, restait incertain quant au positionnement et à la structuration de certaines communes, ce qui a, de fait, potentiellement pu accentuer le rôle centralisateur du coeur d'agglomération et des mouvements pendulaires associés, au détriment des autres communes du territoire.

Le SCoT révisé précise la structure urbaine de la métropole en s'appuyant sur plusieurs critères, dont le niveau d'équipements, tout particulièrement en termes de déplacement, et hiérarchise les équipements en fonction de leur rayonnement et leur attribue un niveau de desserte associé.

### Modérer la consommation foncière

Pour accompagner le développement démographique et économique du territoire tout en prenant en compte les sensibilités environnementales, les enjeux agricoles et paysagers et la volonté de limiter la consommation foncière, l'enveloppe des extensions urbaines s'élève à 1 510 ha dont 870 ha pour le tissu urbain mixte et 640 ha en tissu à dominante d'activités. **Cette enveloppe des extensions urbaines, à l'horizon 2040, est inférieure de 410 ha aux extensions urbaines non consommées du SCoT de 2006, soit une diminution de 20%, alors même que l'échéance du SCoT est portée à 2040.** La part affectée au réinvestissement des espaces d'urbanisation existante ou engagée modère la consommation foncière et limite la pression urbaine sur les espaces agronaturels.

Le SCoT révisé confirme et amplifie les orientations du SCoT de 2006 en matière d'optimisation des tissus urbains existants : 60 % des besoins en tissu urbain mixte seront accueillis dans les secteurs d'urbanisation existante et engagée, ce taux s'élève à 15% pour les activités économiques faute de foncier disponible suffisant au regard de l'importance de la demande recensée. De cette manière, **le projet de révision de SCoT réduit de 750 ha à 1010 ha les extensions urbaines qui auraient été nécessaires si le modèle de développement du SCoT de 2006 avait été projeté à 2040, soit une diminution de 33%.**

En outre, certaines infrastructures routières et ferroviaires prendront place en dehors de l'urbanisation

existante ou des extensions urbaines, leur consommation foncière est estimée à environ 90 ha.  
Dans la continuité des orientations du SCoT de 2006, le SCoT révisé complète les dispositions en faveur de la qualité des opérations urbaines, qu'elles soient en réinvestissement urbain ou en extensions urbaines, en ce qui concerne l'intégration des enjeux environnementaux, l'inscription du projet dans son contexte local, la définition des éléments contribuant à la qualité de vie...

Le Conseil de Métropole du 19 juillet 2018 a arrêté le projet de SCoT révisé sur ces bases, ainsi que le bilan de la concertation. Au titre de l'article L143-20 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est invitée à donner son avis sur ce projet, préalablement à l'enquête publique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'émettre un avis favorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale,
- D'autoriser le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

### **Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) ' Marqueroze ' ' Saint Lazare ' ' Secteur de l'allée du Tiers Etat ' Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE**

Le programme d'aménagement d'ensemble (PAE) a été créé par la loi du 18 juillet 1984 relative à « la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement », modifiée par les lois SAPIN du 29 janvier 1993 « relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques », BOSSON du 9 février 1994 « portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction ».

Le PAE est un dispositif de participation des constructeurs au financement de tout ou partie d'un programme d'équipements publics, qu'une commune ou un EPCI s'engage à réaliser dans un secteur déterminé pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier de ce secteur, via la signature de conventions.

Les articles L.332-9 à L.332-11 et R.315-29, R.322-17, R.322-25, R.421-29, R.422-9 et R.444-3 du code de l'urbanisme concernant la procédure de PAE ont été abrogés au 1<sup>er</sup> mars 2012.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 le transfert de la totalité de la compétence voirie de la Ville vers la Métropole.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole est ainsi devenue signataire des programmes d'aménagement d'ensemble et, par là même, bénéficiaire des participations versées à leur titre.

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Ville de Montpellier avait notamment approuvé les PAE « Saint Lazare », « Marqueroze » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » pour lesquels des travaux d'équipements publics de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie à la Métropole, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier, signataire des trois conventions de PAE.

En conséquence, il convient d'organiser le reversement des participations perçues pour la réalisation d'équipements devenus de compétence métropolitaine, par convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour l'exercice 2018, il s'agit des opérations suivantes :

**PAE « Saint Lazare » :**

En date du 6 février 2012 le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le PAE « Saint Lazare »

- Montant des participations perçues par la Ville au titre de l'exercice 2018 : 943 644 €
- Montant du reversement au titre de l'exercice 2018 : 943 644 €

**PAE « Marqueroze » :**

En date du 6 novembre 2006, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le PAE « Marqueroze ». Ce PAE a par la suite été modifié par délibérations des 26 mars 2007 et 7 février 2011.

- Montant des participations perçues par la Ville au titre de l'exercice 2018 : 961 037 €
- Montant du reversement au titre de l'exercice 2018 : 805 966 €

La différence entre les participations perçues par la Ville et le montant reversé à Montpellier Méditerranée Métropole correspond aux dépenses réalisées par la Ville.

**PAE « Secteur de l'allée du Tiers Etat »**

Pas de participation perçue par la Ville au titre de l'exercice 2018.

Pour les années à venir, la Ville s'engage à reverser la totalité des participations perçues au titre des PAE « Marqueroze », « Saint Lazare » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » dans le cadre des compétences transférées à Montpellier Méditerranée Métropole, au travers de conventions du même ordre que celle aujourd'hui soumise à vote approbation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations au titre des PAE précités ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer la convention de reversement à intervenir pour l'exercice budgétaire 2018 ainsi que toutes celles afférant aux exercices budgétaires à

venir pouvant intéresser les PAE « Saint Lazare », « Marquerose » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention financière reversement PAE.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Julie FRÈCHE, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

## Cession de la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier dans le cadre du renouvellement urbain quartier de la Pompignane

En 2012, la Ville de Montpellier a cédé à Montpellier Agglomération, les parcelles cadastrées RR n°33 et 81, d'une superficie cadastrale totale de 18 277 m<sup>2</sup>, sises commune de Montpellier, formant le domaine de la Pompignane.

La Ville a cependant conservé la parcelle RR n°82, d'une superficie cadastrale de 1927 m<sup>2</sup>, contiguë au domaine, afin de pouvoir l'intégrer, le moment venu, aux aménagements futurs liés à l'opération d'aménagement d'ensemble de renouvellement urbain du quartier Pompignane dont la réalisation a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par la signature d'un traité de concession le 14 novembre 2016.

La SA3M a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la cession de la parcelle RR n°82 dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane et plus particulièrement pour la mise en œuvre du projet urbain sur le secteur du domaine de la Pompignane en lien avec les anciens terrains IBM. A ce titre, la SA3M a également demandé à Montpellier Méditerranée Métropole la cession des emprises du domaine de la Pompignane.

La cession est envisagée moyennant le prix de 193 000 €, conformément à l'avis des services de France Domaine en date du 31 juillet 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- céder à la SA3M la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale de 1 927 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 193 000 € net vendeur, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération d'ensemble de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane ;
- désigner Maître DOSSA, notaire à Montpellier, en vue de la réitération par acte authentique de la vente et de ses suites ;
- dire que la recette correspondant à cette cession sera inscrite au budget principal de la Ville au titre de l'année 2018, chapitre 954 ;
- autoriser le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'acte authentique de vente ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

### Foncier-Espaces Publics Rue Adam de Craponne

#### Autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste

L'immeuble situé au 1, rue Adam de Craponne, en état d'abandon, n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années suite à un incendie criminel qui a détruit l'intérieur du bâtiment et la toiture, et ne fait l'objet d'aucune initiative franche de la part de son propriétaire pour engager les travaux de réhabilitation. Dans le cadre d'une procédure de péril engagée en 2012, la commune de Montpellier a engagé des travaux de mise en sécurité du bien pour un montant de 13 216€

Le bien est cadastré HW 665. Il s'agit d'un immeuble d'environ 60 m<sup>2</sup> de plancher en R+2. Ce bâtiment est situé dans la zone protégée ZPPAUP secteur Gambetta Figuerolles et il est frappé d'un emplacement réservé, opération C46 du PLU, pour l'aménagement du croisement de la rue Adam de Craponne et rue de la Raffinerie.

Les recherches effectuées par les services de la Ville ont permis de déterminer que cet immeuble appartient à Monsieur Jean-Jacques WALTER et Mme Nicole KALMES, épouse WALTER, décédée.

Pour mettre fin au risque d'effondrement des restes de ce bâti et garantir la sécurité publique, il y a urgence de recourir aux articles L.2243-1 à L.2243-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la procédure dite "d'abandon manifeste", afin de prendre les mesures requises.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes à intervenir.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

## FONCIER

### Locaux 6 rue Maguelone

### Parcelle cadastrée HM 36

### Désaffectation et déclassement du domaine public communal

La Ville de Montpellier est propriétaire de locaux situés 6 rue Maguelone en pied d'un immeuble à caractère patrimonial dénommé « Le Capoulié », acquisition réalisée en deux temps par actes des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007.

Ces locaux, lots 1, 27 et 29, correspondent à la quasi-totalité du rez-de-chaussée de l'immeuble et des entresols. Les étages sont la propriété de plusieurs sociétés civiles immobilières, occupés par différentes activités et également par du logement dans les étages élevés.

Construit pour accueillir un grand magasin en 1897 par les architectes Soreau & Pratt, à l'instar des grands magasins parisiens, le Capoulié, alors « Paris-Montpellier » se trouve sur l'emplacement de l'éphémère théâtre concert des Variétés, créé en 1888 à la rencontre de la rue d'Obilion et de la nouvelle artère reliant la gare à la place de la Comédie, la rue Maguelone.

Le magasin ajoutait à sa surface de vente, les avantages d'un salon de lecture, d'une salle de correspondance et d'un cinématographe Lumière en activité jusque dans les années 1920.

Le volume était divisé horizontalement par des galeries à encorbellement portées par des colonnes de fonte et auxquelles donnait accès un escalier central à double révolution. En 1917 le bâtiment sera surélevé d'un étage par les architectes Léopold & Louis Carlier.

Jusqu'en 1960, l'immeuble était occupé par l'enseigne Paris Montpellier. Puis l'immeuble a été vendu et a fait l'objet d'un découpage en 67 lots de copropriété dans les années 80.

L'intérieur a été démoli et recomposé en 7 niveaux. C'est à cette période que la Ville a acquis son premier lot.

Ces locaux ont accueilli certains services dépendant de la Ville, un temps l'office du tourisme puis la maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse.

La maison de la Prévention a quitté les lieux fin 2016 dans le cadre d'une rationalisation du déploiement des équipements publics.

L'Espace jeunesse a occupé encore une partie des locaux qu'il a quittée à la fin de ce premier semestre 2018.

Désormais, ces locaux sont donc matériellement désaffectés.

Par délibération du 23 novembre 2017, anticipant sur cette désaffectation programmée, la Ville a décidé de lancer une procédure de vente de ce bien alors encore affecté au domaine public, comme l'y autorise l'ordonnance récente 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, qui permet aux collectivités de procéder à la cession de leurs biens par anticipation sur leur désaffectation et leur déclassement. Cette vente entre dans le cadre de la bonne gestion du patrimoine municipal.

Les locaux ayant été désaffectés dès 2018, il est proposé de décider dès à présent formellement de leur déclassement, ce qui permet dès lors de procéder pour la Ville à une vente simple de son domaine privé d'un bien libre de toute occupation, vente qui sera proposée par délibération spécifique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de constater la désaffectation des locaux situés dans l'immeuble le Capoulié 6 rue Maguelone et cadastrés section HM 36 ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

## FONCIER

### Vente dans le cadre d'une consultation

### Locaux situés 6 rue Maguelone

### Parcelle cadastrée HM 36

### Vente à la société LA FONCIERE AMETIS

La Ville de Montpellier s'est rendue propriétaire de locaux situés dans l'immeuble dénommé le Capoulié les 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007 correspondant aux lots 1, 27 et 29 de l'immeuble et situés en rez-de-chaussée et entresols.

Ces locaux ont accueilli des services municipaux, tout d'abord l'office du Tourisme, puis la Maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse. Aujourd'hui ces locaux ne sont plus affectés à un service public, l'Espace Jeunesse, dernier occupant, ayant quitté les lieux à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2018.

La Ville a décidé la mise en vente de ce bien par délibération du Conseil municipal du 23 novembre 2017 après une consultation visant à retenir un acquéreur mieux-disant, sur la base d'un prix plancher fixé au vu de l'avis des Domaines à 1,940 M€.



Le Conseil municipal a constaté, par délibération antérieure, la désaffectation de ces locaux et a prononcé le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune.

La consultation en vue de la vente s'est déroulée en deux phases qui ont permis dans un premier temps d'obtenir une identification de candidats intéressés.

Quatre se sont déclarés et ont été retenus par la commission consultative des cessions immobilières, émanation du Conseil, réunie le 13 avril 2018 en vue de participer à la deuxième phase de la consultation permettant de dégager un projet et de proposer un prix en adéquation avec la valeur patrimoniale de l'immeuble, la qualité de l'emplacement d'un point de vue commercial, les objectifs de redynamisation du centre-ville et la valeur vénale d'un tel bien.

Dans le cadre de cette seconde phase, deux propositions ont été déposées.

Une proposition de la société Bureaux & Co et une proposition émanant d'un groupement composé par les sociétés AMETIS immobilier / SAURAMPS librairie / François FONTES architecte et Charles FONTES restauration.

Les deux propositions ont fait l'objet d'une présentation en Commission consultative des cessions foncières et immobilières le 25 juillet 2018.

Les dossiers présentés proposent des programmes très différents.

La société Bureaux & Co est une start-up gestionnaire d'immobilier d'entreprises et d'espaces de travail, envisageant de développer une structure de boutiques partagées sur le principe des magasins éphémères sur la base d'une approche marketing fondée sur l'ouverture de points de vente pour de courtes durées ainsi que des espaces de travail partagés.

Cette société, bien que récente, est déjà présente sur Montpellier et fait preuve de belles réussites dans le domaine du « co-working ». Un projet d'envergure commerciale serait une première expérience pour elle, sur la base d'un prix d'acquisition et d'un plan de financement qui restent à boucler.

Les sociétés AMETIS / SAURAMPS / François FONTES et Charles FONTES se sont regroupées pour présenter un projet principalement tourné vers la jeunesse, inscrit dans le parcours commercial du centre-ville et proposant un lien avec les actions culturelles de la Ville et de la Métropole (musée Fabre, MoCo ...).

L'enseigne serait dénommée « SAURAMPS FUTUR ». SAURAMPS et Charles FONTES sont présentés comme les deux exploitants des surfaces commerciales à venir, AMETIS étant l'acquéreur des murs et François FONTES étant l'architecte concepteur de l'opération.

Les partenaires décrivent un projet novateur à destination de la jeunesse qui viendrait apporter une offre jusqu'alors absente sur la Métropole et peu présente au niveau national.

L'idée est de proposer la vente de nouvelles technologies, bandes dessinées, de produits de découverte de l'environnement et la connaissance du territoire, et un espace restauration original.

Le projet s'inscrit dans la perspective d'œuvrer au développement culturel et à l'innovation au service du territoire.

Le concept commercial est validé par une étude de marché confiée au cabinet Shopper Stratégie. 25 à 30 emplois seraient générés par le projet, en synergie avec le maintien des enseignes de la marque présentes sur Montpellier, au Triangle, à Odysseum et au Musée Fabre.

Les porteurs du projet prévoient d'entreprendre des travaux importants, d'un montant prévisionnel de 1,680 M €, afin de restructurer les locaux en vue de leur nouvelle destination (espace restaurant 230 m² et 810 m² pour SAURAMPS FUTUR), de préserver et valoriser l'immeuble, y compris concernant ses extérieurs remarquables.

Le candidat apporte toutes les garanties nécessaires en matière financière pour mener à bien un tel projet, l'acquisition et les travaux étant financés sur fonds propres par La Foncière Ametis (filiale d'Ametis Groupe).

L'acquisition des locaux est proposée pour 2 millions d'euros soit 3 % au-dessus du prix plancher proposé par la Ville dans sa délibération du 23 novembre 2017, sur la base de l'évaluation conforme de France Domaine.

Tenant la qualité du concept commercial et du projet innovant proposé, sa qualité architecturale et la fiabilité technique avancée au regard du caractère patrimonial et emblématique de l'immeuble situé en secteur sauvegardé, sa solidité financière apparente et le prix proposé, la commission consultative des cessions immobilières a émis le 25 juillet dernier un avis favorable à retenir la proposition des sociétés AMETIS / SAURAMPS / François FONTES et Charles FONTES

Ce projet novateur proposant un concept absent sur la Métropole s'inscrira dans l'axe commercial et urbain de la gare à la Comédie en synergie avec les efforts de redynamisation commerciale qualitative du centre-ville et en lien avec les actions culturelles de la Ville et de Montpellier Métropole numérique.

La société acquéreur « La Foncière AMETIS » finançant le projet sur fonds propres, le compromis de vente intégrera une seule condition suspensive liée à l'octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires, purgées de tout recours.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la cession de l'ensemble des locaux de l'immeuble le Capoulié, situés 6 rue Maguelone cadastrés HM 36 propriétés de la Ville, à LA FONCIERE AMETIS, au prix de 2 000 000 € nets vendeur (deux millions d'euros nets vendeur);
- d'autoriser la signature du compromis de vente sous condition d'obtention des autorisations d'urbanisme requises, puis la signature de l'acte authentique, et de saisir en ce sens l'office notarial désigné par l'acquéreur ;
- de dire que la recette sera affectée au budget principal de la Ville au titre de l'année de réitération de l'acte authentique de vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

## FONCIER Propriété ABANADES Lots 6, 7, 8 - 42 avenue Albert Einstein Acquisition

La Ville de Montpellier a institué un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur de la Baume le 24 avril 2008, afin de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution du secteur de la Baume vers un niveau de qualité urbaine comparable à celui des autres nouveaux quartiers de Port Marianne.

Située au cœur du quartier Port Marianne, la Baume (environ 7 hectares) est une opération de réinvestissement urbain d'un secteur de faubourg hérité de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, mêlant activités tertiaires, entrepôts (Union Matériaux) et pavillons avec jardins.

Longeant l'avenue Raymond Dugrand, à l'Est du quartier Richter, la Baume se développe vers Parc Marianne et les Jardins de la Lironde.

Ponctuée par deux places à effet de centralité (Ernest Granier et Christophe Colomb), l'opération de renouvellement sera porteuse d'une plus grande urbanité pour ce secteur et d'une plus grande mixité, en couture avec les quartiers voisins et suivant la mise en œuvre des principes de développement durable adaptés au climat méditerranéen.

L'habitat y sera prédominant (1.000 logements envisagés environ), associé à des activités tertiaires et des équipements publics.

Sur ce périmètre, la Ville a réalisé plusieurs acquisitions foncières en vue de réaliser à terme le projet de restructuration urbaine initié sur ce secteur. L'Etablissement Public Foncier d'Occitanie a complété ces acquisitions pour le secteur opérationnel qui le concerne.

Depuis, un nouveau périmètre d'études a été mis en place le 3 avril 2018 et la poursuite des études préalables à l'aménagement du secteur ont été confirmées pour tenir compte notamment de l'implantation de l'Arbre Blanc et des flux de piétons et cycles générés par le quartier Richter mitoyen.

Un dialogue compétitif est en cours en 2018 pour désigner à l'automne l'architecte en chef du projet d'urbanisme.

Madame Jacqueline ABANADES, épouse PEREZ GUTIEREZ, est propriétaire d'un appartement avec chambre indépendante et cour constituant les lots 6, 7 et 8 de la copropriété située 42 avenue Albert Einstein, cadastrée section SA n° 27.

Cette copropriété est comprise dans le périmètre d'étude précité.

Madame ABANADES souhaitant vendre ce bien, une promesse de vente unilatérale de vente pour un prix de 240.000 €, commission d'agence de 10.000 € comprise a été négociée.

Ce montant est conforme à l'évaluation des Domaines en date du 3 juillet 2018.

Il est proposé que la Ville lève l'option d'achat proposée dans la promesse de vente pour ces trois lots de copropriété et procède à leur acquisition afin de poursuivre son action de maîtrise foncière du secteur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'acquisition de la propriété de Madame ABANADES, constituant les lots 6, 7 et 8 de la copropriété du 42 avenue Albert Einstein, cadastrée section SA n° 27, au prix de 240.000 € en ce compris 10.000 € de commission d'agence ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique de vente à Maître Henri CAVE notaire à Montpellier ;
- de dire que toute dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur les crédits inscrit au budget de la Ville chapitre 905, programme Action foncière n° 2013I27 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

### **Régularisation foncière entre la Ville de Montpellier et Mme JURVILLE Echange sans soulte 140 rue Jules Isaac (parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison**

La Ville de Montpellier et Madame JURVILLE souhaitent procéder à des régularisations foncières entre leurs propriétés voisines situées 140 rue Jules Isaac (pour la Ville, parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison (pour Mme JURVILLE), afin de mieux délimiter les bornages entre les espaces verts entretenus par la Ville et la clôture délimitant la propriété de Madame JURVILLE.

L'échange foncier réalisé sera le suivant :

- La Ville de Montpellier cède à Madame JURVILLE les parcelles CR 145 a, b et c pour une superficie totale de 28 m<sup>2</sup>,
- Madame JURVILLE cède à la Ville de Montpellier les parcelles CR 103 a et b pour une superficie totale de 28 m<sup>2</sup>,

Conformément à l'avis des domaines en date du 15 mai 2018, les échanges fonciers se feront sans soulte, la valeur vénale d'échange étant estimée à 50 € / m<sup>2</sup>, soit 1 400 € pour 28 m<sup>2</sup>.

La commission des cessions immobilières, réunie le 25 juillet 2018, a donné un avis favorable à cet échange foncier de gré à gré.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accepter de procéder à l'échange foncier sans soulte entre la Ville de Montpellier et Madame JURVILLE des parcelles CR 145 a, b et c et CR 103 a et b, pour des superficies équivalentes de 28 m<sup>2</sup> ;
- De demander à Maître PICOLLET de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais partagés entre la Ville de Montpellier et Madame JURVILLE ;
- De dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

## Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4, 5, 133 et OL n°69

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise que doit être opéré un transfert en pleine propriété des biens des communes membres affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole ou antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant.

La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées OK n°4, d'une superficie cadastrale de 5 299 m<sup>2</sup>, OK n°5 d'une superficie cadastrale de 10 048 m<sup>2</sup>, OK n°133 d'une superficie cadastrale de 19 701 m<sup>2</sup>, et OL n°69 d'une superficie cadastrale de 6 626 m<sup>2</sup> soit une superficie totale de 41 674 m<sup>2</sup> en zone 4AU3-1 du Plan Local d'Urbanisme.

Le transfert des parcelles OK n°4, 5, 133 partie j, ainsi que OL n°69, soit environ 40 384 m<sup>2</sup>, aura lieu au titre de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Une emprise de 440 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle OK n°133 (partie l) sera affectée au domaine public voirie. Enfin, le solde de la parcelle OK n°133, soit 850 m<sup>2</sup>, sera affectée au centre de tri DEMETER.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

La valeur vénale des biens transférés est estimée du fait de leurs caractéristiques propres et de leur surface à 42 € par mètre carré soit 1 750 308 €.

Afin de permettre l'exercice de ses compétences avant la réitération des actes administratifs ou authentiques de transfert de propriété des biens énumérés ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour réaliser dès à présent une prise de possession anticipée lui permettant d'en disposer librement notamment pour la réalisation des travaux de modernisation du centre de tri DEMETER (dépôt et octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires, réalisation de travaux sur l'emprise affectée au centre de tri, occupation temporaire d'emprise de 830 m<sup>2</sup> sur la partie affectée à la compétence GEMAPI) et pour lancer la procédure d'expulsion d'un occupant illicite sur la parcelle OL n°69.

**En conclusion, il proposé au Conseil municipal :**

- De céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les fonciers cadastrés OK n°4, 5, 133 et OL n°69, sis commune de Montpellier ;
- D'autoriser la prise de possession anticipée des parcelles objet de transfert de propriété afin de permettre le plein exercice de ses compétences par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanisme nécessaires sur les parcelles concernées par le transfert ;
- De procéder à la rédaction des actes de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire .**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

## Travaux de Rénovation du Centre-Commercial ' Le Polygone ' Régularisation foncière par échange entre copropriétaires Ville de Montpellier - Grands Magasins Galeries Lafayette

Dans le cadre des travaux visant à la mise aux normes du centre-commercial du Polygone et de ses parkings au titre de la sécurité incendie et des accès aux personnes à mobilité réduite, la Ville de Montpellier et Grands Magasins Galeries Lafayette, tous deux copropriétaires de l'ensemble immobilier du Polygone, souhaitent réaliser des régularisations foncières à travers un échange foncier.

Ces régularisations portent sur deux lots mineurs situés au premier et dernier niveaux de parkings (P4 et P1 actuels) numérotés 8009 et 8022 de surfaces respectives de 7m<sup>2</sup> et 8 m<sup>2</sup>.

La Ville propose de céder aux Grands Magasins Galeries Lafayette le lot 8009 pour une superficie de 7 m<sup>2</sup> au prix de 5 250 €.

Les Grands Magasins Galeries Lafayette proposent de céder à la Ville le lot 8022 pour une superficie de 8m<sup>2</sup> au prix de 6 000 €.

L'échange entraîne une soulte de 750 € à la charge de la Ville de Montpellier.

Ces prix sont conformes à l'évaluation de France Domaine.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de procéder aux échanges fonciers relatifs à l'acquisition du lot 8022 d'une superficie de 8 m<sup>2</sup> par la Ville et la cession aux Grands Magasins Galeries Lafayette du lot 8009 d'une superficie de 7m<sup>2</sup> en contrepartie d'une soulte de 750 € nette acquéreur à la charge de la Ville de Montpellier ;
- de charger l'office notarial 14 Pyramides à Paris en vue de la réitération de la vente, en participation avec l'office notarial de Me Bonnary à Montpellier;
- de dire que la dépense relative à cette transaction et des frais corrélatifs sera imputée au budget de la Ville chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable



#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

### Avis de la Ville de Montpellier sur la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme, au titre de la compatibilité au regard des ZAC concernées (article L.153-39 du code de l'urbanisme)

Par arrêté n°MAR2018-0101 en date du 21 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé, à la demande de la Ville de Montpellier, le projet de modification n°12 de son Plan local d'urbanisme (PLU). Par délibération en date du 3 mai 2018, le Conseil municipal a donné un avis favorable à ce projet de modification et à l'ensemble des 31 points de modification de fond et de forme proposés.

Conformément à l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est désormais appelée à se prononcer sur les modifications ayant pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur des périmètres de zone d'aménagement concerté (ZAC) créées à son initiative.

Sept points de modification concernent spécifiquement les ZAC Nouveau Saint-Roch, Restanque, Coteau, EAI, Ovalie, Consuls de Mer et Parc Marianne.

S'agissant de la ZAC Nouveau St Roch (point de modification n°5), le projet de modification vise à augmenter les hauteurs constructibles à l'intersection de la rue du Grand Saint Jean et de la rue Leenhardt (passage de 13,50 m à 19 m) afin d'améliorer la composition d'ensemble du carrefour.

S'agissant de la ZAC de la Restanque (point de modification n°15), le projet de modification vise à créer un secteur de zone 2U1-15cw rue de l'Industrie pour permettre la création d'un groupe scolaire, à créer un secteur d'activités 4U1-5cw sur le secteur du Marché d'intérêt national pour permettre l'accueil de la cuisine centrale, à créer un secteur de zone 2U1-15cw entre la rue Montesquieu et la voie ferrée Sète-Tarascon pour permettre la réalisation de programmes de logements, et à modifier, supprimer et créer des emplacements réservés pour prendre en compte les récentes évolutions du plan guide de la ZAC.

S'agissant de la ZAC du Coteau (point de modification n°17), le projet de modification vise à supprimer l'emplacement réservé R54 pour un groupe scolaire, l'équipement étant réalisé.

S'agissant de la ZAC EAI (point de modification n°18), le projet de modification vise à modifier le règlement (articles 4 et 6) du secteur de zone 2U1-13 pour prendre en compte la rétention pluviale à l'échelle de l'opération d'aménagement et pour autoriser des saillies plus importantes sur le domaine public.

S'agissant de la ZAC Ovalie (point de modification n° 19), le projet de modification vise à faire évoluer le règlement à l'angle de la Place de la Providence et de l'avenue de Toulouse (extension du secteur de zone 7AU-1 et création d'un périmètre de hauteur à 27 m et d'une implantation obligatoire), à modifier le règlement de la zone 7AU (articles 6 et 7) afin de prendre en compte les évolutions programmatiques de la ZAC Ovalie, et à supprimer l'emplacement réservé C107 pour création de la place de la Providence, cet espace public étant réalisé.

S'agissant de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (point de modification n°21), le projet de modification vise à augmenter ponctuellement la hauteur maximale des constructions sur deux secteurs de la ZAC (de 36,5 m NGF à 41,5 m NGF) et à élargir l'emprise maximale des constructions sur le secteur de la rue des Sept Cans (secteur de Projet urbain partenarial) pour prendre en compte les modifications mineures du plan de masse.

S'agissant de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne (modification n°22), le projet de modification vise à créer une zone 1U10 couvrant les secteurs urbanisés de la ZAC et le secteur compris entre l'avenue Joan Miro et l'avenue du Mas Rouge, à modifier l'emplacement réservé C99, à modifier l'orientation d'aménagement et de programmation « ZAC Parc Marianne » et à étendre ponctuellement la zone N afin de prendre en compte les évolutions du plan guide de la ZAC.

En définitive, l'ensemble des évolutions projetées par la modification n°12 du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable au projet de modification n°12 du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, concernant les évolutions du Plan local d'urbanisme relatives aux ZAC créées à l'initiative de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**



**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveteur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

**ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°5D  
"SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA"**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour

objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA pour le lot 5D de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

<b>Maître d'ouvrage :</b>	SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o SAS PRAGMA Etoile Richter 80 place Ernest Granier CS19501 34 960 MONTPELLIER cedex 2
<b>Localisation du projet :</b>	Section PB n°273p
<b>Surface du lot :</b>	3 057 m <sup>2</sup> environ
<b>Nature du projet :</b>	66 logements dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 17 logements collectifs en accession à la propriété abordable</li> <li>- 49 logements collectifs en accession libre</li> </ul>
<b>SDP envisagée :</b>	4 050m <sup>2</sup> SDP dont <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 215 m<sup>2</sup> SDP en accession abordable</li> <li>- 2 835m<sup>2</sup> en accession libre</li> </ul>
<b>SDP maximale autorisée :</b>	4 221 m <sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'agréer la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o SAS PRAGMA en vue de la réalisation d'une opération de 66 logements collectifs dont 17 en accession à la propriété abordable et 49 en accession libre sur le lot 5D de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAURÉL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable



#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

## ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot n°6bisB "SAS COGIM"

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieu coulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de SAS COGIM pour le lot 6BisB de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** SAS COGIM  
Résidence Art Code  
189 avenue Germaine Tillion  
34 070 MONTPELLIER

**Localisation du projet :** Section PB n°130P, 131P et 273P

**Surface du lot :** 2 337 m<sup>2</sup> environ

**Nature du projet :** 42 logements collectifs en accession libre

**SDP envisagée :** 2 610m<sup>2</sup>

**SDP maximale autorisée :** 2 740 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'agréer la candidature de la société SAS COGIM en vue de la réalisation d'une opération de 42 logements collectifs en accession libre sur le lot 6bisB de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**



**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

**ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n° 7c1  
BACOTEC**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de BACOTEC pour le lot 7c1 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** BACOTEC  
Résidence « Amarra »  
40 rue des Frères Lumière  
34 000 MONTPELLIER

**Localisation du projet :** Section PB n°271p

**Surface du lot :** 783 m<sup>2</sup> environ

**Nature du projet :** 21 logements collectifs en accession libre.

**SDP envisagée :** 1 190 m<sup>2</sup>

**SDP maximale autorisée :** 1 250 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'agréer la candidature de BACOTEC, en vue de la réalisation d'une opération de 21 logements collectifs en accession libre sur le lot 7c1 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**



**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

**ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°7c2  
"BACOTEC"**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir,

s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de BACOTEC pour le lot 7c2 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** BACOTEC  
Résidence « Amarra »  
40 rue des Frères Lumière  
34 000 MONTPELLIER

**Localisation du projet :** Section PB n°271p et PN n°273p

**Surface du lot :** 1 895m<sup>2</sup> environ

**Nature du projet :** 40 logements collectifs en accession à la propriété abordable.

**SDP envisagée :** 2 550 m<sup>2</sup>

**SDP maximale autorisée :** 2 677 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'agréer la candidature de BACOTEC, en vue de la réalisation d'une opération de 40 logements collectifs en accession à la propriété abordable sur le lot 7c2 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable



#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEOUS ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

### ZAC OVALIE demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot 9B ACM Habitat

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpellicienne (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature du bailleur social «ACM Habitat » pour le lot 9B de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** ACM Habitat (OPH)

407 avenue Professeur Antonelli  
CS 15590  
34074 MONTPELLIER Cedex 3

**Localisation du projet :** Section PB n°245p

**Surface du lot :** 528 m<sup>2</sup> environ

**Nature du projet :** 27 logements collectifs sociaux

**SDP envisagée :** 1 990 m<sup>2</sup> de SDP

**SDP maximale autorisée :** 2 090 m<sup>2</sup> de SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé :**

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat », en vue de la réalisation d'une opération de 27 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Rémi ASSIE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**Concession Publique d'Aménagement MONTPELLIER NOUVEAU GRAND  
COEUR  
Opération Beausoleil  
Demande d'agrément de candidature LANGUEDOC MUTUALITE Lot A et B**

La Ville a confié à la SA3M une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette concession d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de Languedoc Mutualité, en vue de la cession de la parcelle située à Montpellier, 123 Bis Avenue de Lodève, cadastrée section KW numéro 143 correspondant à deux terrains à bâtir :

- Un premier terrain, libre de toute construction, d'une superficie de 4.686 m<sup>2</sup>, tel qu'il est dénommé « Lot A » et délimité au plan de vente ;
- Un second terrain, libre de toute construction, d'une superficie de 3.330 m<sup>2</sup> mètres carrés, tel qu'il est dénommé « Lot B » et délimité au plan de vente.



Cette cession permettra la mise en œuvre, sur ces tènements fonciers, d'un projet comprenant les activités suivantes :

- Activités à caractère sanitaire : consultations, bureaux, hébergement ;
- Activités à caractère médico-social : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes, logements ;
- Activités à caractère commercial : commerces de santé.

**Dénomination du candidat :** LANGUEDOC MUTUALITE

**Localisation :** 123 bis Avenue de Lodève

**Parcelles cadastrées :** section KW n°143

**Surface de la partie du lot objet** 8 016 m<sup>2</sup>

**de la demande d'agrément :**

**Nature du projet :**

« LOT A » bail à construction entre LANGUEDOC MUTUALITE et FDI Foncière, pour la construction d'un EHPAD, de logements, et commerces de santé avec une cession partielle de bail à construction effectué par FDI Foncière au profit de FDI Habitat, pour la construction de l'EHPAD ;  
« Lot B » construction d'un bâtiment recevant les services de consultations médicales de la Clinique Beausoleil, des laboratoires médicaux ainsi que des bureaux associés à ces usages.

**SDP envisagée :** 12 228,5 m<sup>2</sup> SDP

LOT A : 5 908,1 m<sup>2</sup> dont 4 262,6 m<sup>2</sup> pour l'EHPAD

LOT B : 6 320,4 m<sup>2</sup>

**SDP maximale autorisée :** 14 500 m<sup>2</sup> SDP

La SA3M précise que la candidature de Languedoc Mutualité prend en considération les objectifs de la concession Nouveau Grand Cœur fixés par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de Languedoc Mutualité en vue de la construction d'un EHPAD, de logements et de commerces de santé pour le lot dénommé « LOT A », ainsi que la construction des laboratoires médicaux et des bureaux associés à ces usages pour le lot dénommé « LOT B » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 3 octobre 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**MONTPELLIER GRAND COEUR**  
**Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités**  
**Attribution de subventions**

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

<p><b>« Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault » (CIDFF), association</b>  Gérante : Mme Maryelle FLAISSIER  6 place Roger Salengro</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés  <i>Subvention travaux = 3 839,50 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 1 919,75 €</b></p>	
<p><b>Enseigne « ROBIN &amp; CARBONNEAU », agence immobilière</b>  Gérant : M. Benoît ROBIN  8 rue Frédéric Bazille</p> <p><i>Subvention travaux = 2 845,43 €</i>  <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 900,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 3 745,43 €</b></p>	
<p><b>Enseigne « Alain AFFLELOU », magasin d'optique</b>  Gérant : M. Rémi SANCHEZ  Allée Jules Millau, centre commercial du Triangle</p> <p><i>Subvention travaux = 6 000,00 €</i>  <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 7 000,00 €</b></p>	
<p><b>Enseigne « FLEUR DE PEAU », magasin LA COLLANTERIE</b>  Gérant : M Frédéric MANESSIER  22 rue des Etuves</p> <p><i>Subvention travaux = 6 000,00 €</i>  <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000,00 €</i>  <i>Acompte déjà versé = 3 500,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Solde à verser : 3 500,00 €</b></p>	
<p><b>SARL AROMA, enseigne « AROMA », restauration</b>  Gérant : Mme Mélody CASTIELLO  39 rue Saint Guilhem</p> <p><i>Subvention pour travaux complémentaires = 550,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 550,00 €</b></p>	

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 16 715,18 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline NAVARRE.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Sécurité publique

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

## Délégation de Service Public Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier Avenant n° 1

La Ville de Montpellier a confié à la société TAM Voirie l'exploitation et la gestion du service public de stationnement payant sur voirie, par Délégation de Service Public pour une durée de sept ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Afin de prévenir les usagers de l'émission d'un Forfait Post-Stationnement (FPS), de leur permettre de régler celui-ci sans majoration, et in fine, de leur ouvrir la possibilité de formaliser un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans les délais impartis, la Ville de Montpellier a choisi de modifier, en accord avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) le cycle de gestion des FPS.

Par délibération en date du 28 juin 2018, la Ville a conclu avec l'ANTAI une convention en cycle complet ; cette option ne modifiant pas l'économie générale du contrat.

Il convient donc d'établir un avenant ayant pour objet la modification des conditions de gestion des Forfaits Post-Stationnement prenant en compte les deux possibilités offertes aux usagers :

- Un paiement rapide du FPS par l'utilisateur permettant au délégataire l'encaissement, au nom et pour le compte de la ville. Dans ce cas, une convention de mandat doit être établie conformément à l'article L1611-7 et D1611-32-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Un non-paiement dans le délai des 4 jours calendaires par l'utilisateur obligeant le délégataire à une transmission du FPS à l'ANTAI pour recouvrement.

C'est pourquoi, il est proposé un avenant modifiant les articles suivants :

- L'article 3.3 relatif aux missions confiées au délégataire,
- L'article 18 relatif à l'établissement et gestion du Forfait Post-Stationnement (FPS),
- L'article 21 relatif à l'agence commerciale du stationnement,
- L'article 37.8.2 relatif aux caractéristiques du système de gestion,
- L'article 38 relatif aux conditions de rémunération,
- L'article 39 relatif aux frais de contrôle et de surveillance du stationnement,
- L'article 42 relatif à la redevance d'exploitation.

Cette évolution s'accompagne d'une convention de mandat avec la société TAM Voirie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'avenant n°1 au contrat de délégation du service public relatif au stationnement payant sur voirie ainsi que la convention de mandat pour l'encaissement des Forfaits Post-Stationnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée à la sécurité, à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée à la sécurité à signer la présente convention de mandat et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 39 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 CEP découpage année 2018.pdf
- Annexe 2 Projet convention de mandat Ville Tam DSP stationnement V18092018.pdf
- Annexe 3 Contrat stationnement version consolidée au 190918.pdf
- avenant 1 Stationnement projet V10 18 sept.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Sécurité publique

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Stationnement payant sur voirie Convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement paiement sur voirie, applicable le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27/01/2014, la Ville de Montpellier a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans la délibération 2017-452 portant sur les tarifs 2018 de la Ville.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-Stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015, dans les Métropoles, la Ville ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à la Métropole, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du forfait post-stationnement.

En ce sens, il est soumis à l'approbation du Conseil municipal la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, intégrant la

refacturation des coûts de gestion annuel du FPS.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement de la Ville de Montpellier à la Métropole sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L2333-87 du code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué à signer ladite convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Sécurité publique**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## **Partenariat d'éducation et de prévention routière Autorisation à signer la convention**

Le Maire dispose d'un champ de compétences en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Former très tôt les enfants aux risques routiers permet aussi d'attirer l'attention des parents sur ces questions. Découvrir dès le plus jeune âge que la route est à partager, c'est acquérir des comportements qui permettent de se protéger des dangers de la circulation et de prendre en compte les autres usagers de la route.

Dans ce contexte, la police municipale de Montpellier conduit des actions en matière de prévention routière en direction du public scolarisé au sein des écoles primaires de la ville. La finalité recherchée est avant tout d'améliorer le civisme routier, le respect des règles dès le plus jeune âge et d'endiguer l'insécurité routière.

Ces formations sont dispensées de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont sanctionnées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique « vélo » est réservée aux classes de CM2.

Pour mener à bien ces actions de prévention, la police municipale a développé un partenariat avec l'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault et l'association Mas des Moulins.

L'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault propose son matériel, ses différents supports pédagogiques et la mobilisation de ses bénévoles.

L'association Mas des Moulins, située au 2 452 avenue du Père Soulas, met à disposition sa piste d'éducation routière, une salle d'accueil et un plateau sportif.

Ainsi, il est proposé de conclure entre la Ville et cette association une convention, afin de déterminer les modalités de partenariat qui permettront d'inscrire les actions de prévention routière sur une piste d'éducation routière dédiée. En contrepartie, la Ville de Montpellier versera à l'association Mas des Moulins une participation annuelle aux frais d'entretien et de fonctionnement de la piste et de ses abords d'un montant de 1 500 euros (mille cinq cents euros).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prélever la participation financière annuelle de 1 500 euros sur les crédits inscrits au budget 2018 de la Ville, chapitre 931 ;
- D'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat d'éducation et de prévention routière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

**Actions d'accompagnement et de soutien des populations  
contre les accidents, sinistres et catastrophes  
Construction d'un abri pour remorques  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire a l'obligation d'assurer les mesures d'accompagnement et de soutien des populations concernées par un événement afin de couvrir leurs besoins les plus immédiats, conformément aux articles L 2212-2-5, 2212-4 et 2212-5 du code général des collectivités territoriales et l'article L731-3 du code de la sécurité intérieure.

Le service sécurité civile de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique prévoit, dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, un dispositif de soutien fixe et mobile permettant notamment l'armement de Centres d'Accueil et de Regroupement (CARE).

La construction d'une structure, au niveau du centre horticole de la Direction Paysage et Biodiversité, permettrait d'abriter les équipements suivants contre le vol, le vandalisme et les intempéries :

- un lot sur remorque relatif à l'accueil d'urgence des populations impliquées ou sinistrées ;
- un lot sur remorque relatif à l'hébergement d'urgence des populations impliquées ou sinistrées.

Le site proposé rapproche ces moyens des CARE identifiés sur la partie Est du territoire de la commune, dont le Zénith, et renforce ainsi leurs mobilisations en cas de nécessité (pluie-inondation, neige, ...).

L'opération débutera entre les mois de novembre et de décembre 2018 pour une durée de travaux d'environ deux mois.

En vue de lancer les travaux relatifs à la construction de cet abri pour remorques, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux estimé est de 45 000 € TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux pour la construction de l'abri ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 901 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Démocratie participative et Maisons pour tous

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

#### **Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique également l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 156 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 76 022 €.

Les associations concernées sont :

**MPT CAILLENS :**

Comité de quartier Tournezy : 300 €, A.P.A.J : 166 €, Jasmin d'Orient : 330 €, Les petits débrouillards : 140 €, Mozaïques : 275 €, Studea : 330 €, Encuentro flamenco : 735 €, Pisongo : 190 €, Porto libre : 190 €, A.I.S.I : 110 €.

**MPT CHAMSON :**

Centre de recherches et d'enseignement en Histoire de l'art: 300 €, Raiponce : 300 €, Autre Théâtre : 430 €, Association tutélaire de gestion 34 : 110 €, Enfance Famille adoption : 300 €, APARSA : 165 €, Comité de Quartier Rocambole Ouest : 110 €, Les amis de la Sicile : 245 €, Salsa rueda : 220 €, Wexball Montpellier Sport : 350 €.

**MPT CHOPIN :**

Slinga : 165 €, Coup de Théâtre 34 : 165 €, Atout Théâtre : 165 €, Association Tutélaire de Gestion (ATG) : 140 €

**MPT COLUCCI :**

Connaitre et agir : 110 €, Comité Départemental des Associations Familiales Laïques de l'Hérault : 165 €, Centre de calcul mental Japonais : 290 €, Collectif Yves Du Manoir : 515 €, Cie Psoas : 165 €, Croix rouge Française de Montpellier : 300 €, Des mains pour le faire : 165 €, Devenet : 110 €, De fil en oreille : 165 €, Ecole des parents et éducateurs 34 : 245 €, Kinissi 2 : 220 €, La lèche league France Groupe allaitement : 245 €, Les petits débrouillards: 140 €, Media Luna tango: 140 €, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 2300 €, Mosaïque des hommes et des jardins : 140 €

**MPT CURIE :**

Centre de Recherche et d'Enseignement de l'Histoire de l'Art Moderne : 245 €, Association tutélaire de gestion : 165 €, Comité de l'Hérault d'Éducation pour la Santé CODES 34 48 : 110 €, Riroli : 165 €, Le Clos de la fontaine : 455 €, Metiss'art : 220 €, Cock-a-doodle-doo : 165 €, Haz'art2 : 165 €, Noun : 110 €, Urban sun : 165 €, Yoga passion : 110 €

**MPT ESCOUTAIRE :**

A Domicile Hérault (ADH) : 300 €, Association des Paralysés de France : 110 €, Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises - Boutique de Gestion (BGE) : 165 €, Centre de calcul mental japonais Montpellier : 300 €, Centre Culturel Esperanto de Montpellier : 455 €, Cité Citoyenne : 455 €, Association Féminine Jasmin d'Orient : 455 €, Les P'tits Loups de Saint Martin : 495 €, Montpellier Méditerranée



Métropole Taekwondo : 430 €, Montpellier Club Handisport : 245 €, Patch à Tout Cœur : 455 €, Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale : 245 €

**MPT GUILLERME :**

"Association Vivre Ensemble en Citoyen : 655 €, Mas des Moulins baby car : 635 €, CHRU : 165 €, Comité de quartier St Clément l'atelier des bambins : 220 €, Des mains pour le faire : 300€, Les ours molaires : 165 €, Les effrontés du micro : 140 €, Kinissi 2 : 110 €, Montpellier côté rythme : 110 €, No tag street culture : 110 €, Popcorn compagnie : 245 €, Terra Unita : 245 €, De fil en oreille : 110 €, Sapotek : 245 €, Plateau neuf : 165 € : Bien - être yoga : 165 €, Espace Tao : 165 €, Les amis de la Sicile : 245 €, Opus pocus : 165 €, En clap'arte : 165 €.

**MPT LAGRANGE :**

Allons'z Enfants : 25 851,16 €, Allons'z Enfants : 245 €, ANSA - Association Nouvelle pour la solidarité au féminin : 430 €, Association Attitude : 455 €, Bosphore : 455 €, CHRU - Hôpital de Jour R. LAFON - Les hauts de Massane : 245 €, Cie Ohé : 300 €, CMMP Foucault – Adages : 165 €, Codep Gym volontaire : 220 €, - Diabète Recherche Education Alimentation Metabolisme : 455 €, EuroGrèce : 220 €, Flamenco Puro : 455 €, Les jeunes Yogis : 165 €, les petits débrouillards : 190 €, Lève-toi et danse : 430 €, Lez arts mêlés : 535 €, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 455 €, Restaurants du cœur : 455 €, Urban Sun : 165 €, Zadigozinc : 735 €

**MPT MERCOURI :**

Apaj : 455 €, Gammes alisée: 575 €, Camap : 245 €, Papot croix : 300 €, Eurogrèce : 455 €, Club pyramide 34 : 245 €, Montp'libre : 140 €, Bien Etre et Yoga : 220 €, Centre de calcul mental Japonais : 220 €, Fil en main : 455 €, Fit'dance Montpellier : 320 €, Ishara : 300 €, Kerozen et Gasoline : 320 €, Les petits débrouillards : 245 €, Plateau neuf : 270 €

**MPT PAGNOL :**

Atout TAROT : 220 €, BGE Montpellier : 165 €, Cercle Philatélique Numismatique Cartophile de Montpellier : 165 €, Croix Rouge : 245 €, Tiens bon la barre : 165 €, Association pour toutes : 245 €, Synergie des Mémoires Humaines : 385 €.

**MPT RICOME :**

Association Montpellier Universitaire Culturelle et Sportive : 300 €, En Clap'arte : 190 €, British Cultural Association : 245 €, WonderMeufs : 220 €.

**MPT SAND :**

Rire : 350 €, Association de gymnastique fondamentale : 300 €, Country Patchwork : 245€.

**MPT SARRAZIN :**

NoTag Street Culture : 165 €, Flamenco Puro - Cie Miracielo : 165 €, Compagnie La Hurlante : 165 €, Ateneo Popular Andalou : 165 €, Formation Accompagnement Animations des Territoires : 165 €, Smartfr : 110 €, Centre des arts du cirque Balthazar :245 €, Actio – Minerva : 110 €, Via voltaire : 165 €, BGE Montpellier : 165 €, Strataj'm 34 sud : 245 €, Centre APAJ : 165 €, Association Tutélaire de Gestion : 165 €, La croix rouge : 350 € Lâche les mots : 165 €, Yogasphère : 110 €, Devenet : 455 €, La Lobableue : 245 €, Nephtys : 455 €, Compagnie cantus Canti :110 €, Les petits bouchons : 455€, Gammes alisé : 110 €, Jouons en ludothèque : 300 €.

**MPT VIAN :**

Body Sport la Rauze : 455 €, Jasmin D'orient : 350 €, Couleur Sabar : 165 €, En clap Arté : 140 €.

**MPT VILLON :**

Abraxas Dance Company : 455 €, Association Mas des moulins : 455 €, AEDE – BGE Association Emploi

Développement Entreprises - Boutique de Gestion : 245 €, Conseil Départemental de l'accès aux droits : 245 €, Cidff - Centre d'information des droits de la femme et de la famille : 245 €, Clcv – Association consommation logement et cadre de vie : 245 €, Club de la Panthère : 300 €, Comider : 655 €, Comité de quartier St Clément : 245 €, Devenet : 245 €, Essor - Savoirs et partages : 300 €, Good news gospel 34 : 430 €, Initiatives Plurielles : 245 €, Kamala : 300€, La Maison du Judo : 430 €, Mission locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole : 455 €, Montpellier Mambo Dance Company : 110 €, Montpellier Scrabble : 695 €, Les Petits Débrouillards Occitanie : 300 €, Question pour un champion : 455 €, Raiponce : 1 335 €, Somis : 495 €, Ufolep : 430 €.

**MPT VOLTAIRE :**

Le Baobab : 245 €, Outremangeurs Anonymes : 140 €, Surdi 34 Déficients Auditifs : 270 €, Centre d'animation culturelle du quartier St François : 270 €, Rando Loisirs : 140 €, GEM Rabelais : 165 €

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 37 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 16 610 €

Les associations concernées sont :

**MPT CHAMSON** : Eurogrèce : 110 €

**MPT CHOPIN** : L'art scène : 385 €, A tout théâtre : 1100 €, Compagnie Imagine : 550 €, Epilepsie France : 550 €, La leache ligue : 550 €, Douzarts : 1100 €, Rire : 550 €, Zazouira : 1100 €, Collecteur : 550 €, Musiques actuelles : 550 €.

**MPT CURIE** : Comité de quartier Celleneuve : 550 €, Club de pétanque de Celleneuve : 110 €, Le temps d'un mouvement : 55 €, Odette Louise : 55 €.

**MPT ESCOUTAIRE** : Axents : 55 €, Comité des fêtes de Montpellier : 220 €, Damier club Montpelliérain : 1100 €, Comité de quartier Mion association : 220 €, Les p'tits loups de Saint martin : 330 €.

**MPT GUILLERME** : Association des unions Régionales des arts de la langue : 55 €.

**MPT MERCOURI** : Eurogrèce : 220 €, Fédération des aveugles et amblyopes de France : 220€, Calor danse : 220 €

**MPT PAGNOL** : Secours populaire Français : 220 €, Cercle philatélique numismatique cartophilie de Montpellier : 220 €, Les randonneurs Montpelliérains : 220 €

**MPT VILLON** : Aps 34 : 220 €, Montpellier scrabble : 550 €, Comité de quartier St Clément : 165 €, Essor savoirs et partages : 330 €, Football club Petit Bard : 110 €, Les petits débrouillards : 330 €, Mission locale des jeunes de Montpellier Métropole Méditerranée : 330 €, Question pour un champion : 660 €.

**MPT VOLTAIRE** : Jumeaux et plus : 880 €, Rando loisirs : 55 €, Comité de quartier Don Bosco : 1760 €.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;

- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Fabien ABERT, Mme Lorraine ACQUIER, M. Luc ALBERNHE, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Sabria BOUALLAGA, M. Robert COTTE, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEUS.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau annuel
- tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

#### Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Participation au financement du Projet CONNEXIONS Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire

Le projet CONNEXIONS, porté par le Rectorat de Montpellier (CASNAV Centre Académique pour la Scolarisation et GIP Formavie), avec un financement du Fonds Social Européen, a permis d'engager, depuis janvier 2016, un processus d'accompagnement pour faciliter la scolarisation des enfants en habitat précaire dans les écoles primaires de Montpellier.

Cette démarche participe à la bonne application des dispositions du code de l'Education et de la circulaire du 2/10/2012 aux termes desquels : « *L'école est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national, quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur. [...] il est de la responsabilité de l'institution scolaire de mettre en place les conditions qui facilitent l'accès à l'école* »

Dans ce cadre, la mise en place d'une action de médiation et d'accompagnement a permis d'augmenter sensiblement la proportion d'élèves scolarisés et de lutter contre la déscolarisation. L'Education Nationale constate depuis 2016 une amélioration de la régularité de la fréquentation et une augmentation du niveau scolaire des enfants.

La contribution du Fonds Social Européen arrivant à terme en Août 2018, il convient de trouver un financement participatif pour poursuivre cette action essentielle afin de renforcer et confirmer l'inclusion scolaire. Un budget de 13 500 € est nécessaire jusqu'au 31 décembre 2018.

Un cofinancement est prévu : la Direction Départementale de la Cohésion Sociale participe à hauteur de

6 500 €, le solde étant partagé entre le Département et la Ville de Montpellier. Pour la période de septembre à décembre 2018, la contribution demandée à la Ville est donc de 3 500 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prévoir le versement d'une subvention de 3 500 € au GIP Formavie ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget primitif de la Ville, chapitre 932;
- D'autoriser le Maire, à ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention commune Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

### Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs en 2018-2019 - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature.

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire (cf. Article V-E).

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1

et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le Compte Administratif de la Ville et les comptes de chaque association. Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et la maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant :

Association gestionnaire d'ALSH	Adresse de l'association	Ecole	Subvention en nature
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvilliées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Balard / Renaud	21 660,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Langevin - Goethe	12 400,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Kipling - Baudelaire	14 880,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	De Gaulle - Jaurès	9 000,00 €
Fabulos Drolles	147, rue des 4 seigneurs 34 090 MONTPELLIER	Calmette/Aubigne	34 560,00 €
La gerbe	19 rue Chaptal 34 000 MONTPELLIER	Sevigne	1 750,00 €
Le petit relais	1, rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Garnier	9 000,00 €
Le relais des petits	1, rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Rousseau	6 075,00 €
Les enfants d'hélène	286, avenue Aiguelongue 34 000 MONTPELLIER	Mitterrand	13 005,00 €
Muc vacances	150 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Sibelius - Pottier	21 520,00 €
Muc vacances	151 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Chaplin	16 665,00 €
Muc vacances	152 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Bernhardt	17 500,00 €
PEP 34	21 rue Jean Giroux escalier 27 380 34 184 MONTPELLIER CEDEX 4	Yourcenar	9 660,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Mozart	19 348,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Voltaire	8 880,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Pagnol	7 440,00 €



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL** ✓

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'occupation ALSH associatifs 2018/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Attributions de subventions

### Ajustements suite aux bilans des temps d'activités périscolaires 2017-2018

Par délibérations du 18 Mai, du 22 Juin, du 20 juillet, du 28 septembre et du 23 novembre 2017, le Conseil municipal avait voté l'attribution de subventions pour 148 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires pendant l'année scolaire 2017-2018.

Conformément aux conventions, les associations qui ont reçu ces subventions présentent le bilan de leur action, pièce nécessaire pour percevoir le solde de 30% du financement prévu à la fin de l'action.

Or, il apparaît que certains projets n'ont pu être finalisés en raison de l'annulation de quelques séances d'activités.

Il convient donc d'ajuster le montant des subventions comme suit pour tenir compte de la part du projet effectivement réalisé.

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant initial	Montant ajusté
6777	Association Eclats	Activité autour de la mosaïque	4400	4050
5998	La Petite Fabrique	Créativité et arts plastiques	5000	4250
4388	Le Passe Muraille	Jardin Pédagogique	5000	3750

6721	MOHO	Cafés Philo	2700	2250
3178	ADITA	Eveil Corporel	3150	2800
689	ALPJ Fabulos Droles	TAP Fabulos Droles	9000	6500

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des avenants correspondants ;
- D'affecter les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au budget 2018 sur le chapitre 932 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant Moho.pdf
- Avenant Petite fabrique.pdf
- Avenant Assoc eclats.pdf
- Avenant adita.pdf
- Avenant Assoc languedocienne.pdf
- Avenant Passe muraille.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.